

d'Lëtzebuerger **Land**

WIRTSCHAFT

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#05 67. Jahrgang 31. Januar 2020



5 453000 174663



4,00€

Univers parallèles

La moitié des élèves de la Ville de Luxembourg ne fréquentent plus l'école communale. Sans que cela ne choque personne

Franz kann's?

Im Zweifel links: Der neue Wirtschaftsminister Franz Fayot sorgt mit seiner kritischen Haltung für Nervosität bei den Arbeitgebern

Alles fir den Etienne

Le vice-Premier ministre clôt huit années à la tête de la politique économique par une mission chargée en symboles dans les Émirats

Photo : Jean-Christophe Verhaegen / Sip

La moitié des enfants de la Ville de Luxembourg ne fréquentent plus l'école communale. La capitale se fragmente en univers parallèles

Multiplicity scolaire

Bernard Thomas

Fifty-Fifty 2019-2020 entrera peut-être dans les annales comme la dernière rentrée où une majorité des enfants de la Ville de Luxembourg étaient encore inscrits à l'enseignement fondamental public. Actuellement, 4 254 enfants fréquentent l'école communale et 4 109 des écoles privées. En pourcentages, cela donne 50,9 contre 49,1. (En 2014/2015, ce rapport était encore de 54 à 46.) La capitale compte une pléthore d'établissements privés sur son territoire. Rien que dans leurs classes de maternelle et de primaire, les Écoles européennes accueillent 3 000 écoliers, le Lycée Vauban un millier, alors que la Saint George's School et l'International School of Luxembourg (ISL) comptent plus de 500 élèves chacune. Sur les dix dernières années, la population a quasiment doublé dans ces cinq établissements.

Les coûts – en termes de cohésion sociale, d'égalité des chances et de trafic matinal – de cet éclatement de « l'offre scolaire » ne semblent pas préoccuper outre mesure les responsables politiques. Chez l'échevine de l'Éducation, Colette Mart (DP), le pragmatisme prévaut : « Mir sinn säit ganz laangem sou gefuer ». Sans les écoles privées, dit-elle, « le multiculturalisme » ne serait « pas gérable ». « Nous serions d'ailleurs incapables d'accueillir du jour au lendemain tous ces élèves ».

Même son de cloche du côté de la maire de la Ville, Lydie Polfer (DP). En juin 2019, elle estimait face au *Land* qu'avec plus de 70 pour cent de résidents étrangers, un taux de cinquante pour cent d'inscriptions dans des écoles communales serait plutôt à considérer comme un succès. Et puis ce ne serait pas à la politique « de dire 'tu dois' ou 'tu devrais' », il s'agirait « de choix privés, très personnels ».

D'ores et déjà, les services communaux ont intégré la probabilité que la moitié des enfants ne fréquenteront jamais une école communale dans leurs calculs déterminant les besoins futurs en infrastructures scolaires. « Si la SNHBM construit des logements simples, nous estimons que plus de cinquante pour cent des enfants seront inscrits chez nous, dit Colette Mart. Si par

« Si la SNHBM construit des logements simples, nous estimons que plus de cinquante pour cent des enfants seront inscrits dans les écoles communales. S'il s'agit par contre d'appartements très chic, ce pourcentage ne sera peut-être que de dix pour cent. »
Colette Mart (DP), échevine de l'Éducation

contre il s'agit d'appartements très chic, ce pourcentage ne sera peut-être que de dix pour cent. »

Mais, rassure Mart, il n'y aurait pas de « Landflucht », pas d'exode. Dans certains quartiers – elle cite le Limpertsberg, Clausen et le Kirchberg – l'école publique et son offre trilingue rencontreraient « un grand succès » auprès des étrangers, « et pas seulement auprès des étrangers pauvres ». Même si, à d'autres endroits, notamment autour de la Gare, le « tourisme scolaire » et les inscriptions dans les écoles privées prévaudraient dans certains milieux : « Le personnel de l'école se donne beaucoup de peine. Si les parents privilégiés mettaient leurs enfants dans l'école publique, le niveau augmenterait... La situation serait sauvée. »

Dans sa thèse de doctorat publiée en 2014, la géographe Magali Lehnert (qui travaille aujourd'hui

comme prof de yoga) fait une analyse sociale de la carte scolaire de la capitale et conclut à des « eindeutige Segregationstendenzen ». Celles-ci auraient surtout un effet délétère sur les enfants de milieux défavorisés, car « eine internationale und sozioökonomische Mischung der Schülerschaft stellt sich hauptsächlich für Kinder aus sozial benachteiligten Bevölkerungsschichten als vorteilhaft heraus ».

La Ville connaît un *turn-over* vertigineux. En 2019, l'administration communale a compté 19 000 arrivées et 13 000 départs. En une année, dix pour cent de la population s'est donc renouvelé. Sur la dernière décennie, la durée de résidence moyenne a chuté de seize à six ans. Pour un cadre hautement qualifié estimant ne passer que quelques années au Grand-Duché, le choix d'exposer ses enfants aux vicissitudes d'un système trilingue semble peu rationnel. L'école publique a sacrifié plusieurs générations d'enfants d'immigrés lusophones. Les expats ont les moyens de se prémunir. À un échec collectif et politique, ils cherchent des solutions individuelles, voire individualistes.

Le prix à payer Située en bordure du campus Geesknäppchen à Merl, l'ISL se présente comme une sorte d'ovni. Physiquement, l'école est délimitée par un grillage, financièrement par des frais de scolarité. Une année y coûte, tous frais inclus, 19 000 euros par enfant. Pour la Saint George's à Hamm, comptez entre 12 000 et 15 000 euros. Gratuites pour les enfants de fonctionnaires européens, les Écoles européennes accueillent également 1 100 élèves dont les parents ne sont pas eurocrates. Ils doivent déboursier entre 5 000 euros (primaire) et 7 000 euros (secondaire) par an.

Si les écoles privées se vantent de leur hétérogénéité culturelle, elles problématisent très peu leur homogénéité sociale. Or, des enfants de riches y fréquentent exclusivement des enfants de riches. Patricia Angoy, directrice de l'enseignement primaire à l'ISL, ne veut pas faire valoir cet argument. « Parmi nos parents, on rencontre un large éventail

de revenus, dit-elle. Certains luttent pour mettre leur enfant ici. Ils investissent une grande partie de leur revenu dans l'éducation. D'ailleurs, de nombreux parents avaient déjà inscrit leur enfant dans une école privée dans leur pays d'origine. C'est un choix. » Or, à 1 400 euros par mois et par enfant, ce choix n'est pas donné à tout le monde.

Qu'arrive-t-il lorsque les parents d'élèves n'arrivent plus à supporter les frais scolaires ? Le directeur de la Saint George's, Christian Barkei, assure que la direction essaierait alors de trouver un arrangement, par exemple un sursis de paiement de quelques mois. Mais il concède que sur les sept dernières années, « deux ou trois » enfants auraient dû quitter l'école pour raisons financières. La plupart des parents seraient de « très bons payeurs », estime pour sa part Patricia Angoy. Puis d'ajouter qu'étant donnée « la fierté » des parents, elle ne serait pas nécessairement mise au courant d'éventuels motifs financiers d'un retrait d'école.

À l'ISL, l'épineuse question des minervaux vient de faire une apparition inattendue dans le contexte du conflit social autour de la convention collective des enseignants. « Ils n'ont qu'à rehausser le minerval, tout simplement », revendique Danièle Niele, secrétaire centrale de l'OGBL qui mène les négociations du côté syndical. Pour assurer les traitements des professeurs recrutés à l'avenir, l'OGBL propose donc une mesure assez peu sociale. (D'après Niele, un enseignant avec un master gagnerait 4 400 euros en début et 8 300 euros en fin de carrière à l'ISL. À la différence du ministère de l'Éducation nationale, les écoles privées anglophones embauchent également des enseignants détenant un *bachelor*. Pour ces bac+3, le salaire s'échelonne de 3 800 à 7 600 euros.)

Les écoles privées opèrent sous le statut d'ASBL, chaque budget équivaut donc à un acte de funambulisme avec interdiction d'engranger des profits. En 2018, les minervaux pesaient pour 65 pour cent (vingt millions d'euros) dans le budget de l'ISL, contre trente pour cent (neuf millions d'euros) de

subsidés étatiques. Du côté de la Saint George's, ce rapport est de 70 à 29 pour cent, soit 8,8 millions d'euros en *tuition fees* et 3,6 millions en subsides. « C'est unique, s'enthousiasme Christian Barkei. Aucun autre pays au monde ne subventionne les écoles privées à ce point. »

Le directeur de la Saint George's, est un rodé du circuit international. Avant d'arriver au Luxembourg en 2013, Barkei travaillait pour des écoles privées à Shanghai et à Jakarta. Sa propre scolarité n'est pas passée par l'école privée. Quand son père est posté par Siemens à Erlangen, le jeune Barkei est inscrit dans l'école publique bavaroise. Âgé de huit ans, il apprendra l'allemand par immersion. Le directeur fait le tour du propriétaire avec le journaliste. Bien que situés dans la triste zone d'activités à Hamm, les locaux n'ont rien à envier aux nouveaux palaces des lycées publics. On y trouve des laboratoires de chimie, des ateliers d'art et un auditorio avec une capacité d'accueil de 300 spectateurs. Saint George's s'efforce d'afficher ses liens avec le Grand-Duché. Les salles de classe sont ainsi nommées d'après des châteaux féodaux du pays. Un des immeubles du campus porte le nom d'Antoine Zinnen, le compositeur de l'hymne national.

Parent friendly Dans sa thèse de doctorat, Magali Lehnert remarque que l'école publique ne remplit pas seulement une fonction d'intégration pour les enfants, mais également pour leurs parents. « Die Bekanntheit der Eltern untereinander fördert zugleich ihre Eingliederung in das Stadtviertel. [...] Vor allem ausländischen Eltern ist somit eine Möglichkeit gegeben, sich über den Weg der Bildungseinrichtung ihrer Kinder besser in die Gesellschaft zu integrieren. » Or, pour de nombreux expats, ces rencontres ne se passent plus au niveau du quartier, mais dans un établissement fermé, qu'on rejoint la plupart du temps en voiture.

Selon Barkei, quatre élèves sur cinq vivraient dans un rayon de dix kilomètres autour de la Saint George's. Patricia Angoy estime, quant à elle, que les enfants



Dans le campus de la Saint George's School à Hamm



de l'ISL résideraient « pour la plupart dans la Ville, à Strassen ou à Bertrange. Ce sont exactement les mêmes localités que cite Vera Agostini qui a fondé Over the Rainbow, une école privée à Belair : « Cela s'explique par les sociétés de relocalisation. Elles commencent toujours par chercher l'école, puis construisent toute la vie des expatriés autour. »

La vie d'expat peut devenir solitaire. « J'en vois qui tombent en dépression. Surtout quand la saison change », dit Agostini. Ayant souvent dû abandonner leur métier pour suivre le mari ou l'épouse au Grand-Duché, les conjoints s'y retrouveraient soudainement « tout seuls », passant la journée « à faire des tâches ménagères qu'ils ne faisaient pas avant ». Une réclusion qui serait renforcée par les barrière linguistiques, de nombreux parents d'élèves ne parlant ni le français ni l'anglais.

La « school community » permet de briser l'isolement. L'école est également vécue comme un lieu de rencontre, de sociabilité. La Saint George's a ainsi mis en place un réseau de parents d'élèves qui prennent le thé ensemble, organisent des soirées quizz et font des randonnées hebdomadaires. L'ISL a institué le « Pipo » (« pop-in-pop-out »), décrit comme « office social » et « helpdesk parental ». Les parents d'élèves peuvent passer deux fois par semaine à ISL, le temps de s'enquérir autour d'un café du système scolaire, des méthodes pédagogiques ou des démarches administratives. C'est cette ouverture par rapport aux demandes des parents-payeurs qui distingue les établissements privés de l'école publique où les parents-citoyens sont à peine tolérés.

Over the Rainbow vient à son tour de mettre en place une communauté de parents d'élèves, qui se réunissent une fois par semaine pour des cours de bricolage ou simplement prendre un verre au Café Bel Air. On s'y échange des tuyaux sur les médecins, femmes de ménage et baby-sitters, dit Vera Agostini, mais également sur la pernicieuse question de où fêter les anniversaires d'enfants, qui sont devenus un nouveau marqueur social (*d'Land* du 25.10.2019).

Over the Rainbow Avec 200 élèves âgés entre trois et quinze ans, Over the Rainbow est la dernière venue dans le monde des écoles anglophones, et la plus petite. Créée par Vera Agostini, qui la gère avec sa mère Isabella Padula Agostini, l'école fonctionne comme une ASBL familiale. Le conseil d'administration est présidé par le père, Bruno Agostini, un banquier napolitain qui est arrivé en 1980 sur la place financière du Luxembourg. (À ses heures perdues, il écrit des romans noirs – ou plutôt des *gialli* – publiés sous des titres comme *Il Direttore Generale. Finanza, politica e camorra in un'liade napoletana.*)

Dans un premier temps, Vera Agostini suivait les traces de son père, comme cadre dans différentes banques italiennes au Luxembourg, puis « comme avocate dans la domiciliation ». En 2005, après la naissance de son deuxième enfant (elle en a cinq maintenant), elle décide de rompre avec son parcours et ouvre une petite crèche bilingue (anglaise-française), dans le quartier « posh » de Belair, comme elle l'écrivit sur son site Internet. Dans les quatre années qui suivent, elle crée quatre nouvelles crèches. « À la demande des parents », celles-ci grandiront avec les enfants, et incluront dans leur offre une maternelle d'abord, une école primaire ensuite et enfin un collège. Le minerval pour l'école primaire est fixé à 12 000 euros.

Depuis cinq ans, OTR est logée au Val Sainte Croix, dans un immeuble auparavant occupé par une fiduciaire. Comparée aux somptueux campus de la Saint George's et de l'ISL, l'école des Agostini fait quelque peu pâle figure. Les locaux sont assez exigus et on sent qu'on se trouve dans d'anciens

bureaux réaffectés. (L'État a financé 80 pour cent des coûts d'acquisition de l'immeuble, comme il le fait pour les infrastructures de toutes les écoles privées.) OTR compte surtout des élèves italiens, français et américains, mais également une trentaine d'ecoliers chinois. Un seul enfant est de nationalité luxembourgeoise.

On peut voir OTR comme une excroissance de Ferrero : 18 pour cent des parents d'élèves travaillent pour le confiseur italien. Ces cadres, qui se composent en majorité de jeunes trentenaires, ont des enfants en bas âge. « Nous sommes une école d'expatriés, les enfants restent donc en moyenne cinq ans. Lorsqu'ils rentrent au pays, ils viennent le plus souvent de terminer l'école primaire. » Du côté de la Saint George's, on estime par contre que la population scolaire serait de plus en plus stable. Certains élèves passeraient même l'entièreté de leur parcours, de la maternelle au bac, au sein de l'école.

Concurrents étatiques Chez l'ISL, OTR et la Saint George's, on affirme ne pas vouloir élargir les capacités à l'heure actuelle. Vera Agostini admet même qu'« on a perdu un certain nombre de nos élèves » suite à l'élargissement de la palette de l'enseignement public. De l'Athénée au Michel Lucius, en passant par l'École internationale de Differdange, des classes internationales ont été lancées dans différents lycées publics ; elles accueillent actuellement 3 000 élèves.

« Une bonne école n'est pas nécessairement une grande école, dit Christian Barkei. Il disserte longuement sur la « connexion personnelle » avec ses élèves et le « pastoral support » qu'exprimerait la devise de son école : « Achieving potential through challenge and care ». Dès la réception de l'école, on tombe sur une série d'« achievement and progress awards » avec les noms des élèves méritants coulés en bronze. Dans un couloir, les photos des meilleurs élèves du trimestre sont épinglées. L'école présente minutieusement ses résultats aux tests internationaux, les comparant aux moyennes internationales. Comme si cette quantification assortie d'un *benchmark* devait prouver aux parents que leur argent est bien investi.

Business friendly L'offre en écoles privées est un des premiers arguments que le gouvernement avance pour démarcher les multinationales. Dans un long texte programmatique publié cette semaine, Luxembourg for finance met l'accent sur les écoles publiques anglophones et « several private, tuition-fee based schools ». Le tout sous le titre « nurturing the human dimension ». Et lorsque le gouvernement tentait de séduire l'Autorité bancaire européenne au lendemain du vote Brexit, le dossier de candidature comportait cinq pages entières sur une offre scolaire « geared up to cater the needs of the country's international population ».

Quand on analyse la genèse des écoles privées internationales, on se rend compte que chacune comptait un promoteur dans le monde industriel ou financier. L'actuelle ISL fut créée en 1963 sous le nom de Dupont de Nemours Private School. La firme américaine voulait ainsi éviter aux enfants de ses cadres de se rendre tous les matins en bus à Bitburg. En 1984, le lancement du Lycée Vauban fut cofinancé par « certaines banques françaises de la place, qui souhaitent faciliter la vie de leurs employés », comme le rappelait le *Wort* en 2014.

Or, aujourd'hui, ces écoles privées ne sont pas liées par des accords formels avec Amazon, Ferrero, la Bank of China ou les Big Four. « Certaines firmes paient les frais scolaires, mais pas la majorité, dit Christian Barkei. Je dirais même que 85 pour cent des parents paient eux-mêmes le minerval. Ce sont les parents qui, individuellement, font la demande. Nous ne pourrions d'ailleurs pas garantir à une firme, disons, cinquante places. »

Pourtant, les liens qui unissent écoles anglophones et milieux économiques sont organiques. La composition des conseils d'administration se lit comme le *Who's Who* des nouvelles élites transnationales. À l'ISL dominent les consultants, les banquiers (scandi-

naves) et les associés de Big Four. L'école dispose également d'un puissant ancrage local. Son CA est présidé par le fonctionnaire patronal Nicolas Henckes et on y trouve également la cheffe de cabinet déchu du ministère des Finances, Sarah Khabirpour. Pierre Gramegna siégeait au CA en 2004, aux côtés d'Alain Kinsch, l'associé EY et éminence grise du DP. L'ancien diplomate et futur ministre Gramegna était à l'époque directeur de la Chambre de commerce.

Oxbridge Trois quarts des anciens élèves de la Saint George's poursuivent leurs études au Royaume-Uni, destination suivie par les Pays-Bas. La direction de l'école met sur un piédestal ses lycéens qui ont réussi leur entrée à « Oxbridge » (depuis 2010, quatre anciens élèves ont été admis à Oxford, deux à Cambridge). Mais il est frappant de noter que seulement deux anciens se sont inscrits à une université en Bel-

gique, respectivement en Allemagne. Aucun ne s'est aventuré en France.

Les écoles anglophones comptent une minorité de *native speakers*. La Saint George's réunit certes 162 élèves britanniques, mais ce groupe est suivi par 102 Italiens, 74 Français et 55 Espagnols. Le nombre d'élèves luxembourgeois dans les écoles privées anglophones continue à croître. S'ils ne sont que 18 Luxembourgeois à fréquenter la Saint George's, on en dénombre désormais 119 à l'ISL. Pour les élites, l'Athénée et les internats de jésuites en France ou en Belgique marquaient longtemps un passage obligé qui, via l'enseignement du latin, menait aux universités de Paris, Louvain ou Fribourg.

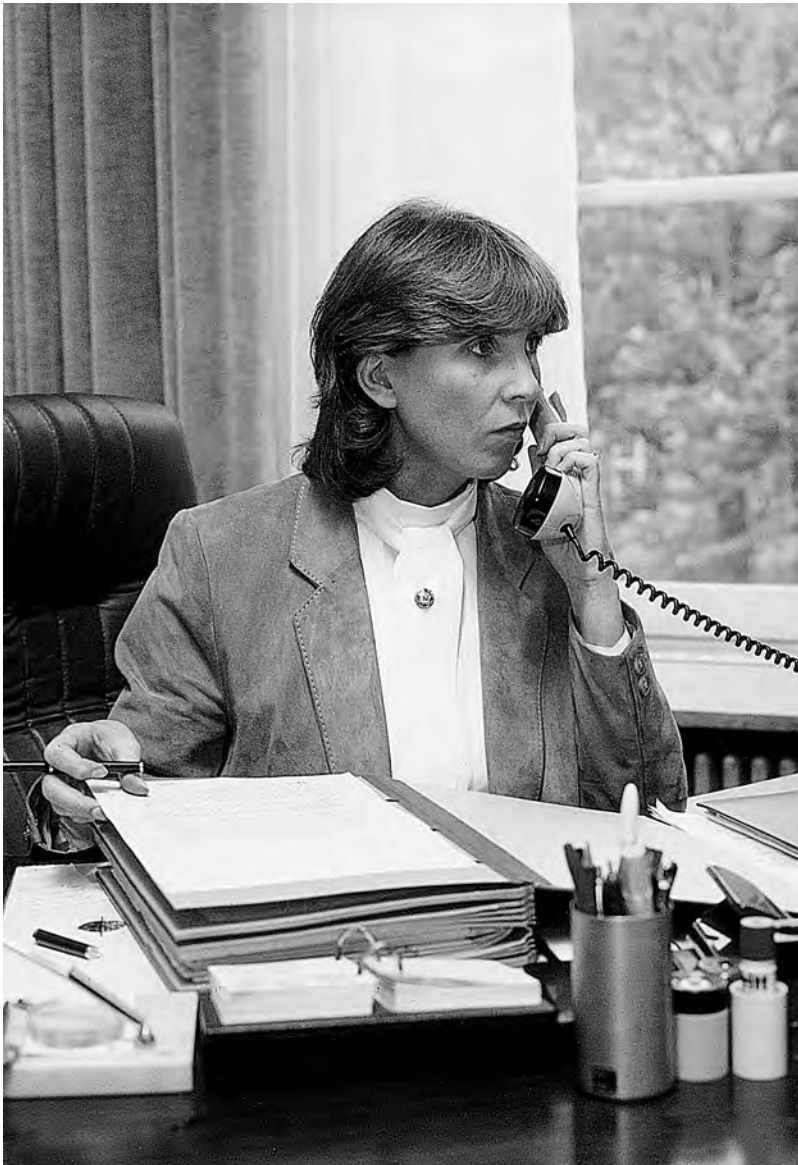
L'ISL est perçue par la bourgeoisie d'affaires anglo-mane comme une nouvelle alternative, un signe de

distinction. L'école ne connaît pas l'humiliante sélection au bout de la sixième année (tous les élèves continuent a priori jusqu'au Bac international). Et elle ouvre une voie royale vers les universités aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, payantes elles aussi, mais dominant les *rankings* internationaux.

La référence anglaise s'est imposée jusque dans le milieu, traditionnellement très francophile, des juristes. En 2009 devant l'Institut grand-ducal, le vieux routier du Barreau Jacques Loesch évoquait les « attentes et exigences de la place financière » qui pousseraient « de plus en plus de jeunes juristes se destinant à notre profession à compléter leur formation [...] par l'étude du droit anglo-saxon faite dans les universités prestigieuses anglaises et américaines. Ce fait heureux illustre le dynamisme constant de notre profession. »

Du dépeuplement à l'explosion démographique

1982-2020



La maire de la capitale, Lydie Polfer, vers 1982 et en 2019

Pour saisir l'évolution de la population scolaire de la capitale, il faut revenir aux années 1980. On a tendance à l'oublier, mais avant d'être débordée par l'explosion démographique, la maire Lydie Polfer (DP) était confrontée au dépeuplement de la Ville. Lorsqu'en janvier 1982, elle devient pour la première fois bourgmestre, le *Land* écrit que son défi principal sera d'endiguer « l'exode urbain [...] préjudiciable ». L'évolution démographique retrace une lente saignée. Entre 1981 et 1991, la population de la Ville de Luxembourg tombe de 78 900 à 77 500 habitants. Quatorze quartiers verront leur population décroître. À commencer par la Ville-Haute (- 1 932 habitants), Belair (-914), Grund (-778), Hollerich (-601) et Bonnevoie-Nord (-477).

Les jeunes familles luxembourgeoises tournaient le dos à la Ville. Un départ en masse. Entre 1983 et 2009, le nombre de résidents de nationalité luxembourgeoise chute de 50 000 à 32 000. « Die Menschen flüchten aus den anonymen Städten, aus der eingegengten Sphäre hinaus in die 'Natur' », notait ainsi le magazine *Forum* dès 1977. Dans les années 1980, la presse peignait le portrait d'une ville « asphyxiée par le poids des banques » et par d'« énormes problèmes de circulation ». Le géographe Claude Gengler évoque en 1990 « le citadin malade [...] de 'sa' ville ». Dans *Le Luxembourg dans tous ses états*, il



décrit une ville « monstreuse », « étouffante », « construite et aménagée pour l'automobile », se présentant comme « un énorme chantier ».

Mais, en rétrospective, la raison de l'exode fut probablement plus prosaïque : les Luxembourgeois réalisaient leur rêve petit-bourgeois du *suburbia* : une villa au vert, de préférence dans une cité nouvelle. On préférerait s'installer dans les bungalows de la ceinture dorée, puis dans des communes rurales plus éloignées. Manquant de densité et de transports en commun, ce modèle était rendu possible par le tout-automobile et des routes (relativement) peu encombrées. 1974 marque une date symbolique. C'est l'année où la City Concorde et la Belle Étoile ouvrent leurs portes en périphérie de la Ville. Jean Bram et Paul Leesch avaient créé chacun leur bunker de la consommation, deux ersatz d'urbanité, sans chaos, ni pauvres.

Le départ des Luxembourgeois sera compensé par l'arrivée de nouveaux résidents. Depuis 1997, les étrangers sont plus nombreux que les Luxembourgeois. Sous la pression de la gentrification, la figure de l'expatrié remplace progressivement celle de l'immigré. Entre 2012 et 2019, le nombre de Portugais a chuté de 14 084 à 12 209, alors que le nombre de Français est monté de 14 173 à 20 889. bt



Édito

Archaïque

josée hansen

« Roturière, rebelle et Cubaine : était-ce un peu trop pour devenir la grande-duchesse du Luxembourg ? », demanda le correspondant pour la Belgique du *Monde*, Jean-Pierre Stroobants, dans un bref article publié par le quotidien français en juillet 2002, après l'épisode des confidences que Maria Teresa Mestre avait faites à la presse sur sa belle-mère, Joséphine-Charlotte, qui, selon elle, l'aurait traitée de « petite Cubaine ». Le 7 octobre prochain, le grand-duc Henri fêtera le vingtième anniversaire de son accession au trône, et il ne pourra que constater que son règne fut ponctué d'affaires et de scandales, dont certains, mais pas tous, sont en rapport avec les ambitions de son épouse de s'inventer un rôle de souveraine que la Constitution ne lui attribue nullement. Au contraire, l'époux ou l'épouse du souverain n'y est même pas évoqué.

Il était 10 heures ce lundi 27 janvier – le grand-duc était en voyage pour la commémoration des 75 ans de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau – quand un courriel du Service de presse de la Cour grand-ducale arriva sur les serveurs des rédactions. En annexe, un « message de Son Altesse Royale le Grand-Duc » en quatre langues (espagnol, français, anglais et luxembourgeois), écrit la veille à Genève « au chevet de mon beau-frère aux soins intensifs ». La missive très émotionnelle signée « Henri » prend surtout passionnément la défense de son

épouse – « pourquoi attaquer une femme ? » – et promet néanmoins que « nous allons continuer à vous servir ». Il réagit ainsi directement à l'article du *Land* du 17 janvier relatant les reproches de gestion erratique du personnel à la Cour et évoquant une possible abdication du grand-duc suite au rapport Waringo, dont la publication est attendue aujourd'hui, vendredi 31 janvier. Cet article fut largement repris par la presse nationale et internationale, jusqu'au *El País* espagnol (« La monarquía de Luxemburgo tiembla por la publicación del informe Waringo »). Selon les sources du *Land*, Xavier Bettel était furieux de ce courrier, dont ni lui ni le maréchalat n'étaient informés en amont. À tel point que les deux hommes ne se seraient pas adressé la parole durant le vol vers la Pologne.

Depuis lors, les opinions divergent entre ceux qui défendent la vie privée de la famille grand-ducale (le ministère d'État, interrogé sur la nécessité d'un contreseign ministériel selon l'article 45 de la constitution, considère désormais qu'il s'agissait d'une lettre privée) et ceux qui estiment que les onze millions d'euros de dotation publique impliquent un contrôle financier en toute transparence. Et les constitutionnalistes avisés s'interrogent sur la frontière entre les deux sphères, privée et publique. Mais « le privé est politique » savaient déjà les féministes des années 1970. Il serait effectivement très

naïf de ne mettre la crise actuelle de la monarchie que sur le seul compte du caractère imprévisible, voire cholérique de la grande-duchesse – bien qu'elle l'exacerbe.

En réalité, au-delà d'être un oxymore, la « modernisation de la monarchie » que le couple grand-ducal promet depuis vingt ans a été un échec total. Aucun des nombreux consultants, experts en relations publiques et autres auditeurs qui sont passés par la Cour n'ont réussi à colmater les brèches entre société moderne et modes de gestion qui rappellent l'absolutisme. Cent ans après la courte aventure d'une République luxembourgeoise, le gouvernement DP/LSAP/Verts, et surtout le très impatient Premier ministre Xavier Bettel (DP) a décidé de s'immiscer dans les affaires de la Cour, dont le gouvernement est au final responsable. Parce que le droit du travail y est applicable, par exemple. Et parce que, plus que de ragots sur la grande-duchesse, il s'agit de rien de moins que du rôle du chef de l'État, que le projet de réforme de la constitution prévoit de limiter à la seule représentation. Mais la famille de Nassau-Mestre est aussi extrêmement dévote, ce qui avait mené à la crise constitutionnelle de 2009, dans le cadre de la loi sur l'euthanasie que le grand-duc refusa de signer. Un gouvernement de modernisateurs, dont un des plus grands acquis fut la séparation de l'Église et de l'État lors de la précédente législature, n'est pas vraiment compatible avec cette interprétation archaïque de la monarchie constitutionnelle.

Jérusalem doit rester la capitale des deux États, Israël et la Palestine, appelés à coexister « dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières internationalement reconnues », écrit le ministre des Affaires Étrangères Jean Asselborn (LSAP) ce mercredi dans une réaction au « plan de paix » proposé la veille par Donald Trump pour la région. Plan qui permettrait à Israël d'annexer une bonne partie des territoires illégalement occupés en Cisjordanie. Cette ingérence américaine dans la campagne électorale israélienne inquiète la communauté internationale. « Le Luxembourg continue de soutenir le règlement du conflit israélo-palestinien par la voie de la solution des deux États » selon le frontières établies en 1967, souligne Jean Asselborn. jh

Pasha Rafiy : Israel Border Police, Jerusalem 2015



blog

- Personalien
- Politik
- Europa
- Gesundheit
- Soziales
- Soziales

Stéphane Bern,

Fernseh- und Radiomoderator sowie leidenschaftlicher Adelsberichterstatter mit französisch-luxemburgischer Staatsbürgerschaft hat sich Anfang der Woche in mehreren Interviews für die Belange des großherzoglichen Hofes stark gemacht und die Luxemburger Presse attackiert. „Je pense qu'elle mérite autrement plus de considération que ce que ces petits journalaux ont bien voulu écrire sur le fonctionnement de la Cour“, so Bern gegenüber RTL-Belgien. Die Association luxembourgeoise des journalistes professionnels (ALJP) hat das Verhalten heftig kritisiert, das *Luxemburger Wort*, für die Bern als Kolumnist tätig war, hat die Zusammenarbeit mit Bern fristlos gekündigt. ps

Astrid Lulling,

ehemalige Europaabgeordnete für die CSV und Präsidentin der Fédération nationale des femmes luxembourgeoises, zieht gegen den nationalen Frauenrat CNFL vors Gericht. Ihre Vereinigung FNFL war bei einer Sitzung am 16. Dezember vom Frauenrat mit großer Mehrheit (zehn von zwölf Stimmen) ausgeschlossen worden. Bis heute behauptet Lulling, die Gründe für den Ausschluss nicht zu kennen. ik

Von wegen Jugendschutz

Luxemburg werde „nicht umhinkommen“, eine Anstalt eigens für jugendliche Straftäter einzurichten, sagte Renate Winter dem *Radio 100,7* Anfang der Woche. Die Ex-Richterin, Mitglied des UN-Kinderrechtskomitees, war am Dienstag bei Justizministerin Sam Tanson zu Besuch (Foto: MJ), um mit ihr über die geplante Reform des Jugendschutzes zu beraten: Es wird zwei Texte geben, einen zum Jugendschutz und einen, der strafrechtliche Konsequenzen für jugendliche Straftäter definiert. Das Jugendgericht hatte vergangene Woche einen Jugendlichen in Schrässig eingesperrt, weil er laut Behörden zu gewalttätig war, um in der Unisec in Dreiborn zu bleiben. „Ich glaube nicht, dass es möglich, nötig und überhaupt menschenrechtskonform ist, einen Minderjährigen in einer Erwachsenenanstalt einzusperren“, betonte Winter. Justizministerin Tanson will mit einer neuen Rechtsbasis in zwei Jahren regeln, dass Minderjährige nicht länger ins Erwachsenengefängnis eingesperrt werden, auch nicht in Ausnahmefällen. ik



Nachhaltiger Juncker



Der ehemalige EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker (Foto: Europäische Kommission) mag offenbar keine Arbeitspause einlegen, bleibt seinem Lieblingsanliegen Europa treu und ist neuerdings Mitglied im Verwaltungsrat des Thinktank Europe Jacques Delors. Das meldete das *Luxemburger Wort* am Donnerstag, als der neu gegründete Thinktank in Brüssel zu einer ersten Vorstandssitzung zusammentraf. Die Denkfabrik ist Teil des nach seinem Gründer Delors benannten Instituts, das sich europäischen Themen widmet, mit jeweils einem Zweig in Berlin und Paris. Der Brüsseler Ableger soll sich insbesondere der Umweltpolitik und der nachhaltigen Entwicklung widmen. Den Vorsitz hat der Franzose Etienne Davignon, ehemaliger Vizepräsident der EU-Kommission. ik

Schneider & Schneider

Ehe am Dienstag bei den LSAP-Regierungsmitgliedern ein Stühlerücken stattfindet, Paulette Lenert das Gesundheitsressort von Etienne Schneider ganz übernimmt und von Sozialminister Romain Schneider Teile der Sozialversicherung delegiert erhält, machte der Ärztenverband AMMD diese Woche seine Ideen für ein „vernetztes Versorgungsmodell“ publik, um es nach vorn zu bringen. Ihm zufolge sollen Arztpraxen, größere Gemeinschaftspraxen und Spitäler künftig zusammengedacht werden. Spitäler würden leichte Tätigkeiten, die sich auch ambulant erledigen lassen, in Gemeinschaftspraxen auslagern. Am Management der ambulanten Strukturen würden die Spitäler beteiligt. Patienten könnten ihren Weg durch das neue Angebot einerseits mithilfe einer „Gesundheits-App“ finden, die eine von der AMMD gegründete Firma dabei ist, zu entwickeln, zum anderen mit ihrem Hausarzt. Im Unterschied zum scheidenden Gesundheitsminister habe sich der Sozialminister, wie die AMMD klagte, bisher weder für ihr Versorgungsmodell noch für die App interessiert. Sie insistierte, ihrem Modell liege kein Profitsatz für die Ärzte zugrunde. Es gehe darum, den Luxemburg drohenden Ärztemangel abzuwenden und das System hierzulande für Mediziner aus dem Ausland attraktiv zu halten. Über eine Regulierung des neuen Angebots und dessen Finanzierung bleibe noch zu diskutieren. Zum Beispiel an dem seit sieben Monaten angekündigten „Gesondheitsdösch“, den zu verschleppen der Ärztenverband dem Sozialminister vorwirft. pf

Kein Leistungsunterschied

Das Sozialministerium, so Generalkoordinator Abilio Fernandes, untersucht zurzeit, welchen Zugang zu Gesundheitsleistungen die aktuell geltenden Regeln auch in Prekarität, ohne Obdach oder illegal in Luxemburg lebenden Personen ermöglichen. Analysiert werde, was sich daran verbessern lässt und welche Lösungen im Ausland existieren. Im Koalitionsprogramm der Regierung ist im Kapitel „Sozialversicherung“ festgehalten, um den Zugang zu „Basisleistungen“ auch für „besonders gefährdete Personen ohne Bindung an die obligatorische Krankenversicherung zu garantieren“, würden die existierenden Mittel künftig zweckmäßiger eingesetzt. Dafür werde die Staatskasse aufkommen. Eine Anfrage, wie dieses Vorhaben zu verstehen sei, hatte das Sozialministerium vergangene Woche nicht beantwortet (*d'Land*, 24.1.2020). Generalkoordinator Fernandes zufolge sind mit den „Basisleistungen“ fundamentale Fragestellungen verbunden, denn das aktuelle luxemburger System kennt keine Leistungsunterschiede – eine freiwillige Krankenversicherung bei der CNS ab 118 Euro monatlich und bei Mitversicherung der Familie wenn nötig, gibt Zugang zu denselben Leistungen für einen Alleinstehenden, der seine Beiträge an der Bemessungsgrenze zum fünffachen Mindestlohn entrichtet. Nach Abschluss der Vorarbeiten, so Abilio Fernandes, werde das Sozialministerium mit anderen Ministerien sowie mit Akteuren der Praxis beraten, was zu tun sei. pf

Im Einsatz angegriffen

52 Mal wurde Feuerwehrleute und Rettungssanitäter im Einsatz angegriffen. Das teilt die Peseestelle des Corps grand-ducal incendie et secours (CGDIS) auf *Land*-Nachfrage mit. Zweimal mit Waffen und immerhin 25 Mal körperlich. Damit nehmen Aggressionen gegen Einsatzpersonal weiter zu; im Vorjahr 2018 hatte das CGDIS 47 Gewalttaten registriert. Seit 2018 riskiert, wer Mitarbeiter der Rettungsdienste behindert, bedroht oder angreift, bis zu 10 000 Euro Geldstrafe und bis zu fünf Jahre Haft. ik

Nachträge

Antragsteller auf Asyl oder das Flüchtlingsstatut sowie Anerkannte, die noch ohne eigenes Einkommen sind, erhalten vom Office national de l'accueil (Ona) eine monatliche Zuwendung von 25 Euro und nicht, wie in *d'Land* vom 24.1.2020 auf S.2 erklärt wurde, ein Tagegeld in dieser Höhe.

Anne Schaaf ist jetzt freiberuflich als Journalistin (*Woxx* u.a.) tätig (*d'Land* vom 24.1.2020)

„Man-on-the-moon moment“

Peter Feist

Timing bedeutet derzeit viel, wenn es um die Klimapolitik der Regierung geht, vor allem für ihre grünen Mitglieder: „Das dichteste Busnetz Europas“ versprach Mobilitätsminister François Bausch am Montag mit der Reform des RGTR-Überlandbusdienstes. Bis September 2021 soll sie abgeschlossen sein. „Ein Busnetz für alle“ werde das, nur 500 Menschen hätten anschließend keine Busverbindung „vor der Haustür“. Einzelheiten sollen an zehn Informationsabenden publik gemacht werden. Der erste findet kommenden

Natürlich sind diese Zusammenhänge der Regierung klar. Auch ihre grünen Minister sind nicht gegen Wachstum, aber für „grünes“. In der vorigen Legislaturperiode wurde es auch „Rifkin-konform“ genannt oder „qualitativ“, seitens der CSV. Heute besteht ein Unterschied gegenüber damals darin, dass in den nächsten Jahren die ganze EU den Beweis dafür antreten soll, dass das keine Fantasie ist, sondern durch Innovationen erreichbar. Eine Billion Euro (tausend Milliarden) schlägt die EU-Kommission in ihrem *European*

Sie testet realitätsnäher, liefert aber im Schnitt um 38 Prozent höhere CO₂-Werte als der veraltete NEFZ. Damit fallen, schätzt der Leasing-Verband Mobiz, 60 Prozent der aktuellen Firmenwagen ab 2021 in die „bestrafte“ Kategorie über 150 Gramm CO₂ pro Kilometer. Mobiz hatte gehofft, Bausch sei bereit, die Tabelle mit den CO₂-Kategorien zu ändern. War er aber nicht. Das Kalkül des Ministers: So entsteht Druck, um auf ein Elektroauto umzusteigen. Was funktionieren könnte, räumt Mobiz-Präsident Wagner ein. Denkbar sei aber auch, dass Firmenwagen weniger attraktiv werden und wer heute einen fährt, sich morgen lieber privat kauft, was ihm zusagt. Da die Hälfte der Firmenwagen von Grenzpendlern genutzt wird, könnten „schlimmstenfalls alle diese Käufe nicht mehr in Luxemburg erfolgen“. Obwohl: Ab Ende 2020 werden neue Elektroautos lieferbar. Und für 2021 ist ein nie dagewesener Schwung angekündigt, weil die Hersteller dann verpflichtet sind, mit ihrer gesamten Neuwagenflotte den CO₂-Grenzwert von 95 Gramm pro Kilometer nicht zu überschreiten. Wer das Limit nicht einhält, zahlt Strafe; in den Jahren danach wird das Limit immer enger. „Eigentlich“, sagt der Mobilitätsminister, „müsste der Luxemburger Autohandel alles tun, um so emissionsarm wie möglich zu verkaufen, um den Herstellern zu helfen.“

Und immerhin hatte vergangene Woche der europäische Autoherstellerverband Acea ein Zehn-Punkte-Programm präsentiert, mit dem der *Green Deal* der EU-Kommission umgesetzt werden soll. Die Branche reizt das Vorhaben der Kommission ganz offensichtlich. Acea-Präsident Michael Manley, CEO von Fiat Chrysler, nannte es auf einer im Internet verbreiteten Pressekonferenz den „Man-on-the-moon moment“, den die EU anstrebe. Dass die Hersteller, bei aller Bereitschaft zum Mitmachen, „Zeit“ benötigen, sagte er allerdings auch.

Das ist ein Punkt, der auch die Luxemburger Industriellen beschäftigt. Was im *Wort*-Interview der Fedil-Präsidentin als „Diktat“ im wahrsten Sinne des Wortes verstanden werden konnte, erläuterte sie Tage später in ihrer Rede zum Fedil-Neujahrsempfang als Verpflichtung zur „Disruption“. Nicht jede neue Technologie ist schon anwendungsreif, doch Klimapläne und *Green Deal* erzeugen Zeitdruck. Abgesehen davon, sagt Fedil-Direktor René Winkin, sei in der Tat der Fachkräftemangel ein großes Problem. Ein weiteres die Frage, ob genügend grüner Strom zur Verfügung stehen wird. Und wenn gleich im *Green Deal* der EU „viele gute Ankündigungen stehen, möchten wir gerne wissen, wie das *border adjustment* funktionieren soll“. Gemeint sind damit politische Pläne der EU, Produkte aus Drittstaaten, die weniger Klimaschutz-ambitioniert sind, beim Import mit einer CO₂-Steuer oder einem Zoll zu belegen, damit es zu keinem Dumping kommt. „Aber wie geht das im Rahmen der WTO? Wird es Vergeltungsmaßnahmen der USA, Chinas oder Indiens geben?“

Den Luxemburger Klimaplan betreffen solche handelspolitischen Fragen nur mittelbar. Die besonders energieintensiven Industriezweige wie



Die besonders CO₂-intensiven Industriebetriebe der EU fallen nicht unter die nationale Klimapolitik, sondern den europaweiten Emissionhandel

Wie grün kann das Wachstum sein, wenn viele neue Technologien noch im Labor stecken?

Zement- und Glasherstellung oder die Stahlindustrie fallen überdies unter den Emissionhandel der EU, deshalb machten die verbleibenden Aktivitäten mit einem Anteil von elf Prozent an der nationalen Bilanz weniger CO₂ aus als Wohn- und Kleingewerbegebäude. Für diese Betriebe tut die Regierung so manches: „Auf meine Initiative hin untersuchen wir mit der Europäischen Investitionsbank ein De-Risking-Instrument“, sagt der Energieminister. Es soll die Rentabilität neuer Technologien verbessern. Die De-Risking-Idee gefällt auch der Fedil. Dass die Unternehmen Energieeffizienz-Anstrengungen machen, sichert ihnen einen vorteilhaften Strompreis. Das ist seit Jahren so und mit der Generaldirektion Wettbewerb der EU-Kommission abgesprochen.

Wenn die Äußerungen der Fedil zu einem großen Teil auf den *Green Deal* der EU zu zielen scheinen, haben die der Handelskammer neben dem bisherigen Klimaplan auch mit der nächsten Runde Steuerreform zu tun. Die Unternehmensbesteuerung durch Körperschafts- und kommunale Gewerbesteuer „muss runter“, verlangte Luc Frieden im *RTL*-Interview. Handelskammer-Direktor Carlo Thelen dachte in seinem *Wort*-Artikel darüber

nach, eine Rückerstattung eines Teils der geplanten CO₂-Steuer nicht nur an sozial Schwache, sondern auch an Unternehmen „pourrait sauver réellement incitatif à consommer moins de produits fossiles“. Dass die Handelskammer als eine „proposition phare“ demnächst Überlegungen zu einem „nachhaltigen“ Index-Warenkorb vorlegen werde, aus dem fossile Energieprodukte entfernt sind, kündigte Thelen ebenfalls an. Woraus politisch wahrscheinlich nicht folgt, dass Unternehmensverbände und Handelskammer der Regierung über ihrer Klimapolitik einen Index-Konflikt liefern werden. Aber auf den Zusammenhang, dass neue Technologien etwas kosten, eine CO₂-Besteuerung auch und Index-Tranchen, die durch verteuerte Fossil-Produkte anfallen, ebenfalls, dürften sie politisch zurückkommen.

Wie angesichts all dessen der Klimaplan aussehen wird, wenn seine überarbeitete und um Maßnahmen ergänzte Fassung nach Verabschiedung durch das Kabinett die öffentliche Konsultation durchlaufen hat, ist eine spannende Frage. Bisher enthält der Plan viele Maßnahmen, die durch Subventionen mit Anreizen versehen werden sollen. Was den Anschein erweckt, als sei bei aller Dringlichkeit, die Erderwärmung auf höchstens 1,5 Grad gegenüber dem Beginn des Industriezeitalters zu begrenzen, der Luxemburger Beitrag verhältnismäßig müheles zu schaffen – und noch gar kein Einstieg in eine Zukunft, in der nichts mehr sein wird, wie es mal war. Daneben soll die Steuerreform Personen und Unternehmen entlasten, für Erstere nach und nach zur Einheits-Steuerklasse führen, „ohne dass jemand etwas verliert“, wie DP-Finanzminister Pierre Gramegna versprochen hat. Da könnte zu erklären bleiben, wie grün das Wachstum sein kann, das dorthin führt. Sofern Luxemburg sich seinen „Man-on-the-moon moment“ am Ende nicht durch cleveres Dieselsteuern-Management zu einem großen Teil und so lange das geht von durchreisenden Truckern bezuschussen lässt.



In Luxemburg sind die Autos besonders schwer und besonders stark

Donnerstag statt – einen Tag bevor der Regierungsrat erneut über den Energie- und Klimaplan diskutiert. Der wird dann jene Details enthalten, die den im Dezember veröffentlichten „großen Zügen“ noch fehlten.

Einen großen Wurf im öffentlichen Transport anzukündigen, schadet da auf keinen Fall in der Nation mit der besonders hohen Motorisierung mit besonders schweren und PS-starken Fahrzeugen. Zumal derzeit das Autofestival stattfindet und der Präsident des Leasing-Verbands Mobiz, Gerry Wagner, am Montag im *Radio 100,7* klagte, so wie hierzulande die Umstellung auf den neuen Verbrauchstest WLTP erfolgt, könnten der Branche jährlich bis zu 10 000 verkaufte Autos entgehen. Vergangene Woche schienen sogar Wirtschaftskreise generell gegen die Klimavorhaben der Regierung aufzubegehren: Fedil-Präsidentin Michèle Detaile nannte in einem *Wort*-Interview den Klimaplan ein „Diktat“ und durch erhöhte Spritsteuern den Tanktourismus einschränken zu wollen, „Windowdressing“. Die Handelskammer wiederum will verhindern, dass aus dem Prinzip „pollueur-payer“ ein „entrepreneur-payeur“ wird, schrieb ihr Direktor Carlo Thelen am Samstag in einem Artikel im *Luxemburger Wort*. Handelskammer-Präsident Luc Frieden erinnerte sich am gleichen Tag in einem „Background am Gespräch“ in *RTL*, wie für ihn als CSV-Finanzminister galt: „Wenn es möglich ist, dass ein LKW im Ausland tankt oder hier, dann lieber hier und wir nehmen die Akzisen ein.“ Frieden predigte: „Wir brauchen Wachstum!“ Sonst gebe es „weniger Gehalt, weniger Rente und weniger Urlaubsreisen“.

Green Deal zu mobilisieren vor, um die EU bis 2050 „klimaneutral“ zu machen. In dem Zehn-Punkte-Katalog, den die neue Kommissionsvorsitzende Ursula von der Leyen am 11. Dezember präsentierte, werden neben dieser Billion europaweite Aktionen in Kreislaufwirtschaft, Altbauseanierung, Landwirtschaft, Artenschutz und Transport angekündigt. Was Letzteren angeht, müsse „jede Familie in Europa ihr elektrisches Auto fahren können, ohne sich um die nächste Ladestation sorgen zu müssen“. Eine Million davon soll bis 2025 öffentlich installiert werden.

Vor diesem Hintergrund ist erklärlich, wenn Energieminister Claude Turmes sagt: „Wenn die Luxemburger Industrie ein Problem hat, dann ist das der Fachkräftemangel.“ Junge Ingenieure aber würden vermutlich lieber in der Zukunft zugewandten Branchen arbeiten wollen als in „alten“. Der Zukunft zugewandt sei zum Beispiel ein Konzept wie das von dem Technologieunternehmen Paul Wurth vorangetriebene, Wasserstoff statt Koks zum Erschmelzen von Stahl einzusetzen. „Dann könnten Hochöfen *carbon free* sein.“

Ebenfalls erklärlich wird vor diesem Hintergrund, dass der Mobilitätsminister lieber dem deutschen Beispiel als dem Frankreichs und Belgiens für privat genutzte Firmenwagen folgte: François Bausch ließ festschreiben, dass nur für bis zum 1. März neu angemeldete Fahrzeuge der geldwerte Vorteil nach dem alten Verbrauchsmessverfahren, dem Neuen Europäischen Fahrzyklus (NEFZ), berechnet wird. Danach gilt WLTP, die *Wordwide Harmonized Light-Duty Vehicles Test Procedure*:



Zukunft Elektromobilität: Ab Ende dieses Jahres kommen viele neue Modelle in den Handel



Nächste Woche kommt der überarbeitete Klimaplan ins Kabinett und Wirtschaftskreise erhöhen die Spannung. Abseits stellen will aber keiner sich, auch wegen des *Green Deal* der EU-Kommission

Fragmentations

Individuation et consumérisme sont deux des grands facteurs de la « transformation des valeurs », selon la Chaire parlementaire. Ils expliqueraient les résultats électoraux de 2018 et 2019

josée hansen



Stade « Nous n'étions qu'une poignée d'enseignants de lycée qui faisaient de la recherche durant leur temps libre », se souvient Fernand Fehlen. L'époque des pionniers qu'il décrit semble remonter à des temps immémoriaux, mais ce n'était que les années 1980-90. Son collègue économiste Raymond Bisdorff et lui commencèrent par étudier le champ politique de la Ville de Luxembourg avec de premières contributions statistiques exploratoires dès 1984, puis la création de la cellule Stade (Statistique et décision) au Centre universitaire en 1993, dix ans avant la création de l'Université du Luxembourg. Ce mardi, Raymond Bisdorff ouvrit la *Conférence interdisciplinaire d'études sur le Luxembourg*, qui avait lieu toute la journée durant à la Chambre des députés, et Fernand Fehlen la clôture vers 18 heures. Le colloque, organisé par la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Uni.lu et l'administration parlementaire, faisait défiler une dizaine de chercheurs de l'Université et du Statec, ainsi que de jeunes doctorants ou post-doc pour « un hommage rendu par des chercheurs qui ont repris le flambeau dans le même esprit engagé voulant contribuer à travers leurs recherches à une réflexion critique sur la société luxembourgeoise ». Fehlen plaide toujours aussi passionnément pour la création d'une chaire de sociologie à l'Université, parce que « c'est important que l'Université se consacre aussi à la société luxembourgeoise ».

Désintéressé Le colloque, ouvert au public, se déroula pourtant devant une salle plénière presque vide. Seule une vingtaine de personnes – quelques démographes (de TNS-Ilres), des représentants des organisations d'étrangers, quelques citoyens anonymes, deux journalistes et un seul député (Charles Margue, Déi Gréng ; plus, à certains moments, le président Fernand Etgen, DP) – y participèrent. Comme si la connaissance du pays et de ses habitants n'était pas d'une si grande importance pour les politiques. Mais peut-être qu'il s'agissait aussi d'un problème de communication. Ou que l'« individuation » galopante qu'allait constater le politologue Philippe Poirier dans son exposé, l'absence d'engagement pour la communauté, a déjà atteint la sphère politique ?

Chaire parlementaire « Je me souviens du lancement de la Chaire parlementaire », raconte le secrétaire général de la Chambre des députés Claude Frieseisen mardi soir. C'était son idée, développée après avoir rencontré un chercheur d'une telle Chaire au Québec, « cela a pris six ou sept ans avant d'être accepté, je l'ai présenté plusieurs fois au Bureau de la Chambre et j'ai été recalé deux fois », avant que le parlement signe finalement, en 2011, un accord de partenariat avec l'Uni.lu. La troisième convention pluriannuelle de ce type a été signée en 2018 et s'étend jusqu'en 2022, incluant le lancement d'un master en études parlementaires à la prochaine rentrée académique. La Chaire a repris les projets de suivi des élections lancés à partir de 1999 par une équipe autour de Fernand Fehlen au CRP-Gabriel Lippman, se basant au début sur des données élaborées en collaboration avec le Crisp (Centre de recherche et d'informations socio-politiques) à Bruxelles. Aujourd'hui, la Chaire parlementaire est attachée à la Faculté des Sciences humaines, des Sciences de l'éducation et des Sciences sociales (FSHE) à Belval et est dirigée par le politologue Philippe Poirier. Elle est encadrée par un comité de pilotage composé de députés émérites et d'un comité scientifique composé de Claude Frieseisen et de chercheurs français et québécois spécialisés dans ce domaine. Elle a une dizaine de collaborateurs ponctuels, essentiellement des politologues (Raphaël Kies, Patrick Dumont) et des juristes (Jörk Gerkrath, Luc Heuschling) et des partenariats avec des institutions internationales. L'Université a sept autres chaires payées par des « fournisseurs de capitaux externes » (selon son site) comme Atoz (« for european and international taxation »), SES (« in satellite communication and media law »), ArcelorMittal (« of steel and façade engineering ») ou la PayPal Pearl Chair. La Chambre des députés est à ce même titre client et financier de la Chaire parlementaire, quelle subventionne à hauteur de 339 850 euros pour quatre ans, couvrant entre autres les frais de quatre bourses doctorales, plus entre 35 000 et 190 000 euros pour des projets d'enquêtes spécifiques.

Confidentiel En ce moment, Philippe Poirier et son équipe finalisent les rapports sur les études *Elect 2018* (élections législatives de 2018), *Euro 2019* (élections européennes) et *Societas 2019* (panels de discussions approfondies avec des citoyens sélectionnés), dont les premiers résultats ont été présentés au Bureau du Parlement vendredi 24 janvier, mais qui sont gardées sous les verrous jusqu'à leur publication définitive annoncée pour l'été. Impossible d'avoir accès aux données, pourtant doublement financées par des deniers publics (Université et Parlement), officiellement (selon le président et le secrétaire général de la Chambre) parce qu'elles ne sont pas encore complètes. Les partis, pourtant, en sont friands, parce que les résultats leur permettent d'orienter leurs stratégies politiques et électorales. Tous ont demandé des présentations individuelles à Philippe Poirier, qui raconte avoir déjà passé des heures et des heures avec chacun des partis lors de la présentation de la première tranche de résultats, en mars 2019, deux mois avant les européennes. Pour cette fois, il a reçu des invitations, ainsi que des demandes d'informations plus pointues que les *slides* présentés au bureau. Il considère que cela fait partie de sa mission de service public.

Zeitenwende Le rapide survol de l'évolution démographique et politique du pays que dressèrent les chercheurs mardi montre une croissance impressionnante : de 204 028 habitants en 1871, le Luxembourg est passé à 626 000 habitants en début de cette année, avec des passages de paliers de 100 000 qui se rapprochent – le dernier a été franchi en huit ans –, expliqua François Peltier du Statec. Avec un taux de fécondité très bas au Luxembourg, cette croissance est due à 84 pour cent à un excédent migratoire. Le pays compte désormais un taux de 47,5 pour cent de résidents non-luxembourgeois, la plus grande communauté restant les Portugais, une augmentation de la part de Français et une diminution de l'immigration italienne. On voit surtout une immigration qui se diversifie : 13,6 pour cent viennent de pays tiers. Même si la « bombe » du référendum de 2015 (Bisdorff) – 78 pour cent des électeurs ayant refusé l'ouverture du droit de vote aux étrangers – ne fut évoquée qu'en marge mardi, le rétrécissement du corps électoral reste un souci énorme.

Coexistence Pour l'économiste Isabelle Pigeron-Piroth (Uni.lu), il n'y a pas un marché, mais une pluralité de marchés du travail au Luxembourg. Un paysage professionnel qui a lui aussi connu un développement extraordinaire en 25 ans, de 203 300 salariés en 1994 à 439 800 en 2019, la part des travailleurs frontaliers ayant presque quadruplé (passant du quart du salariat à la moitié). Les différents marchés coexistent, avec quatre secteurs principaux d'activité : le commerce, la finance, la construction et l'administration publique, comptant chacun autour de 50 000 salariés. Il y a en outre un marché global, qui recrute à l'international (finance, fonction publique européenne, grandes multinationales) et un marché local, dont le recrutement est transfrontalier. Plus de trente pour cent des Luxembourgeois (40 500 personnes) se réfugient dans le secteur protégé, plus vaste que la seule administration publique (dans laquelle ils sont à 88 pour cent luxembourgeois, tendance à la baisse). Ces différents segments coexistent de manière paisible, notamment grâce à la croissance

économique qui perdure. Les résidents sont très tolérants, notamment en ce qui concerne les pratiques linguistiques, insiste Peltier : Ils parlent en moyenne 2,2 langues différentes, seuls les Français sont plus rétifs au plurilinguisme, et le luxembourgeois n'est pas en perte de vitesse.

Pluriculturalisme Avant chaque échéance électorale, raconte Philippe Poirier mardi, il prend sa voiture et traverse le grand-duché d'Est en Ouest et du Nord au Sud, pour voir sur place quelles sont les différences visibles, combien a été construit, quel est l'état des infrastructures et des villages. « Il faut connaître le terrain », estima aussi Fehlen. Savoir comment vivent les gens qui vont aller aux urnes, afin de peut-être mieux comprendre leurs choix électoraux. Ce qu'a constaté Philippe Poirier, par ces excursions, mais aussi et surtout les sondages d'opinion et les consultations de citoyens, c'est non pas le multiculturalisme, mais le pluriculturalisme de la société luxembourgeoise. Pas un vivre ensemble, mais un vivre côte-à-côte, dans lequel le « racisme latent » entre communautés est en perte de vitesse grâce, là encore, à la croissance économique.

Consommer avant tout Les échanges menés dans le cadre de l'étude *Societas* ont montré que, bien que le logement reste l'inquiétude majeure de la population (loin devant l'immigration), « l'acte de consommation est l'acte principal des résidents luxembourgeois », relate Poirier. Et si l'immigration est si bien accueillie, c'est parce que les résidents reconnaissent son apport à la croissance économique. Le politologue dresse le portrait inquiétant d'une société en voie d'individuation, dont les citoyens se replient sur l'oïkos, le foyer. L'engagement pour la communauté, via la vie associative, les syndicats ou les partis politiques diminue. « La multiplicité et la solitude certaine des communautés formant le Luxembourg empêche la constitution d'un véritable espace public », lit-on dans un résumé de l'étude mis à disposition de la presse. Ce phénomène d'individuation se voit aussi dans l'usage des réseaux sociaux, selon Poirier, et dans l'indétermination politique jusqu'au dernier moment : lors des deux dernières échéances électorales, quarante pour cent des électeurs ont fait leurs choix politiques durant la dernière semaine avant les élections. Une spontanéité qui a surtout profité aux libéraux et aux Verts, peut-être aussi aux Pirates, et desservi les grands partis très structurés comme le LSAP ou le CSV. Le consumérisme et la croissance économique sont probablement aussi un des freins à l'établissement d'un véritable parti populiste de droite, lança pour sa part Léonie de Jonge, qui vient de terminer sa thèse de doctorat sur le sujet à l'Université de Groningen, « mais peut-être aussi que nous sommes juste en retard par rapport aux Pays-Bas » sourit-elle.

Transformation des valeurs Pour Philippe Poirier, cette « transformation des valeurs » qu'a connue le Luxembourg ces trente dernières années laissa présager les résultats électoraux des derniers scrutins, notamment des législatives de 2018, avec d'abord une importante porosité entre les votes CSV et DP, puis un glissement des primo-votants vers les écologistes et les libéraux. « L'écologie politique marche à travers l'individuation, explique-t-il vis-à-vis du *Land*. Le vote vert n'exprime souvent pas une écologie sociale, mais de plus en plus souvent du conservatisme : 'ma petite sécurité à moi...' ».

Philippe Poirier voudrait voir instauré un « Observatoire permanent du politique au Luxembourg », qui suivrait toutes ces évolutions politiques et sociétales de manière plus systématique. L'accord politique lui aurait déjà été accordé, reste à le mettre en place.



Fernand Fehlen (à gauche) et Raymond Bisdorff, pionniers de la recherche sociopolitique au Luxembourg ; le public très éparé ; Philippe Poirier, directeur de la Chaire parlementaire, ce mardi lors de la *Conférence interdisciplinaire d'études sur le Luxembourg* à la Chambre des députés

Bien que le logement soit leur inquiétude majeure, « l'acte de consommation est l'acte principal des résidents luxembourgeois », affirme le politologue Philippe Poirier

Einer geht noch

Ines Kurschat

Bazooka Brooze aus Esch-Alzette hat wieder zugeschlagen und mit *Benelux-Brill* einen neuen Rap-Song auf *Youtube* veröffentlicht. Wie schon bei den Vorgängervideos gehört neben fetten Beats das protzige Posen in teuren Trainingshosen mit dicken Uhren, Joints und Jack Daniels unbedingt dazu. Noch deutlicher wird Rapper Tommek, der mit *Schëdden* seiner Liebe zum völligen Absturz sogar ein augenzwinkerndes Lied gewidmet hat.

Was teilweise wie eine Persiflage von Mackertum und Gangsta-Gepose wirkt, entwickelt sich für viele Jugendliche in Luxemburg allerdings zu einem echten Gesundheitsrisiko: Immer mehr Jungen und Mädchen trinken gezielt bis (fast) zur Bewusstlosigkeit, das sogenannte *Binge-Drinking* oder Komasaufen hat auch in Luxemburg seine Fans. Rund fünf Prozent der 15-Jährigen gaben im *European Health Report 2019* an, vor ihrem 13. Lebensjahr mindestens einmal betrunken gewesen zu sein. Bei den angeblichen Vorbildern, den Erwachsenen, sieht es nicht viel besser aus: Mehr als einer von drei Erwachsenen schlägt beim Alkohol regelmäßig über die Stränge; Luxemburg liegt damit an der Spitze nach Dänemark und Rumänien: Ein kleiner Lichtblick ist, dass nur ein jugendlicher von sieben gab an, mehr als zwei Mal in seinem Leben betrunken gewesen zu sein, das wiederum ist der niedrigste Anteil in der EU.

Erwachsene kein Vorbild Grund für Entwarnung ist das nicht. Alkohol zählt zu den Hauptrisikofaktoren von Krebs und anderen tödlichen Krankheiten, und immerhin rund neun Prozent der als unnatürlich registrierten Todesfälle in Luxemburg lassen sich auf übermäßigen Alkoholkonsum zurückführen. Doch obwohl Alkohol ein bedeutender Krankheitsfaktor ist und die Weltgesundheitsorganisation 2012 als Reaktion eine globale Strategie ausgearbeitet hat, und obwohl Experten auch hierzulande einen problematischen Konsum von Alkohol in der Bevölkerung feststellen, brauchte es fast zehn Jahre, bis Luxemburg einen eigenen Aktionsplan Alkohol vorlegte. Die Europäische Kommission hatte 2012 im Rahmen der Umsetzung der WHO-Ziele von allen Mitgliedsstaaten einen Aktionsplan 2012–2020 gefordert.

Mit den Beratungen für eine nationale Strategie im Kampf gegen Alkoholmissbrauch und Alkoholsucht begonnen hatte Mars Di Bartolomeo als damaliger LSAP-Gesundheitsminister. Doch die Arbeiten fanden unter ihm keinen Abschluss, un-

Das Kampftrinken gilt unter Jugendlichen als beliebte Mutprobe, ist aber gefährlich: Je jünger der Trinker, desto massiver ist der Verlust an grauer Hirnmasse in bestimmten Hirnregionen

ter anderem, weil sich die unterschiedlichen Protagonisten, darunter Kliniken, Ärzte und Suchthilfeeinrichtungen, offenbar nicht darauf einigen konnten, wer in Zukunft welche Kompetenzen und ergo welches Geld bekommen würde. Unter Nachfolgerin Lydia Mutsch, ebenfalls LSAP, wurden die Beratungen wieder aufgenommen, aber der personelle Wechsel an der Spitze des Gesundheitsamts sorgte für weitere zeitliche Verzögerung. Es sollte bis zur letzten Kabinettsitzung des scheidenden Gesundheitsministers Etienne Schneider dauern, bis der blau-rot-grüne Regierungsrat grünes Licht für den Aktionsplan gab und Luxemburg somit endlich seine Hausaufgabe ablieferte.

Sichtbarste Änderung im 42-seitigen Plan: Jugendliche sollen künftig nicht schon ab 16 Jahren harten Alkohol, also Spirituosen wie Wodka oder Schnaps, kaufen dürfen, sondern erst ab 18 Jahren. Getränke mit niedrigerem Alkoholanteil wie Bier dagegen ab 16 Jahren. 2008 waren in den 00-er Jahren bei jugendliche beliebte Alkopops, also Mischgetränke aus Alkohol und Limonade, stärker besteuert worden, um sie weniger erschwinglich zu machen. Die Verantwortlichen des Plans haben sich ein ambitioniertes Ziel gesetzt: Der problematische Alkoholkonsum bei gesundheitlich besonders gefährdeten Jugendlichen und bei Schwangeren soll bis 2024 um die Hälfte reduziert werden.

Für die Alkoholindustrie ist die neue Altersgrenze eigenen Aussagen zufolge kein Problem: „Wir orientieren uns mit unserer Werbung und Produktpalette an europäischen Vorgaben“, lässt die Pressestelle der Brasserie nationale wissen. Werbung für Alkopops läuft schon länger nicht mehr, seitdem Brüssel mit einem Alkoholwerbeverbot, ähnlich wie für Zigaretten, geliebäugelt hatte. Bisher aber hat die Alkohollobby dies erfolgreich verhindert.

18 Jahre Altersgrenze „In anderen europäischen Ländern gilt die Altersgrenze von 18 Jahren längst. Luxemburg ist hier Nachzügler. Die Grenze ist kohärent, bedenkt man, dass andere Drogen ebenfalls erst ab der Volljährigkeit käuflich erhältlich sind“, findet Paul Hentgen. Der Mediziner ist Suchtfachmann und einer der Vordenker des Aktionsplans, der bei den Beratungen unter Mars Di Bartolomeo mit am Tisch saß. Jetzt kommt, was er und Kollegen damals gefordert haben: die systematische Erfassung und professionelle Vernetzung der Angebote für Alkoholsüchtige sowie klar strukturierte Behandlungsketten. Dafür soll eine Kartografie erstellt werden. Eine Steuerungsgruppe sowie ein Koordinator, ähnlich wie der Drogenbeauftragte, sollen die Umsetzung koordinieren und begleiten.

Stellt sich freilich die Frage, warum dies nicht längst geschehen ist? 2017 waren rund 16 454 Aufenthaltstage in hiesigen Krankenhäusern auf eine alkoholbedingte Erkrankung zurückzuführen, aber eine Gesamtübersicht über die stationären und ambulanten Angebote und ihre Nutzung, von der Entgiftung, über die Entwöhnung bis zur Nachsorge fehlt bis heute. Rund ein Drittel der Klinikaufenthalte im CHNP sind auf übermäßigen Alkoholkonsum oder Alkoholsucht zurückzuführen; die durchschnittliche Aufenthaltsdauer betrug 14 Tage in der Klinik und rund 100 Tage zur Rehabilitation.

Das sind die drei Stationen, die ein alkoholabhängiger Patient typischerweise durchläuft: Die körperliche Entgiftung findet hierzulande vorrangig im zum CHNP zählenden Suchttherapiezentrum Useldingen statt. Daran schließt sich die Entwöhnungstherapie an. Statistisch gesehen, bietet ein stationärer Alkoholentzug die größten Erfolgsaussichten, dauerhaft in ein Leben ohne Alkohol zurückzufinden. Trotzdem schrecken viele Betroffene davor zurück, weil sie nicht wissen, was auf sie zukommt. Behandelnder Arzt und Patient schauen gemeinsam auf die Ursachen dafür, warum jemand zur Flasche greift und erstellen dann einen Plan, wie neue alkoholfreie

oder zumindest erheblich reduzierte Verhaltensmuster einstudiert werden können. Alkoholsucht ist als Krankheit anerkannt, die Kosten übernimmt in der Regel die Krankenkasse.

In Luxemburg war die einzige Behandlungsmöglichkeit lange Zeit das an die Psychiatrie Ettelbrück angegliederte Therapiezentrum in Useldingen. Das bedeutete meistens einen mehrwöchigen Klinikaufenthalt. Angebote zur ambulanten Entgiftung, wie es sie in Deutschland gibt, fehlen; die damit verbundenen medizinischen Eingriffe wären auch nicht so einfach abzurechnen, berichten Ärzte. Aus Scham gingen und gehen viele Patienten aus Luxemburg lieber in Kliniken ins Ausland und lassen sich dort behandeln. „Zum einen ist die Wartezeit für Entgiftung und Entwöhnung oft zu lang. Zum anderen schicken wir Patienten ins Ausland, weil sie dort besser behandelt werden können und sie dort Konzepte vorfinden, die es in Luxemburg so nicht gibt“, sagt Suchtmediziner Claude Bollendorf. Dies sei vor allem bei psychischen Komorbiditäten wie Depressionen, Angstzuständen oder Persönlichkeitsstörungen der Fall.

Anonym ins Ausland Eine *Land*-Anfrage, wie lange die Wartelisten konkret sind, hatte das Gesundheitsministerium bis Redaktionsschluss nicht beantwortet. Inzwischen gibt es mehr teilstationäre Angebote, die eine Alkoholtherapie auch hierzulande berufsleitend erlauben.

Auch in der Suchtprävention bei Jugendlichen, in der Schule und in den Jugendhäusern, wurden in den vergangenen Jahren mehr Angebote auf die Beine gestellt und die Suchthilfe professionalisiert, zum Beispiel durch Projekte wie Rebound, das Jugendliche in ihrem Selbstbewusstsein und ihrer Entscheidungskraft unterstützt. Statt Risiken zu dramatisieren, versuchen ausgebildete Suchthelfer sachlich und ohne Tabus über Risiken von übermäßigem Alkoholkonsum aufzuklären.

Viele Jugendliche – und ihre Eltern – wissen beispielsweise nicht, dass Mädchen und Jungen aufgrund unterschiedlichen Flüssigkeitsgehalts im Körper Alkohol nicht gleich gut vertragen oder dass Alkohol schädlich auf alle Organe im Körper wirkt, aber ganz besonders auf die Entwicklung des noch jungen Gehirns. Studien belegen die Folgen für Jugendliche, die auf Partys regelmäßig mehr als vier Drinks in zwei Stunden zu sich nehmen: Sie haben mehr Schwierigkeiten, sich über eine längere Zeit

zu konzentrieren. Sie lernen neue Vokabeln auch weniger leicht als Jugendliche, die seltener und weniger Alkohol trinken.

Zwar ist ein regelmäßiger Vollrausch für jeden schädlich – vor allem Jugendliche sollten aber mit Blick auf ihre Gehirnentwicklung Alkohol nur in Maßen trinken, raten Suchtexperten. Die Deutsche Hauptstelle für Suchtfragen (DHS) empfiehlt erwachsenen Männern, generell nicht mehr als 24 Gramm Alkohol pro Tag zu sich zu nehmen. Das entspricht ungefähr einem großen Bier. Bei Frauen sollten es nicht mehr als zwölf Gramm sein – ein kleines Bier oder circa 0,1 Liter Wein. An mindestens zwei Tagen in der Woche sollte man gar keinen Alkohol zu sich nehmen.

Weil (vor allem männliche) Jugendliche ihre Fähigkeiten oft überschätzen und durch riskantes, zu schnelles Autofahren auffallen, soll eine Experten-Gruppe prüfen, ob nicht, wie in anderen EU-Ländern, für Fahranfänger künftig eine Null-Promille-Grenze während der Probezeit gelten soll, sowie bei Wiederholungstätern, die bereits einmal mit Alkohol im Blut beim Fahren erwischt wurden, die gültige Grenze von 0,5 auf 0,2 Gramm pro Liter Blut gesenkt werden soll.

Ein gefestigtes Selbstvertrauen und Risikobewusstsein gelten als Schlüssel, um dem in Cliquen verbreiteten Gruppendruck standzuhalten. Das sogenannte Kampftrinken per Trichter ist eine weit verbreitete, aber nicht ungefährliche Mutprobe: Jugendliche trinken in Wettkampfmanier über kürzeste Zeit Massen an Alkohol, wobei andere Jugendlichen sie anfeuern – bis einer/ nicht mehr kann, sich erbricht oder der Notarzt kommen muss. Denn so „fein wei als Beierläch“, wie Tommek rappt, ist das Leben im Suff dann doch nicht. *Ciao* *Ciao Liewer* heißt passenderweise der auf die Klänge von *Mad World* (Gary Jules) in der Escher Bar Pitcher gesungene Epilog zu *Schëdden*.

Den verstärkten Kampf gegen Alkoholmissbrauch und Alkoholsucht will sich die Regierung etwas kosten lassen: Rund 1,82 Millionen Euro sollen bis 2024 in die Umsetzung des mehrstufigen Aktionsplans fließen, davon mit 850 000 Euro der Großteil in die Prävention, Früherkennung und Aufklärung, 400 000 in die Gouvernance, 110 000 in die Weiterbildung der Akteure sowie fast eine halbe Million Euro in die Forschung. Der Plan soll 2022 das erste Mal evaluiert werden.

Mit sieben Jahren Verspätung bekommt Luxemburg einen Aktionsplan Alkohol. Ziel: gefährlichen Alkoholkonsum um die Hälfte reduzieren



Alkohol ist aus dem gesellschaftlichen Leben nicht wegzudenken. Alkoholmissbrauch und Sucht sind es auch nicht

Israel

Zum Scheitern verdammt



Donald Trump (links) und Benjamin Netanjahu bei der Vorstellung des Friedensplans für den Nahen Osten

Judith Poppe, Tel Aviv

So glücklich wie an der Seite des derzeit mit einem Amtenthebungsverfahren konfrontierten US-Präsidenten Donald Trump dürfte man Israels Ministerpräsidenten lange nicht gesehen haben. Benjamin Netanjahu ist von Korruptionsvorwürfen gebeutelt und bereits zum zweiten Mal an einer Regierungsbildung gescheitert. Doch am Montag strahlte er bei der Enthüllung des „Deal of the Century“ aufgeregt wie ein kleiner Junge, der ein besonders schönes Geschenk von seinem Onkel empfängt.

Das Timing für die Veröffentlichung des lang erwarteten und oft verschobenen Friedensplans – daran zweifelt in Israel kaum jemand – war ein Wahlkampfgeschenk vom

amerikanischen Präsidenten Trump an Netanjahu: Die Enthüllung des Plans, von Trumps Schweigersohn Jared Kushner ausgehandelt, hatte Trump ausgerechnet auf den Tag gelegt, an dem ein Ausschuss des israelischen Parlaments über Netanjahus Immunitätsantrag diskutieren wollte. Am Dienstagmorgen zog Netanjahu seinen Antrag auf Immunität vor Strafverfolgung aber überraschend zurück. Er wolle das „schmutzige Spiel“ beenden, schrieb er auf seiner Facebook-Seite.

Der Präsident der palästinensischen Autonomiebehörde Mahmoud Abbas fehlte im Weißen Haus. Seitdem Trump im Dezember 2017 angekündigt hat, die israelische Botschaft

Mit der Veröffentlichung seines Friedensplans demütigt US-Präsident Donald Trump die Palästinenser ein weiteres Mal

nach Jerusalem zu verlegen, hat die Palästinensische Autonomiebehörde den Kontakt zum Weißen Haus abgebrochen. Bereits damit hatten sich die Amerikaner aus ihrer historischen Rolle als Vermittler im Nahost-Friedensprozess aus dem Spiel gebracht. Mit der Veröffentlichung dieses Plans hat Trump die PalästinenserInnen ein weiteres Mal gedemütigt.

Der Plan ist in erster Linie ein taktisches Manöver: Er bietet den Palästinensern scheinbar einen Staat an. Doch der wäre so zerlöffert, ohne Ostjerusalem als Hauptstadt und an so viele Bedingungen geknüpft, dass die Palästinenser diesen Plan unmöglich annehmen können. Zum Beispiel spricht er Israel fast vollständig Jerusalem als Hauptstadt zu. Die drei palästinensischen Enklaven dort sind kaum der Rede wert. Sie gehören kaum noch zu Jerusalem. Im gleichen Zug legalisiert er die bestehenden Siedlungen und gibt grünes Licht für eine Annexion des Jordantals. Bereits im Vorfeld hatte Palästinenserführer Mahmoud Abbas den Plan zurückgewiesen. „Wir sagen tausend Mal nein, nein, nein!“, sagte er und kündigte Widerstand mit allen Mitteln an. Es gilt jedoch als unwahrscheinlich, dass Abbas die Sicherheitskooperation mit Israel aufgibt, sie schützt auch ihn vor Konkurrenten.

Die Friedensorganisation Peace Now kritisierte den Plan „als völlig losgelöst von der Realität“. „Der Plan gibt grünes Licht für Israel, die Siedlungen zu annektieren, im Austausch für einen durchlöchernten palästinensischen Staat.“ Das sei unbrauchbar und bringe keine Stabilität.

Der luxemburgische Außenminister Jean Asselborn hatte den Plan am Mittwoch ebenfalls kritisiert und einer Mitteilung unterstrichen, Luxemburg unterstützen nach wie vor eine Zwei-Staaten-Lösung auf der Grundlage der unmittelbar vor Beginn des Sechstageskriegs von 1967 geltenden Grenzverläufe. „Keine Initiative sollte als Vorwand genutzt werden, um weitere Verletzungen des internationalen Rechts in den besetzten palästinensischen Gebieten oder die Errichtung von Siedlungen in diesen Gebieten zu rechtfertigen“, heißt es in der Mitteilung.

Für den Großteil der israelischen Rechten ist der Plan ein wahr gewordener Traum. Nur einige Siedlerführer sprachen sich gegen den Plan aus, wie etwa David ElHayani, der Anführer des Jescha-Rates, der Dachorganisation für die Selbstverwaltung der israelischen Siedlungen: „Wir sind sehr besorgt“, sagte ElHayani: „Wir können keinen Plan akzeptieren, der die Errichtung eines palästinensischen Staates vorsieht und eine Gefahr für den israelischen Staat darstellen würde.“ Doch auch er dürfte wissen, dass ein solcher Staat bis auf Weiteres theoretisch bleiben wird.

Netanjahu kündigte gleich nach der Enthüllung des Plans an, die Annexion des Jordantals noch mit seiner Übergangsregierung in die Wege zu leiten. Aus juristischen Gründen könnte dies schwierig werden. Generalstaatsanwalt Mandelblit hat bereits Bedenken angemeldet. Die Zukunft des Jordantals hängt dann genauso wie die Stoßrichtung des ganzen Landes vom Ausgang der Wahlen am 2. März ab.

Roumanie

Halte aux enfants roms

Mirel Bran, Bucarest

Ils sont arrivés en Roumanie il y a plus de 600 ans, mais ils continuent de faire la une des journaux. Les Roms, la minorité la plus nombreuse et la plus discriminée en Europe, font l'objet d'un nouveau scandale en Roumanie. Dorin Florea, le maire de Targu Mures, ville située au centre du pays, a choqué l'opinion publique par une proposition très controversée visant à mettre un frein à la natalité galopante des Roms. Sa solution : obliger les familles roms qui veulent avoir des enfants à respecter cinq critères : un emploi stable, un domicile fixe, des ressources financières, avoir plus de 18 ans et un niveau minimum d'éducation.

Les familles roms qui ne respectent pas ces conditions risquent de se voir retirer l'enfant par l'État qui le prendra en charge. « Je ne pense pas que nous devons augmenter la démographie à tout prix, a déclaré le maire le 15 janvier, en réponse au gouvernement libéral qui s'apprêtait à doubler les allocations destinées aux enfants. En Roumanie il y a beaucoup de familles qui pourraient travailler mais ne veulent pas travailler. Elles font des enfants dans le but d'avoir une source de revenus. Ce phénomène génère des taux de criminalité élevés, l'abandon scolaire et le manque d'éducation. Mettre un enfant au monde doit être une décision responsable dans un État civilisé. »

La proposition discriminatoire du maire de Targu Mures a provoqué un tollé de protestations

Les Roms sont la plus importante minorité ethnique en Europe. Sur environ douze millions de Roms, plus de la moitié vivent dans l'Union européenne (UE) à laquelle la Roumanie a adhéré en 2007. C'est la Roumanie qui compte la minorité rom la plus importante. Selon les recensements officiels, 621 000 Roumains sur 20 millions se sont déclarés d'origine rom, soit 3,3 pour cent de la population. Mais les chiffres officiels sont contestés par les associations roms qui déclarent que la majorité d'entre eux cachent leur identité ethnique pour ne pas être discriminés. En réalité, selon ces associations, la Roumanie compterait au moins deux millions de Roms, soit dix pour cent de la population.

La proposition discriminatoire du maire de Targu Mures a provoqué un tollé de protestations. « Le projet de ce maire est illégal, a déclaré Ciprian Necula, un militant rom très actif dans les associations de défense de cette minorité. De nos jours comment un maire peut-il conditionner la conception d'un enfant à l'emploi et au niveau d'études des parents ? Cette proposition relève de l'eugénisme ethnique. » Mais le maire de Targu Mures ne semble pas près de lâcher prise. « Je n'ai rien à faire de ceux qui critiquent mon projet, a-t-il répondu à ses détracteurs. Les Gitans sont un problème grave en Roumanie et nous faisons semblant de ne pas le voir. »

Les propos discriminatoires de Dorin Florea ont fait l'objet de plusieurs plaintes auprès du Conseil national contre la discrimination (CNCD), une institution publique qui peut sanctionner les dérapages racistes. Le 21 janvier, le CNCD a condamné le maire de Targu Mures à une amende de 2 400 euros, l'équivalent de cinq salaires mini-

mum. « La Roumanie est confrontée à des situations de pauvreté extrême, mais les déclarations de M. Dorin Florea n'ont pas débouché sur un débat constructif sur cette question, peut-on lire dans le communiqué du CNCD. Ces messages ne font que provoquer la discrimination et l'hostilité envers une minorité ethnique. Les discours de la haine et de l'intolérance sont un danger pour la société roumaine. »

Selon les rapports de la Banque mondiale sur la Roumanie, neuf Roms sur dix vivent dans une situation de grande pauvreté, et la majorité des enfants de cette minorité n'ont pas accès à l'éducation et aux

soins de santé. Depuis l'adhésion de la Roumanie à l'UE, les autorités ont initié plusieurs programmes d'inclusion sociale et des lois anti-discrimination, mais le racisme à l'égard de la communauté rom reste très présent dans ce pays où les Roms étaient autrefois des esclaves contrôlés par les aristocrates et l'Église orthodoxe jusqu'au XIX^e siècle. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, environ 25 000 Roms ont été expulsés des territoires contrôlés par la Roumanie alliée de l'Allemagne nazie. Selon les associations roms, la moitié d'entre eux sont morts.

Pendant le régime communiste qui a été installé en Roumanie avec l'appui de l'armée sovié-

tique, les Roms nomades ont été sédentarisés de force. Ce n'est qu'après la chute de la dictature de Nicolae Ceausescu en 1989 qu'ils ont retrouvé leur liberté de mouvement. Une bonne partie d'entre eux ont pris le chemin de l'Ouest à la recherche d'une vie meilleure. Ils n'y ont pas été accueillis à bras ouverts non plus. Discriminés à l'Est de l'Europe, ils sont bannis à l'Ouest et ne parviennent pas à s'intégrer dans les sociétés où ils vivent. Il y a six siècles, ils sont arrivés en Europe pour échapper à la discrimination qu'ils avaient probablement subie dans leur pays d'origine supposé, à savoir l'Inde. Six siècles d'une errance qui semble loin de prendre fin.

Votre publicité ici

Contactez Zoubida Belgacem qui est en charge de la régie publicitaire au sein du Lëtzeburger Land

+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu



.....

2/3

ticker

.....

(deux tiers) du patrimoine total des ménages au Luxembourg est détenu par les vingt pour cent les plus riches. Si on ne retient que les top cinq pour cent, on arrive à un taux de concentration de 38 pour cent. Ces chiffres ont été publiés cette semaine dans le Bulletin de la Banque centrale du Luxembourg (BCL). Ils sont à manier avec précaution. Car en absence de micro-données fiscales sur les individus (qui avaient notamment rendu possible les recherches Thomas Piketty sur l'évolution des patrimoines aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni), la BCL doit procéder par sondages, qui sont plus ou moins fiables. Comme l'avait remarqué le Statec en 2011, « il faut plus de temps pour collecter l'information auprès des hauts patrimoines [.. qui ont] souvent tendance à moins répondre à l'enquête que les autres, en raison notamment du temps qu'elle demande et de sa complexité (qui sont directement fonction de l'importance du patrimoine), mais aussi d'inquiétudes quant à l'utilisation des données collectées. » **bt**

Thick as a brick



C'est dans un encadré à la page 44 de son dernier Bulletin que la Banque centrale du Luxembourg (lire ci-dessus) publie les premiers résultats de son « Enquête sur le comportement financier et de consommation des ménages au Luxembourg ». Il s'agit de la seule source publique (1 600 ménages interrogés lors d'un sondage) permettant de se faire une vague idée du patrimoine des Luxembourgeois. On y apprend ainsi qu'en 2018, 69 pour cent des résidents étaient propriétaires de leur logement et 26 pour cent détenaient d'« autres biens immobiliers ». Il est intéressant de noter que, quoiqu'habitant au cœur d'un centre financier international, les résidents luxembourgeois restent très méfiants vis-à-vis des actifs financiers. Seulement quinze pour cent des ménages ont investi dans des fonds communs de placement, alors qu'il s'agit là du produit phare commercialisé par la place financière. Quant aux actions en Bourse, huit pour cent des résidents en détenaient. Décidément, les Luxembourgeois ont une brique dans le ventre. Et celle-ci pèse de plus en plus lourd. « La valeur moyenne de la dette des ménages a augmenté de huit pour cent » entre 2014 et 2018, tandis que la part des ménages qui sont endettés a diminué, écrit la BCL. Le crédit immobilier se transforme en produit de luxe. (photo : sb) **bt**

Zeitreise ins Gewurschtels

Nachdem der Rechnungshof am Montag in einem Bericht über die

öffentlichen Einrichtungen dem Fonds du logement (FDL) für die Jahre 2015 bis 2017 eine laxen Buchhaltung, Unklarheiten beim Ankauf von Grundstücken und beim Einsatz von Beihilfen zum Bebauen der Grundstücke attestiert hat und die Vorsitzende des parlamentarischen Haushaltskontrollausschusses, Diane Aehm (CSV), das „Gewurschtels“ nannte, wies die FDL-Direktion am Dienstag in einer Stellungnahme darauf hin, dass die Befunde des Rechnungshofs ziemlich weit zurücklägen und die Zeit vor der Reform des Wohnungsbaufonds betrafen. Seither seien viele Probleme behoben worden, an der Behebung anderer werde noch gearbeitet. Ex-Fonds-Chef Daniel Miltgen, der im Frühjahr 2015 von der damaligen DP-Wohnungsbauministerin Maggy Nagel aus dem Amt gedrängt worden war, spottete in einem am Dienstag an den Fonds-Verwaltungsrat gerichteten Offenen Brief, wie der den Zeitraum 2015 bis 2017 behandelnde Rechnungshof-Bericht zeige, hätten die Empfehlungen in dem 2015 von Maggy Nagel bei PWC bestellten Audit über den Wohnungsbaufonds offenbar ihre ersten Früchte getragen (photo : pg). **pf**



Great expectations

Luxembourg for finance (LFF), l'agence de développement et de promotion de la place financière (photo : lors de son dixième anniversaire en janvier 2018 ; sb), vient de pondre un document de soixante pages, intitulé « Ambitions 2025 ». Il s'agit d'un mélange entre feuille de route, éléments de langage et effets d'annonce. S'y cristallise le discours que la place financière tient sur elle-même. Et on remarque que même le ministre des Finances, Pierre Gramegna (DP), commence à parler de « croissance qualitative ». Dans la préface du document, il explique fièrement qu'avec seulement douze pour cent de l'emploi national, le centre financier génère 31 pour cent du PIB.

(Un raisonnement dangereux, car considéré sous cet angle, le modèle des sociétés boîtes-aux-lettres serait le stade suprême de la croissance qualitative.)

LFF se donne toutes les peines du monde pour se présenter comme bon élève de la transparence. La place financière luxembourgeoise serait au service de l'Europe, de sa revitalisation économique, de la création d'emploi, de la transition écologique. Mais alors que la marge de manœuvre fiscale se rétrécit, le Luxembourg se cramponne aux derniers avantages compétitifs et se prononce contre « une plus grande centralisation des pouvoir réglementaires ».

Plutôt que de fiscalité, LFF veut parler de stabilité politique. Et pense savoir que « the safety of their investments is for most investors more important, by far, than the possibility of benefiting from the lowest possible tax rate. » Une stabilité politique qui serait le mieux résumée par le fait que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Luxembourg n'a eu que huit Premiers ministres et huit ministres des Finances. Le triple A devrait également calmer les investisseurs, puisqu'il place le Luxembourg « in a very select club of only 10 countries » : « For international investors, this translates into the faith that their investments are safe in Luxembourg. It also means that in Luxembourg the pressure to increase taxes is certainly not as high as in other countries with much higher debt to GDP ratios. »

En parallèle, LFF cherche de nouvelles niches. L'offre en *family offices*, servant une clientèle très sélect de HNWI, devrait être « élargie ». L'agence veut également promouvoir les fonds immobiliers, dont les avoirs sous gestion au Grand-Duché ont fait un bond spectaculaire de vingt pour cent en 2018. Car, comme l'explique LFF, « in the current low-interest rate environment an increasing number of investors, both institutional players such as insurance firms or pension funds as well as family offices, are looking to invest in alternative asset classes such as real estate or private equity. » Le fait que cette financiarisation du marché immobilier contribue à la flambée des prix du logement à travers l'Europe (dont au Luxembourg) est pudiquement passé sous silence.



Pour la LFF, c'est d'abord « an opportunity Luxembourg intends to seize ».

LFF espère que le Luxembourg continue à sémanciper de son statut de portier de la finance (*back office*) et consolide sa position dans le *middle office*, auquel il a accédé grâce aux nouvelles réglementations sur la gestion risquée, voire puisse prétendre au statut de *front office*, c'est-à-dire de « centre nerveux » où se prennent les décisions stratégiques.

Dans son introduction, le ministre des Finances évoque également le risque que représentent les « stranded assets » pour la stabilité de la place financière. Sans pour autant thématiser comment celle-ci pourra sortir de la « brown finance » (lire également page 13). Le document évoque par contre le rôle de « first mover » que le pays pourrait jouer dans la mobilisation des cinq à sept trillions d'investissements privés et publics nécessaires pour éviter le pire. On promet ainsi de développer « de nouveaux produits financiers » que ce soit dans les banques, les fonds ou l'assurance. **bt**

Franz kann's?



Der neue Wirtschafts- und Kooperationsminister Franz Fayot neben dem neuen Vizepremier Dan Kersch

Im Zweifel links: Der neue Wirtschaftsminister Franz Fayot sorgt mit seiner wirtschaftskritischen Haltung für Nervosität bei den Arbeitgebern

Pol Schock

Kalkül oder Ideal Als die sozialistische Partei im Oktober 2018 taumelte, fand er klare Worte: „Wir sind in der Krise!“ Für Franz Fayot war das historisch schwache Wahlergebnis eine Konsequenz eines langen Irrwegs seiner Partei, die ihre Identität als linke Kraft verloren hatte. Die keine Stimme der Schwachen war im Namen der sozialen Gerechtigkeit. Für die Machterhalt zur *Raison d'être* wurde. Alles das hatte er bereits in etlichen Essays und Positionspapieren seit 2014 analysiert. Und so zog Fayot kurz nach den Wahlen die Bremse und stellte eine erneute Regierungsbeteiligung in einer liberalen Koalition in Frage. Im *Quotidien* sagte er: „Nous avons cette image (libérale) car il y a eu une succession de ministres socialistes à l'Économie. Il faut remettre cela en question.“

Rund 15 Monate später übernimmt Fayot das Amt von Etienne Schneider und wird neuer Wirtschaftsminister. Zudem wird er Minister für Kooperation. Hat Fayot also nur geblüfft? War seine linke Rhetorik nur Mittel zum Zweck; ein kalkuliertes Instrument in einer nostalgischen Partei, die sich nach früherer Größe sehnt, um am Ende selbst am Machthebel zu sein? Oder meint Fayot es tatsächlich ernst und wird seinen wirtschaftskritischen Weg nun konsequent weitergehen?

Das sind Fragen, die sich nicht nur Mitglieder der LSAP stellen, sondern auch Vertreter von Arbeitnehmerverbänden wie UEL und Fedil sowie der Handelskammer. Ingeheim redet man sich auf Unternehmensebene ein, dass Fayot den pragmatischen Weg der ökonomischen Vernunft wählen wird – so wie es die sozialistischen Vorgänger Jeannot Krecké und Etienne Schneider bereits taten. So wie es die LSAP eigentlich immer tat. „Er wird Wasser in den Wein gießen“, sagt etwa Nicholas Henckes, Direktor der Confédération de Commerce (CLC). Doch gleich in seinem ersten Interview als designierter Wirtschaftsminister wiederholte Fayot seine kritischen Töne und sagte gegenüber *RTL*, dass in der Vergangenheit zu sehr über Wirtschaft und Wachstum in Luxemburg geredet wurde.

Ein Affront gegenüber den Unternehmern. Und so zeigte sich Luc Frieden, Präsident der Handelskammer, in einem Gespräch mit *RTL* „überrascht“ über die dreisten Worte von Fayot. Er watschte den neuen Wirtschaftsminister gleich ab, erinnerte daran, dass Fayot bereits in der Vergangenheit nicht mit wirtschaftsfreundlichen Aussagen aufgefallen sei. Auch Fedil-Präsidentin Michèle Dettlache richtete bei ihrem Jahresempfang des Industrieverbands mahnende Worte an den neuen Wirtschaftsminister, er solle sich der Mission seines Amtes bewusst sein. Kurz: Die Arbeitgeber sind nervös und trauen Fayot nicht so recht über den Weg.

Jeunesse d'orée Dabei stammt Franz Fayot eigentlich aus ihren Reihen. Als Sohn einer Notabelnfamilie der Stadt Luxemburg (geboren 1972)



Franz Fayot und Xavier Bettel im Sommer 2019

wurde er früh über die politische Arbeit des Vaters sozialisiert. Ben Fayot galt stets als Denker der sozialistischen Partei, der das geistige Erbe von Robert Krieps pflegte und die Gesellschaft durch Bildung und Kultur etwas gerechter gestalten wollte – ob als Abgeordneter in der Chamber und im Europaparlament oder als Parteipräsident.

Franz Fayot schlug zunächst den klassischen Weg der Luxemburger Oberschicht im 20. Jahrhundert ein: Nach dem Abitur studierte er Jura in Paris an der Sorbonne mit Fokus auf Wirtschaft- und Finanzrecht. Er spezialisierte sich als Geschäftsanwalt und heuerte 2002 bei der bekannten Luxemburger Kanzlei Elvinger, Hoss & Prussen an. Fayot folgte dem Trend der Zeit und tat das, was wirtschaftlich erfolgreiche Menschen seit den 1980-er-Jahren in Luxemburg taten: Er kapitalisierte Recht. Luxemburg vermarktete seit dieser Zeit seine Souveränitätsnischen und avancierte zu einer Art Silicon Valley des Rechts. Es entstand ein hochkomplexes Finanzsystem, bei dem Geschäftsanwälten in Kanzleien und den großen Wirtschaftsprüfungsgesellschaften die entscheidende Rolle zukam. Und Fayot war Teil dieses Systems, hat es von innen gesehen.

Doch Fayot sah sich eigenen Angaben zufolge nicht als Apologet des Finanzplatzes. „Ich war nie besonders wirtschaftsliberal“, so Fayot. Auch Wegbegleiter sagen, dass Fayot nie ein großer Verteidiger des Luxemburger Wirtschaftsmodells war. Im Gegenteil. Er habe stets ein Unbehagen gefühlt und nach Wegen gesucht, wie Luxemburg aus seiner selbstverschuldeten Wohlstandsblase aussteigen könnte, ohne jedoch das Renten- und Gesundheitssystem zusammenbrechen zu lassen.

Kritiker Das hat ihn jedoch nicht daran gehindert, weiter als Geschäftsanwalt tätig zu sein. Eine erste größere Aufmerksamkeit in der Öffentlichkeit erhielt er 2009 als Konkursverwalter der Kaupthing Bank (gemeinsam mit Emmanuelle Caruel-Henniaux von PwC). Erst 2013 hat er sich dazu entschieden, sein „Malaise“ auch öffentlich kundzutun und griff

Fayot sah sich nie als Apologet des Finanzplatzes. „Ich war nie besonders wirtschaftsliberal“

das System des Finanzplatzes radikal an. Er nannte Luxemburg offen „ein Steuerparadies“, bezeichnete Steueroptimierung als Synonym für Steuerhinterziehung und *Stock Options* als „steuerliche Weapons of mass destruction“, sprach sich generell gegen Trickserien und Steuernischenpolitik aus sowie für eine europäische Steuerharmonisierung. Und er legte sich mit Luc Frieden an. Fayot nannte die umtriebigen Geschäfte des damaligen CSV-Finanzminister in einem Artikel auf seinem Blog *The Talented Mr. Frieden* als Quelle allen Übels. Das hat das Verhältnis zwischen Fayot und Frieden nachhaltig verstört, die gegenseitige Antipathie besteht bis heute.

Doch seine Kritik richtet sich nicht nur gegen die Praktiken am Finanzplatz, sondern auch generell gegen die Wirtschafts- und Finanzpolitik des Landes. Seine Kapitalismuskritik zielt auf das Dogma des radikalen Wachstums und die neoliberale Theorie des *Trickle-down*, wonach der Reichtum durch geringere Besteuerung des Kapitals in die unteren Schichten der Gesellschaft durchsickert. Fayot fordert hingegen eine regulierende Hand: eine stärkere Besteuerung von Kapital und Eigentum, eine Erbschaftsteuer in direkter Linie und und und. Vereinfacht ausgedrückt: Es mangelt Fayot nicht an linken Ideen.

Papiertiger? Doch die große Frage, die sich bei ihm aufdrängt: Ist er tatsächlich ein Bilderstürmer oder

doch nur ein Papiertiger? Denn Fayot hat sich zwar den Ruf als Kritiker erschrieben, aber wenige seiner Worte tatsächlich in Taten umgesetzt. „Er ist nur ein Theoretiker, kein Macher“, so das plakative Urteil gleich mehrerer Personen unterschiedlicher politischer Couleur. Er gibt sich nur den Schein eines Linken, sagen auch manche in der LSAP: „Bordeaux und Bourdieu machen noch keine linke Politik.“ Tatsächlich sorgt auch sein urbanes Auftreten mit Vollbart und Hipster-Frisur für Skepsis bei manchen LSAP-Mitgliedern im Süden. Fayot ist sich dessen bewusst: „Ich komme aus der Stadt – *nobody's perfect*“, sagte er bei seiner Wahl zum Parteipräsidenten Anfang 2019.

Und einiges deutet darauf hin, dass er nun als Regierungsmitglied gemäßigte Töne anschlägt. Als er 2014 als Berichterstatter des Zukunftsplans war – dem einzigen Haushaltskonsolidierungsplan in der jüngsten Geschichte Luxemburgs – hat er das Sparprogramm bereits linientreu verteidigt. Nun wird er Wirtschaftsminister, obwohl er dieses Ministerium stets als problematisch für die Profilschärfung der LSAP empfand. Und auch die Kritik an Luc Frieden scheint verfliegen. Seinen Blog mit dem kritischen Artikel hat er vor kurzem offline gestellt. Zudem sind ihm durch das Koalitionsabkommen die Leitplanken klar gesetzt – sozialistische Experimente sind eigentlich nicht möglich.

Aber bei Wirtschaftsvertretern bleibt dennoch ein Unbehagen. Und Fayot scheint gerade dies zu genießen. Der sonst eher schüchtern auftretende Politiker, der oftmals so wirkt, als müsse er im Inneren mit sich ringen, um vor Menschenmengen zu reden, nutzt seine letzte Plattform als Parteipräsident am vergangenen Mittwoch, um den republikanischen Geist in Luxemburg zu beschwören. Ein erneuter Affront gegenüber den Wirtschaftseliten des Landes, die das großherzogliche Haus nur allzu gerne als royalen Türöffner weltweit nutzen. Aber sein Ruf als linker Kritiker setzt ihn auch unter Druck: Denn mit der Politik, die er bis zu den nächsten Wahlen umsetzt, steht und fällt seine Glaubwürdigkeit – und damit auch der Rest an Integrität seiner Partei.

Le vice-Premier ministre clôt huit années à la tête de la politique économique par une mission chargée en symboles dans les Émirats

Alles fir den Etienne

Pierre Sorlut
Abu Dhabi & Dubaï

Un palais au milieu des palais à Abu Dhabi, lundi. C'est un événement quelque peu inédit dans l'histoire des missions économiques luxembourgeoises au Moyen-Orient. Un ministre, celui de la Tolérance, invite à l'impromptu toute la délégation dans son *majlis*. Le Sheikh Nahyan Bin Mubarak Al Nahyan ouvre les portes de son salon personnel et reçoit, dans la pure tradition bédouine, le Grand-Duc héritier Guillaume et ses suivants venus du Luxembourg. Deux servants marchent pieds nus vers l'hôte et ses invités qui trônent au centre de la salle. Le Sheikh tient le prince Guillaume, un « proche », à sa droite. Il a assisté et représenté les Émirats au mariage de l'héritier de la couronne. Encore à droite du prince et à la première place sur une des deux banquettes disposées sur les côtés, les représentants du gouvernement, Etienne Schneider (LSAP) et Pierre Gramegna (DP). Le ministre de l'Économie, son homologue aux Finances et Guillaume alimentent le *small talk*. On félicite notamment le Sheikh pour son action durant l'année de la tolérance qui, en 2019, a vu Abu Dhabi recevoir le pape pour son premier passage dans la péninsule arabique. Le ministre de l'Économie congratule aussi le riche Émirat pour avoir envoyé l'un de ses ressortissants dans l'espace. L'année dernière également. Le Sheikh répond qu'il suffit d'y mettre le prix. Les ministres digressent sur le « one way ticket to the moon » évoqué par Claude Wiseler (CSV), lorsqu'Etienne Schneider avait choisi de joindre la coalition Gambie qu'il quitte la semaine prochaine, de sa « propre volonté », comme il le répète depuis plusieurs semaines.

Nul ne mouffe parmi la quarantaine de personnes présentes sur les banquettes adjacentes, des VRP de la finance luxembourgeoise, des fiduciaires, divers entrepreneurs... et une dizaine de journalistes pour l'essentiel intéressés par la dernière mission d'Etienne Schneider en tant que Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie et ministre de la Santé. La visite est taillée pour lui. La logistique, l'économie de l'espace ou de les *healthtech*, fils rouges de la mission aux Émirats, ont été les principaux dossiers pris en main par le ministre socialiste depuis son arrivée boulevard Royal en 2013. La filiation avec son prédécesseur et mentor Jeannot Krecké tient dans le premier

Le sultan regrette le départ de son « ami de longue date », mais croit en le potentiel du Luxembourg où il dit avoir été en vacances en famille durant une semaine en été, « avant de connaître Monsieur Schneider »

domaine, l'un des vecteurs de diversification promu par celui qui s'est reconverti dans le secteur privé. Le lieu est aussi éminemment symbolique. Jeannot Krecké avait ouvert la voie vers cette région en plein boom économique dès 2005, en compagnie du ministre des Finances de l'époque, Luc Frieden (CSV)... et du Grand-Duc Henri.

Royal buzz Hasard du calendrier, alors que les « missionnaires » luxembourgeois bouclaient leurs valises samedi, celui qui a mis la politique de côté pour présider la Chambre de commerce insistait auprès de *RTL* sur le « rôle majeur joué par le Grand-Duc et le Grand-Duc héritier lors de missions économiques à l'étranger ». L'argument se vérifie. Pierre Gramegna, successeur de Luc Frieden (absent lui de cette visite aux Émirats) rue de la Congrégation, confirme s'être greffé pour, notamment, profiter de la présence du prince. Les émissaires du Luxembourg bénéficient d'accès privilégiés auprès des personnes qui comptent, à commencer par le *ruler de facto* du riche Émirat d'Abu Dhabi, qui concentre soixante pour

cent du PIB des EAU : Mohammad Bin Zayed Al Nahyan. Sa famille, l'une des plus fortunées au monde, dirige, depuis 1971 et la sécession du Royaume-Uni, une Fédération immensément riche grâce au pétrole. On ne choisit pas ses alliés diplomatiques au hasard quand on n'a pas les moyens d'installer des représentations sur toute la surface du globe.

On retrouve lors de cette mission économique quelques « Krecké boys ». Marc Scheer, qui avait ouvert l'ambassade et le Luxembourg Trade and Investment Office à Abu Dhabi en 2011, pilote la mise en place de la présence luxembourgeoise à l'Expo internationale. Après quatre années en Chine (autre juridiction de prédilection de Jeannot Krecké), Loïc Bertoli gère à son tour les relations économiques entre le Grand-Duché et son premier partenaire commercial dans le Moyen-Orient. (Un autre disciple de l'ancien ministre socialiste, Jean-Claude Knebel, représente les intérêts de Luxembourg à Moscou).

Mais c'est Etienne Schneider qui monopolise l'attention. Dès ses premiers pas entre *open-spaces* flambant neufs et agences ministérielles (retenons le ministère des Possibilités ou celui du Bonheur) de Dubaï, il est interrogé par *RTL* et *100,7* sur son éventuelle future accession à la direction de l'Agence spatiale européenne. Certains gouvernements l'ont sondé, dit-il, mais plusieurs conditions ne sont pas remplies, également la présence d'une personne en poste jusqu'à l'été 2021. Son grand dada, les nouvelles activités de l'espace, figure à l'agenda. Les Émirats ont été le premier État, en 2017, à soutenir l'initiative « space resources » et la volonté luxembourgeoise de changer le cadre international du droit de la propriété des ressources spatiales ramenées sur Terre. « A bold move », se félicite le ministre à l'initiative.

Give it to Franz Manquaient des accords concrets entre les deux États dans leur engagement pour la conquête économique de l'espace. Un *memorandum of understanding* signé en début de semaine le grave dans le marbre. Idem pour la présence économique du Grand-Duché à Dubaï, second Émirat par ordre de richesse, une grosse centaine de kilomètres au Nord-Est d'Abu Dhabi.

Une ville dont la *skyline* donne le vertige avec un point culminant, le Burj Khalifa (828 mètres). Le ministère de l'Économie, via Luxinnovation, signe avec la Dubaï Future Foundation une sorte de permis de résidence pour des entreprises luxembourgeoises qui veulent tester un produit sur le marché local. « Ce n'est pas juste un accord. On veut que les gens aient une présence ici », assure Etienne Schneider. Et puis il y a cette rencontre avec son homologue Bin Saeed Al Mansoori, à qui le ministre donne sa carte de visite en fin de rendez-vous. Les deux hommes engagent les deux pays, et donc le successeur désigné Franz Fayot pour la partie luxembourgeoise, à se rencontrer sur une base régulière. Le sultan regrette le départ de son « ami de longue date », mais croit en le potentiel du Luxembourg où il dit avoir été en vacances en famille durant une semaine en été, « avant de connaître Monsieur Schneider ».

Good bye and good luck Lors de ses apparitions publiques, le vice-Premier ministre annonce son imminent départ du gouvernement. Sur la scène, en marge d'un séminaire organisé lundi à Abu Dhabi, devant des représentants de l'agence spatiale émiratie, Etienne Schneider fait savoir qu'il quittera le gouvernement la semaine suivante et souhaite « bonne chance » à ses partenaires. À la Chambre de commerce de Dubaï mardi matin, devant une centaine d'entreprises des deux pays, il explique qu'il visite là pour la sixième fois les EAU en tant que ministre, mais qu'il reviendra « en tant qu'ami et admirateur du pays et de ses gens ».

Appel du pied aux investisseurs et famille régnautes des Émirats pour occuper des mandats dans leurs sociétés d'investissement sur le Vieux Continent dont le Grand-Duché s'érige en porte d'entrée ? Interrogé mardi sur ses intentions avant d'entrer au cocktail offert par la Chambre de commerce à la soixantaine d'entreprises présentes, l'intéressé assure au *Land* qu'il ne sait pas lui-même de quoi son avenir professionnel sera fait après le 4 février. Il aspirerait dans un premier temps au calme, au repos. En quelle qualité Etienne Schneider reviendra-il donc à Dubaï et à l'exposition universelle qui s'y déroulera du 20 octobre de cette année au 10 avril 2021 ? La semaine de l'espace, une des six semaines théma-

tiques de l'événement auquel Etienne Schneider a tenu à faire participer le Luxembourg, précèdera l'inauguration officielle.

Le ministre de l'Économie, qui exerce la tutelle sur l'organisation du pavillon luxembourgeois, a souhaité visiter le chantier avant son départ. Après une entrevue avec le président de l'exposition et de la compagnie Emirates (à qui Cargolux laisse la gestion de ses marchandises et avec qui elle échange des capacités de transport), Etienne Schneider, Pierre Gramegna et le Grand-Duc héritier foulent mercredi midi le gros œuvre autour duquel sera déroulé le ruban de Möbius et qui symbolisera le dynamisme du Grand-Duché.

Destin lié Collision de symboles mercredi dans le désert émirati entre Dubaï et Abu Dhabi, où 40 000 ouvriers originaires d'Inde, des Philippines et d'Afrique érigent une ville *pop-up* (une partie sera conservée et rebaptisée District 2020) organisée autour d'une triple thématique : mobilité, durabilité et opportunité (voir *d'Land* du 28.06.2019 : « 32 Milliounen Euro an de Sand »). Les moteurs des volumineux 4x4 Nissan mis à disposition de la délégation tournent en plein soleil pour alimenter leur climatisation. La centaine d'ouvriers assignée au pavillon s'est amassée dans les algecos adjacents. Ils observent par la fenêtre le Grand-Duc héritier, le ministre libéral et son camarade socialiste échanger avec l'architecte et le maître d'œuvre. D'aucuns expliquent que pour ces travailleurs les Émirats représentent « the land of opportunities ». Sur place, Pierre Gramegna remercie une dernière fois, « pour sa coopération et son amitié », son partenaire à l'Économie et lui souhaite le meilleur dans « ses nouvelles aventures et nouvelles opportunités ». Etienne Schneider brigue le lucratif poste d'administrateur d'Arcelor-Mittal occupé aujourd'hui par Jeannot Krecké. Il a récemment rappelé son goût pour l'entrepreneuriat. Cette semaine à Dubaï, le directeur de la Chambre de commerce a salué un ministre *pro-business*. C'est naturellement vers les affaires qu'il se dirige après avoir quitté hier les Émirats au lendemain de son 49^e anniversaire. Il fêtera le cinquantième l'année prochaine en même temps que « le partenaire privilégié du Luxembourg » dans le Golfe persique.



Vignettes d'une mission économique taillée sur mesure pour Etienne Schneider

Zu Gast

In memoriam Eugène Berger

Gilles Baum

Der Schock über das Ableben unseres Fraktionspräsidenten und Freundes Eugène sitzt noch immer tief. Heute Nachmittag wird ihm im Rahmen einer Gedenkfeier auf dem Krautmarkt gedacht werden.

In all seinen politischen Funktionen – ob als Staatssekretär, als Abgeordneter oder als Gemeinderat – hat sich Eugène mit vollem Einsatz eingebracht. Er hat für seine Überzeugungen gekämpft. Sein Engagement für das Allgemeinwohl wird uns in Erinnerung bleiben.

Bereits am Beginn seiner politischen Laufbahn hatte Eugène klare Vorstellungen von einem modernen Luxemburg, das seiner Überzeugung nach eine Vorreiterrolle auf internationaler Ebene spielen sollte. Zum Beispiel auf dem Gebiet der Digitalisierung, mit all ihren Möglichkeiten für unsere Gesellschaft. Ein Thema, das ihm bis zu seinem Tod am Herzen lag.

So führte er als Präsident der DP-Fraktion noch kürzlich die Möglichkeit auf teilweise Telenarbeit für die Mitarbeiter ein. Als junger Lehrer betreute er eine der ersten Klassen, die am Computer arbeiteten.

Als begeisterter Bergsteiger war sich Eugène der besonderen Rolle des Naturschutzes bewusst. Seine Umwelt- und Klimapolitik als Staatssekretär im Umweltministerium der Regierung Juncker/Polfer legte wichtige Grundsteine, auf denen die heutige Klimapolitik aufbauen kann.

Eugène zeichnete sich immer wieder durch Zielstrebigkeit, Ausdauer und Durchsetzungsvermögen aus: in der Politik und im Privaten.

Unser verstorbener Weggefährte bewies dies eindrucksvoll am 1. Oktober 1992 mit der Erstbesteigung des Mount Everest durch einen Luxemburger. In den Bergen – ob im Himalaya oder im Müllerthal – blühte Eugène vollends auf, war er ganz bei sich selbst. Eine Leidenschaft, die er auch mit seinen zwei Kindern teilte, die ihn oft auf Reisen begleiteten.

Die Besteigung des höchsten Berges der Erde sollte sein Leben grundlegend ändern. Wer Eugène bei seinen Erzählungen über das Bergsteigen erlebte, wusste um seine Passion für den Alpinismus, den Sport im Allgemeinen und den damit verbundenen Fairplay und Spirit. „Das Bergsteigen ist nicht nur körperlich extrem anstrengend, es spielt sich vor allem im Kopf ab. Ich muss oft fest auf die Zähne beißen, vorrangig muss ich aber zielstrebig und ausdauernd sein. Ähnlich wie in der Politik“, so Eugène in einem *DP-Profil*.

Die Zuverlässigkeit war ein hervorstechender Charakterzug von Eugène. Ich erinnere mich an die Legislativwahlen von 2013, als sechs neue DP-Abgeordnete ins Parlament einzogen und Eugène uns dabei mit Rat und Tat begleitet hat. Auch nach der Eingewöhnungszeit konnte man sich immer auf seine Hilfsbereitschaft und Unterstützung verlassen.

Bei den Mitarbeitern der DP-Fraktion bleibt er als verständnisvoller und vorbildlicher Chef in Erinnerung. Aber auch als Politiker, der sich nicht mit Stillstand abfinden wollte: „Ich bin in die Politik gegangen, um Dinge zu ändern, um jedem Einzelnen bessere Zukunftschancen zu ermöglichen. Deshalb bin ich froh, ein Teil der liberalen Mannschaft zu sein, die sich ihrer Verantwortung bewusst ist und nicht nur Dinge verspricht, sondern das Land konkret nach vorne bringt.“

Mit dem Tod von Eugène Berger hat die DP-Fraktion ihre langjährige Spitze verloren. Eugène war seinen elf Fraktionskollegen mehr als ein Präsident, er war uns ein Freund. Ein Freund, den wir nicht vergessen werden.

Wie der Herr, so’s Gescherr

„Elle doit tout faire! Comment tout gérer sans directeur du personnel ?“
Stéphane Bern, *L’essentiel* (28.01.2020)

Huet mol d’Monarchie de Schnapp,
Jauft e wéi en Dillendapp.
Wat e seet, ass just e Mëssel;
Vläicht huet hien am Réck e Schlëssel?

Ass en dofir opgedréit,
Wann e rosen ëm sech schléit?
Et ass net lous, mat décke Baken,
Sou d’Madamm an d’Pan ze klaken.

Misst se dat och selwer maachen
An deen Hänn es iwwerwaachen,
Dass e net am Äifer sabbelt,
Wann een hir um Käfeg rabbelt?

Et mécht ee, wat ee maache kann
An huet dofir säin Hampelmann.
Mee et ass jo net genial
Mat deem dote Personal.

Jacques Drescher

Films made in Luxembourg

Marc Trappendreher

W – das ist der Name der neuen luxemburgischen Webserie, die seit Anfang Januar im Netz zu sehen ist. Die Folgen werden unregelmäßig auf Youtube, Facebook, Instagram hochgeladen, sodass das Interesse geweckt bleiben soll¹. Nach *Doudege Wénkel* und *Comeback* widmet sich der luxemburgische Drehbuchautor Frédéric Zeimet der Rolle des Schöpfers, Drehbuchautors, Regisseurs und Produzenten in diesem Projekt. *W* konnte durch die Initiative *Carte Blanche* von der Unterstützung des Filmfonds Luxemburg profitieren. Die Macher werben für die Zugänglichkeit dieses kurzepisodigen Formats, jede Folge hat eine Laufzeit von ungefähr fünf Minuten, fünf Folgen sind bisher online aufrufbar. *W* wird buchstäblich als Zeitvertreib vermarktet, das Format soll *en passant* konsumiert werden, entsprechend heißt es da: „Faites-vous plaisir dans le train, dans la voiture, dans les embouteillages ou même aux toilettes... on est là pour vous aider à faire passer le temps“².

W – das ist auch der Versuch, die Themenkreise Wissen-Wahrheit-Wahrnehmung mit den Klischees zu konfrontieren, die man sich über Menschen gemacht hat. Da läuft eine verwirrte Frau namens *W* (Catherine Elsen) allein durch den Wald, sie wird von zwei Polizisten (Fränk Grotz und Jérôme Burelbach) gestellt, die über mehrere Kindesentführungen ermitteln. *W* leidet unter einer sozialen Behinderung und Kommunikationsstörung, hat hohe Speicherkapazität, konzentrierte und begrenzte Interessen. Kurz: Sie hat Asperger. Ein bisschen wie „Dustin Hoffman in *Rain Man* (oder) Sheldon in *The Big Bang Theory*“, bemerkt sie, um ihre Störung zu erklären, und weist darauf hin, dass das übertriebene, medial unterstützte Klischees seien. Zumal „es so viele Formen von Autismus gibt, wie es Autisten gibt“, fügt sie hinzu. Irgendwie ist sie in diesen Fall verwickelt, sie weiß viel darüber, kann sich aber an nichts wirklich erinnern. Nicht einmal an ihre eigene Identität.

Die Wahrnehmung der eigenen Person zu verlieren, der Kontrollverlust der Identität, ist ein bewährtes Muster für einen Krimi-Plot. Zeimet arbeitet mit wechselndem Schärfefokus und erhöhter Schnittdichte, um den Zuschauer an der Orientierungslosigkeit dieser Heldin teilnehmen zu lassen. In der Thriller-Handlung von der verschwunde-



Catherine Elsen in der Rolle der *W*

Frédéric Zeimets Webserie *W* wird buchstäblich als Zeitvertreib vermarktet, das Format soll *en passant* konsumiert werden

nen Person steckt sehr häufig eine verkappte Abhandlung über Schmerz und Verdrängung. Und es ist dieses Krimi-Element, die Aufklärung eines Verbrechens, das die Spannung aufrecht erhalten soll. Entsprechend werden auch die gängigen narrativen Techniken des seriellen Erzählens benutzt, etwa der *cliffhanger*, um das fortwährende Momentum zu gewährleisten. Diese zwei grundsätzlichen Handlungsführungen erlauben die Kombination von Begeisterung, Aufregung und Spannung mit einem sozialkritischen Moment. Dafür wurden sogar eigens für das Projekt Recherchen angestellt und eng mit *autism.lu* zusammengearbeitet. Denn es sind ja gerade die vorgefertigten Vorstellungen der Polizeibeamten, die den mühsamen Prozess der Wahrheitsfindung in diesen ganz undurchsichtigen und mysteriösen Ermittlungen, der Aufklärung der

Entführungsfälle, mit ihrem Üblichkeitsdenken behindern, ausbremsen.

W, einem Theaterstück ähnlich, entwickelt die Konflikte zwischen diesen drei Personen auf der Suche nach der Wahrheit so stringent wie dialogbezogen, ein möglicher Grund dafür, dass sich die kurze Laufzeit pro Folge anbietet. Dabei wirkt die überwiegende Beschränkung auf den gleichen Handlungsort, das Polizeirevier, sympathieenkend: Man ist sozusagen mit dieser *W* eingeschlossen, steckt in ihrer Erlebniswelt. Obschon eine standardisierte Darstellung der einzelnen Charaktere nicht angestrebt wurde, so ist doch erkennbar, dass diese Polizeibeamten nach feststehenden, filmisch tradierten Mustern gestrickt sind. Unter diesem Aspekt geht die Serie mithin in die Falle der Konvention, gegen die sie sich ja explizit richtet. *W* ist keine tiefgründige Reflexion über Kontrollverlust, Identität und Gedächtnis, vielmehr ein elegantes Gedankenspiel, das bewusst oder unbewusst an der Oberfläche der Erscheinungen bleibt. Bei aller konsensstiftenden Initiative zur Bewusstseinsbildung für missverständene Bewusstseinszustände – etwas mehr an Tiefgang muss man einer so komplexen Krankheit schon zugestehen.

¹ Die Serie ist abrufbar unter: facebook.com/luxwebserie; instagram.com/w._webserie/ oder youtube.com/channel/UCQNrVDH1SQWr8GYMMDv7Bow

² www.youtube.com/watch?v=G1JW0o4HAZ8

Chroniques de l’urgence

Rendre contagieuse la décarbonation

Jean Lasar

Un groupe de chercheurs, dont plusieurs climatologues, se sont penchés dans un article publié récemment dans les *Proceedings of the National Academy of Science* des États-Unis sur les « points de basculement sociaux ». « Parvenir à une décarbonation globale rapide pour stabiliser le climat dépend de manière

critique de l’activation de processus de changement social et technologique contagieux et à diffusion rapide au cours des prochaines années », résumant-ils.

À première vue, les recettes qu’ils préconisent semblent familières : les scientifiques, emmenés par Joachim Schellnhuber, listent des « interventions de basculement social » consistant à supprimer les subventions aux énergies fossiles, à encourager la production décentralisée d’énergie, à construire des villes au bilan carbone neutre, à sortir des investissements dans les énergies fossiles, à révéler les implications morales des combustibles fossiles, à renforcer l’éducation et l’engagement climatique et à rendre publique l’information sur les émissions de gaz à effet de serre. Ce qui est nouveau en revanche, c’est que ces scientifiques aient choisi de s’engager sur ce terrain que la plupart de leurs confrères prenaient soin, jusqu’ici, d’éviter pour ne pas se faire accuser de se mêler de politique, et ce en utilisant leurs propres méthodes.

On le sait, les cauchemars des climatologues sont peuplés de points de basculement qui menacent d’intervenir du fait de la fonte des pôles ou du permafrost, de la désertification des forêts tropicales ou du bouleversement des courants de convection océanique. Confrontés à l’inertie des sociétés humaines engagées dans la course au profit, les auteurs de cet article, parmi lesquels figure aussi Johan Rockström, directeur du renommé Potsdam-Institut, veulent croire à des mécanismes d’emballlement comparables, mais dans les domaines de l’action sociale et politique.

Aux *feedbacks* nocifs qui anéantissent les équilibres planétaires, ils opposent les *feedbacks* positifs qui se déploieraient telle une épidémie salvatrice. « Une attention croissante est vouée au concept de dynamique de bascule en tant que mécanisme

Aux *feedbacks* nocifs qui anéantissent les équilibres planétaires, ils opposent les *feedbacks* positifs qui se déploieraient telle une épidémie salvatrice

non-linéaire sous-tendant de tels changements systémiques disruptifs », écrivent-ils. Ils citent deux exemples historiques. Celui des écrits d’un homme, Martin Luther, « injectés grâce à la technologie de l’imprimerie au sein d’un public prêt à un tel changement, et qui ont débouché sur l’établissement d’églises protestantes dans le monde entier ». Plus récent, celui « de l’introduction de tarifs douaniers, subventions et objectifs pour encourager la croissance de la production d’énergie renouvelable, qui a eu pour conséquence une réponse systémique substantielle sous forme d’une croissance mutuellement entretenue du marché et une amélioration exponentielle des coûts technologiques ».

Ces mécanismes de diffusion de comportements, opinions, connaissances, technologies et normes sociales, y compris de changements structurels et de réorganisations, au sein de systèmes sociaux complexes « ressemblent aux dynamiques de la contagion observés en épidémiologie », notent-ils. Une fois lancés, ils peuvent s’avérer, comme les mécanismes planétaires d’emballlement que l’on craint, « irréversibles et difficiles à arrêter ». Mais, contrairement à ceux-ci, ils seraient hautement bénéfiques.



Luxembourg finance industry happily serves fossil fuel companies

Carbon Haven?

György Dallos

In Luxembourg we talk a lot about “green” or “sustainable” finance and the Luxembourg Stock Exchange is proud to call itself a “leading venue” for green bonds. But sustainable finance is still a niche sector as green bonds will make up only 0,4% of the total outstanding global debt even in 2021. In addition to the sector being small, it is also not as green as the name suggests, particularly in areas of the world where “green” bonds can even finance coal plants, such as in China. In Europe, there are soon to be stricter definitions in the European taxonomy for sustainable activities.

We tend to overestimate the benefits of “green” and we tend to underestimate the weight of “brown” finance, the investments that contribute to the climate crisis, such as investments in fossil fuels. And there is still a great deal of brown finance that creates new oil/gas fields, expands existing ones or builds coal plants that will emit greenhouse gases for many decades to come. Globally still nearly 1 trillion dollars are invested annually in fossil fuels – this is about as much as Indonesia’s annual GDP. The International Energy Agency’s World Energy Investment report talks of 746 billion dollars annual investment in oil and gas in 2018 and expects significant growth in 2019. Two thirds of this is aimed at developing new oil/gas fields when “the reserves in the currently operating oil and gas fields alone, even with no coal, would take the world beyond 1,5°C”. The IEA also reported over 200 billion dollars annual investments in coal supply and fossil fuel power plants. These large fossil investments go against the Paris Agreement and scientific consensus of necessary fossil fuel reductions.

And what is happening in Luxembourg, a financial center known for its leadership in “green” finance? What are the government, the regulator, the stock exchange and other key actors doing to reduce brown finance? It seems the discussion has already begun, albeit slowly, with the crux at the center of the debate being that Luxembourg’s positioning in brown assets can also influence its competitive position among the largest financial centers. And while Luxembourg is viewed as a green finance center, the discussion seems more advanced in other major financial centers. Mark Carney, the governor of the Bank of England, said recently that the “financial sector had begun to curb investments in fossil fuels – but far too slowly”. The Swiss central bank came under pressure to clean its 800 billion dollars from fossil fuels. Norges Bank and its asset management branch NBIM have divested from companies in coal and launched efforts to reduce the trillion-dollar “Oil Fund’s” exposure to oil and gas itself. According to the *Financial Times*, “Christine Lagarde wants key role for climate change in ECB review”. So what is Luxembourg doing?

We are not aware of exact statistics about how much CO₂ the Luxembourg-domiciled funds emit annually, but back-of-the-envelope calculations signal these numbers are enormous. The Norwegians estimated how much CO₂ their large pension fund emits and we use this as a benchmark. In its annual report, Norges Bank Investment Management states that “in 2018, the equity portfolio emitted 107 million tonnes of CO₂-equivalents” – or three times more than all of Norway. And note that this is a number after the Norwe-

gians divested from coal. In 2018 the Norwegian fund’s equity portfolio was less than a third of the Luxembourg fund industry’s total equity investments. Norges Bank invests in thousands of equities and follows the leading global equity indices. Assuming that as a whole, the composition of the Luxembourg funds’ equity portfolio is not very different from NBIM’s portfolio and global indices, this would mean that the overall equity portfolio of the Luxembourg funds emits 300-400 million tons of CO₂ annually.

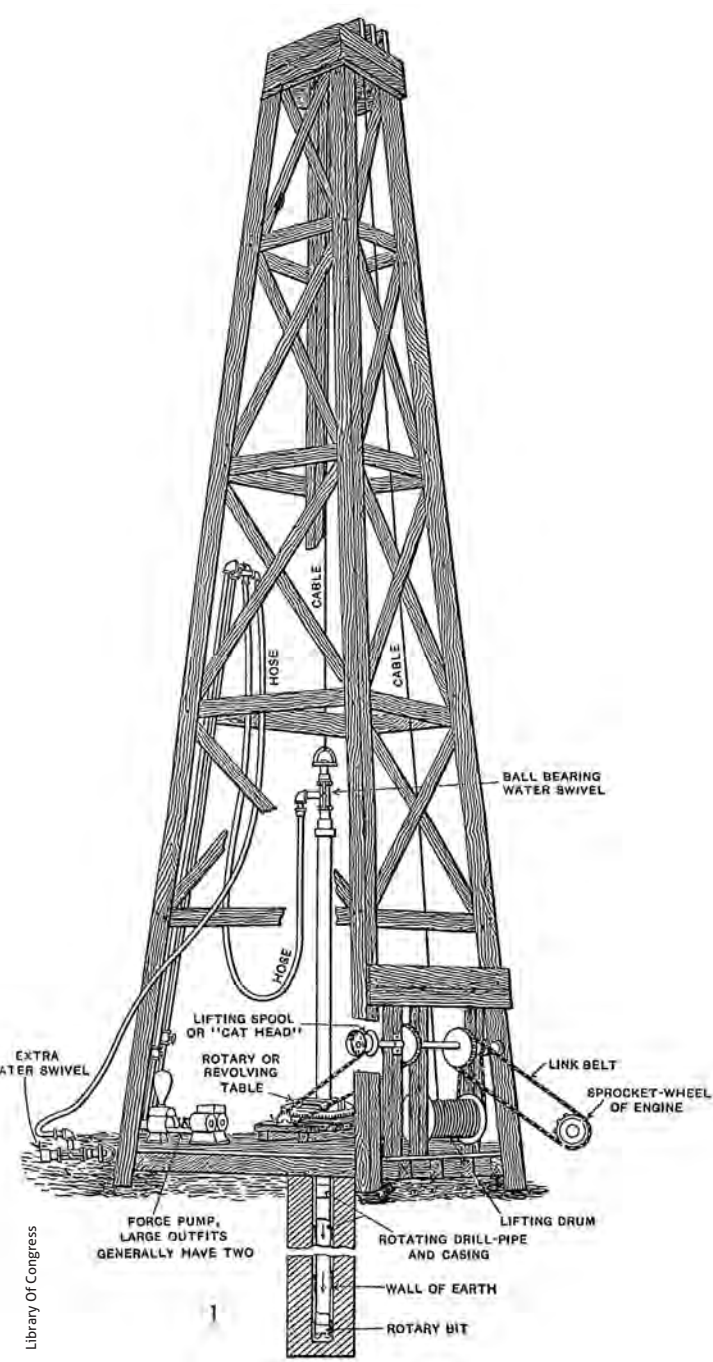
These numbers include direct emissions (scope 1) and emissions from purchased energy (scope 2), but do not include indirect emissions that originate from the value chain and from product use (scope 3). Globally scope 3 emissions are at least as much as scope 1 and 2 put together and they grow much faster – according to scientists from Yale University and Norwegian University of Science and Technology. For fossil fuel sectors scope 3 emissions are huge, e.g. oil major Royal Dutch Shell’s annual scope 3 emissions were 6-7 times more than its scope 1 and 2 emissions in 2018. If we consider also scope 3 emissions, then the equity portfolio of Luxembourg-domiciled funds emits probably at least 600 million tons of CO₂-equivalent a year. These emission estimates are only based on equities in the Luxembourg funds that make up less than half of the total portfolio domiciled here. If we add emissions from fixed income portfolios the numbers would be even larger.

What can Luxembourg do? A key step would be improving transparency and public understanding of the actual exposure of Luxembourg fund industry to fossil fuels and other emission-intensive sectors. Another step could be showing an example by “cleaning up” at least the national pension fund, Fonds de compensation (FDC), from fossil fuels. At the end of 2018 the FDC had investments in more than half of the 50 largest global emitters, the “Carbon Majors”, including companies like Gazprom, ExxonMobil, Coal India, Pemex, Shell, BP, Chevron, Peabody, Total SA, BHP Billiton, ConocoPhillips, Petrobras, Lukoil, Rio Tinto, Petronas, Rosneft, ENI and others. While investors with 11 trillion dollars in assets divested from fossil fuel and Blackrock – with 7 trillion dollars assets under management – just announced to join them, the FDC’s investments in coal actually increased between 2015 and 2018. There are today two coal-related companies on FDC’s exclusion list, and we are still to see a genuine FDC move away from fossil fuel companies. Especially as its own responsible investment policy says that “the detailed analysis and assessment of climate risks is an integral part of the sustainable development process implemented in the investment strategy.”

Luxembourg could also discourage funds that specialize in fossil fuel investments and are supervised by the CSSF. These include the iShares Global Energy ETF with over 870 million dollars of assets and holdings in Exxon, Chevron, Shell and dozens of other oil companies. Another example is Riverstone Energy which “has made 20 investments spanning oil and gas, midstream, and energy services in the Continental U.S., Western Canada, Gulf of Mexico, Latin America, Europe.” Other examples include Warburg Pincus Energy, Carlyle International Energy Partners and many more.

Luxembourg may also rethink why it welcomes the fundraising daughter companies of large fossil fuel companies, such as subsidiaries of coal companies (e.g. Energa Finance AB, Eskom Holdings SOC Ltd and Coal Energy S.A.), oil/gas and oil service companies (ENI Finance International S.A., Gaz Capital S.A., Hellenic Petroleum Finance Plc, MOL Group Finance S.A., Rosneft Finance S.A., Vier Gas Transport GmbH, Schlumberger Finance B.V., Schlumberger Finance France and TMK Capital S.A.) and gas utilities (Union Fenosa Preferentes S.A., Naturgy Finance BV).

The Luxembourg Stock Exchange has been named as the Exchange of the Year by Environmental Finance for three consecutive years. But its largest listed equity that dominates the LuxX index is Arcelor-Mittal with 200 million tons of annual CO₂ emissions. ArcelorMittal has higher emissions per ton of crude steel produced than the global average and could not improve it for at least a decade even if it tried. It also has more than 200 million tons of coal reserves. The company is



Drilling rig model (1906)

not only listed but it also raises debt here, e.g. it has seven large outstanding bonds at the Luxembourg Stock Exchange. Considering the substantial benefits the company enjoys in Luxembourg, the question arises if ArcelorMittal and Luxembourg could work together more effectively in areas like climate change mitigation.

The Luxembourg Stock Exchange proudly calls itself “The European centre for high-yield bonds”. Historically high-yield markets often included substantial fossil fuel debt for example in the US and in Scandinavia. Luxembourg is no different, one of its major high-yield bond issuers is Pemex or Petroleos Mexicanos. It has around one hundred bonds with a total of nearly 100 billion dollars in issuances in Luxembourg. Pemex is not only the world’s most indebted company, but also the 8th largest global greenhouse gas emitter based on total emissions of the last three decades. It overtakes the whole Russian coal sector or most of the largest oil majors such as Shell, and we have not even mentioned Pemex’s massive health and environmental impacts. The Luxembourg Stock Exchange also welcomes assets from the national oil companies of Brazil, Venezuela, Chile, Nigeria but also international oil/gas and oil service companies including Royal Dutch Shell, Tullow Oil, SNAM, Schlumberger, Equinor (Statoil), Hellenic Petroleum among others.

These examples show that brown finance is very significant in Luxembourg – even without looking into the banks and insurers that work here. The Luxembourg fund industry’s portfolios emit hundreds of millions of tons of CO₂ a year and the Luxembourg Stock Exchange does not seem to have a conflict between its green marketing and providing services for oil/gas companies and other emission-intensive sectors at the same time.

Luxembourg has ambitious national emission reduction goals and is making substantial efforts to deliver on these. But its total national emissions – around 10 million tons of CO₂ annually – are tiny in comparison to the emissions through its large finance sector.

Luxembourg’s trump card in the global climate fight is navigating its finance sector away from fossil fuels. In the past the country could step beyond its short-term direct national interests and find progressive solutions at European or even global level. In terms of reducing global greenhouse gas emissions, the country has by far the largest potential to contribute through navigating its investment fund sector, stock exchange, banks and insurers away from fossil fuels. The challenge for our leaders is how to do this fast enough to maximize global impact without reducing the attractiveness of Luxembourg as a financial center.

György Dallos is an economist, Insead MBA alumnus, energy expert. A former Boston Consulting Group manager, he currently works for Greenpeace International as a global campaign strategist

Chroniques de la Cour

Aux armes, citoyens !

Dominique Seytre

Andrzej Rzeplinski, président de la Cour constitutionnelle polonaise, a été un résistant de la première heure. En 2016, il ne veut pas intégrer trois juges nommés par le gouvernement polonais au mépris des procédures de nomination. Il refuse aussi d’appliquer une nouvelle loi prévoyant un vote au deux tiers et non plus à la moitié des membres de la juridiction pour décider de la constitutionnalité des lois. Acte de défiance. Combat perdu. Rzeplinski a fini son mandat. Sa juridiction est maintenant totalement soumise au gouvernement et à la Diète polonaise contrôlés par le parti Droit et Justice de Jaroslaw Kaczynski.

Malgorzata Gersdorf est présidente de la Cour suprême. Figure de proue du mouvement de résistance des magistrats démocrates en Pologne. Elle a assisté, sceptique, à la grosse colère sans effet pratique de la Commission européenne. Celle-ci brandissait une disposition du Traité de l’UE prévue en cas de violation de la règle de droit dans un État membre. Cette initiative n’avait aucune chance d’aboutir. La Hongrie allait bloquer toute décision. La Cour constitutionnelle en a fait les frais.

Pourquoi la loi « muselière » a provoqué la manifestation des mille toges dans les rues de Varsovie

Finalement, la Commission se réveille. Elle attaque la Pologne devant la Cour de justice européenne. Le but est de faire déclarer contraire au Traité de l’UE une autre loi polonaise abaissant l’âge de la retraite des juges de la Cour suprême, de 70 à 65 ans, avec effet immédiat. En décembre 2018, la Cour de justice prend des mesures provisoires, enjoint la Pologne d’en suspendre immédiatement l’application et de réintégrer les juges. La présidente Gersdorf réagit vite. La décision de Luxembourg s’adresse à la Pologne, donc à l’État. La Cour suprême en est un organe, donc elle rappelle tous les juges qui avaient dû partir. Vingt-deux d’entre eux répondent à l’appel et occupent à nouveau leur bureau. La présidente Gersdorf dit que la loi, même si elle la visait, ne la concernait pas. La durée de son mandat est inscrit dans la constitution polonaise et son départ n’est prévu qu’en avril 2020. Le 24 juin 2019, la Cour condamne la Pologne. Elle modifiera sa loi.

Mais un autre texte prévoyait l’abaissement de l’âge de la retraite pour les juges de toutes les autres juridictions du pays. La Commission de Bruxelles intente un nouveau procès à la Pologne, qui fait marche arrière. En cours de procédure, elle abroge sa loi. Victoire historique, disent les démocrates polonais. La Commission a retenu la leçon. En 2012, elle avait attaqué la Hongrie devant la Cour pour la même raison. Manque de courage politique ? Il s’agissait d’une affaire purement technique, une simple infraction à la directive européenne garantissant le principe de la non-discrimination fondée sur l’âge.

Puis en 2019, c’est le cœur du système judiciaire qui est touché. Une loi prévoit des sanctions à l’encontre des magistrats du pays. Une chambre disciplinaire au sein de la Cour suprême est créée à cet effet. Peuvent faire l’objet de mesures disciplinaires les juges dont les décisions seraient « irrespectueuses de la loi », comme le dit le texte, ceux qui posent des questions préjudicielles d’interprétation du droit communautaire à la Cour de Luxembourg, ceux qui critiqueraient la nomination d’un juge, quel qu’il soit, nommé par le Conseil de la magistrature, désormais un organe contrôlé par le Parti. La commission entame un troisième procès pour violation du Traité de l’UE. Il est en cours.

La Cour suprême de Malgorzata Gersdorf n’avait pas attendu ce dernier recours de la Commission contre la Pologne. Par le biais d’une question préjudicielle, elle avait demandé à la Cour de Justice si la chambre disciplinaire pouvait être considérée comme étant une juridiction indépendante au sens du droit de l’Union et de la Charte des droits fondamentaux. Le 19 novembre 2019, la Cour de Luxembourg lui répond qu’un tribunal n’est ni indépendant ni impartial si, dans l’esprit du justiciable, « il peut engendrer des doutes légitimes (...) quant à l’impermeabilité de cette instance à l’égard d’éléments extérieurs ».

Le 5 décembre, la Cour suprême applique l’arrêt de la Cour et interdit à la chambre disciplinaire de statuer. Mais celle-ci résiste. Ses membres estiment avoir été nommés légalement par le président de la République. Le gouvernement propose alors une nouvelle loi, encore plus rigoureuse, estime les magistrats démocrates qui l’appellent la loi « muselière ». Elle est prête pour être signée par le président Duda. Une des raisons d’ailleurs pour laquelle a eu lieu ce mois-ci une grande manifestation dans les rues de Varsovie, dite des mille toges. La semaine dernière, la Commission européenne est retournée devant la Cour de Justice pour obtenir qu’elle prenne une nouvelle fois des mesures rapides pour préserver l’indépendance de la magistrature.

La cour suprême, mais aussi la Cour suprême administrative, la cour d’Appel de Cracovie, le tribunal régional de Lodz, de Varsovie et de Gorzow Wielkopolski, à la frontière allemande, poursuivent leurs actions. Ils ont envoyé plus d’une vingtaine de dossiers à la Cour de justice de Luxembourg. Un juge conteste une disposition qui est à la base de sa condamnation – un magistrat a été poursuivi pour avoir voulu poser une question de droit européen à la Cour de justice – la juridiction interrompt le cours du procès pour demander à Luxembourg si les dispositions incriminées sont contraires ou non au traité de l’UE. Si la cour décide qu’elles le sont, elles sont inapplicables sur le sol polonais. Une autre manière de résister.

Parmi les résistants, on peut aussi citer Katarzyna Gembalczyk, procureure au Parquet de Varsovie. Lors de la manifestation, elle est arrêtée et poursuivie au pénal pour avoir porté sa toge. Elle explique qu’elle a juste rempli son obligation de faire respecter l’État de droit. Dans cette manifestation, il y avait aussi des magistrats d’autre pays, des Roumains. La Roumanie : autre lieu, autre contexte, autres législations mais même combat des juges nationaux pour leur indépendance. Ils utilisent la même tactique de recours à la justice européenne. Mais ceci est une autre histoire.



La photographe Véronique Kolber cette semaine au Cercle-Cité, durant l'accrochage de son exposition *Location spotting for a non-existing movie*, qui s'ouvrira jeudi prochain, 6 février (à 18 heures, en présence de l'artiste et de la commissaire Anouk Wies). Forte de son expérience de photographe de plateau pour l'industrie cinématographique et marquée par ses livres de jeunesse (Lovecraft, Poe, King), Kolber propose une relecture de notre imaginaire collectif en associant ses photos américaines à des extraits de scénarios célèbres. Ou comment de nouvelles associations peuvent aussi générer de nouvelles narrations. L'artiste veut montrer que des lieux inconnus, non identifiables, peuvent néanmoins générer une impression de déjà-vu dans la tête du spectateur, alimentée par les associations générées par le texte ou le nom du cinéaste qu'elle invoque (jusqu'au 14 mars ; cerclecite.lu). jh

Théâtre

Human after all

Officiellement, l'acronyme « Captcha » veut dire *Completely Automated Public Turing test to tell Computers and Humans Apart*. Ce sont ces fenêtres qui s'ouvrent sur votre moteur de recherche et dans lesquelles il faut prouver, par de simples exercices mathématiques, lexicaux ou visuels, qu'on n'est pas un robot. « Tell computers and humans apart », la formulation est belle, voilà pourquoi Michel Clees, auteur en résidence pour la saison 2019/20 au Théâtre national, a intitulé sa première création dans ce contexte *Captcha – Ein Stilleben zu zweit*. Ce soir, vendredi 31 janvier, et demain, 1^{er} février, l'altiste Danielle Hennicot et l'actrice Patrycia Ziolkowska (Thalia Theater, Schauspiel Frankfurt ; photo : Joachim Gern) interpréteront les textes intimistes de Clees sur ce qui fait notre humanité, mis en musique par le compositeur français Philippe Manoury, qui aime à expérimenter avec les ressources électroniques. En mars suivra une pièce de théâtre, *Parterre* (tnl.lu). jh



Musique

Traurig Mädchen macht traurige Musik - immer noch

Die vielseitig talentierte Claudine Muno wird am Mittwoch (5. Februar) ihr neues Album in Opderschmelz vorstellen. Bereits vorab hat sie zwei Videos online gestellt (*No Home* und *The same team*), die die musikalische Richtung des neuen Albums vorgeben. Das Ergebnis: trister melancholischer Folk. Das klingt ganz nett und gefühlvoll, aber eigentlich nicht sonderlich originell – viel eher „the same way“ wie in der Vergangenheit. Mit Gitarrist Thierry Kinsch, der sie bereits mit den Luna Boots begleitete und Gitarrist Jamie Reinert (Pedal Steel) sowie weiteren Musikern verspricht der Abend in Opderschmelz dennoch musikalisch ansprechend und abwechslungsreich zu werden (Beginn: 20 Uhr, Karten: 20 Euro. Opderschmelz.lu) ps

Spiel mir das Lied der Dystopie

Sechs Jahre nach Veröffentlichung ihres Debüt-Albums *Blasphemous Rhapsody* sind Miles to Perdition mit einem neuen Long-Player zurück. 2084 lautet der Titel des Albums – eine Analogie zum dystopischen Roman von George Orwell. Die Band mit aggressivem *Death-Metal-Sound* stellt ihr neues Werk heute in der Kulturfabrik vor. (Beginn: 19 Uhr, Kulturfabrik.lu) ps

Musique

Meuterei in den Rotunden

Sie sind wieder da: Nach längerer Pause steht Luxemburgs beste Math-Rock-Band Mutiny on the Bounty (Foto: Sven Becker) erneut auf der Bühne. Bereits seit längerem arbeiten die Musiker an einem neuen Album. Und am Samstag in den Rotondes sollen erste neue Songs präsentiert werden, so jedenfalls das Versprechen von Sacha Hanlet gegenüber dem *Land*. Die Instrumentalband mit einem Hang zu technisch anspruchsvollen Gitarrenriffs, komplexen Songstrukturen und aggressivem Schlagzeug kann allerdings auf ein stolzes Songrepertoire und einer Diskographie von vier Alben in mehr als 15 Jahren zurückgreifen. (Beginn: 19 Uhr, Karten: 17 Euro. Weitere Infos: rotondes.lu) ps



Art contemporain



L'art comme résistance

Deux ans après que la collaboration entre la Philharmonie, le Mudam et le Grand Théâtre lancée alors sous le titre *Red Bridge Project* nous a valu de splendides projets de la rigoureuse chorégraphe et danseuse belge Anne Teresa De Keersmaecker, la prochaine édition du projet, annoncée pour la saison 2020/21 aura comme invité de marque l'artiste plasticien William Kentridge (*1955). Originaire d'Afrique du Sud, Kentridge dessine (ci-dessus : *The Pool Ahead*, 2018 ; courtesy Marian Goodman Gallery), réalise des films d'animation, crée des scénographies et met en scène des opéras. Les détails de sa résidence dans les trois grandes institutions seront annoncées ce vendredi matin. jh

Tour de France en duo

Deux duos d'artistes ayant un lien avec le Luxembourg ont une grosse actualité dans l'Hexagone ce printemps : le Mac/Val en région parisienne consacrera une exposition monographique à David Brognon et Stéphanie Rollin, *L'avant-dernière version de la réalité* (à partir du 7 mars) et Martine Feipel et Jean Béchameil sont invités à présenter leur *Automatic Revolution* au festival *Voyage à Nantes* (à partir du 20 mars). jh

Débat

Völkerverständigung in Luxemburg

Ulrich Wickert läuft elegant über die Place de la Concorde, schaut weder links noch rechts, sondern nur geradeaus in die Kamera und zeigt dem deutschen Publikum am Fernseher wie man sich in Paris durch den Verkehr bewegt. Ob diese Szene zur besseren Kulturverständigung oder doch eher zur nachhaltigen Klischeebildung beigetragen hat, sei dahingestellt – legendär ist sie allemal. Der Moderator und Schriftsteller Ulrich Wickert (Foto: IPW) stellte 15 Jahre das Aushängeschild der ARD-Nachrichten-Sendung Tagesthemen und machte sich auch einen Namen als politisch engagierter Publizist. Am Dienstag (4. Februar) wird er zu Gast sein im Institut Pierre Werner und gemeinsam mit dem *Spiegel*-Redakteur und ehemaligen Leiter des Feuilletons der FAZ, Nils Minkmar, über Frankreich, Deutschland und Europa diskutieren. (Beginn: 19 Uhr, Karten 10 Euro, ipw.lu) ps



Histoire



Die ungeliebte Großherzogin

Historikerin Josiane Weber wird am Mittwoch (5. Februar) ihre neue viel-gelobte politische Biografie zu Großherzogin *Marie Adélaïde* im Musée Dräi Eechelen vorstellen. Darin skizziert die Historikerin das Bild einer jungen, tiefgläubigen Großherzogin, die sich aktiv in die Innenpolitik des Landes einmischte und dadurch eine große Verfassungskrise auslöste. (Beginn: 18 Uhr, mha.lu) ps

Luxemburg und der Holocaust

75 Jahre nach der Befreiung von Auschwitz wirft die Luxemburger Geschichtsforschung einen neuen Blick auf die Geschichte des Holocausts. Das Zentrum für Digital- und Zeitgeschichte stellt am Mittwoch (5. Februar) anlässlich ihrer öffentlichen Veranstaltung *Forum Z* die neuesten Erkenntnisse vor. Elisabeth Hoffmann und Jérôme Courtoy werden u.a. über ihre Studie zur Beteiligung der Luxemburger am Reservepolizeibataillon 101 sprechen und Historikerin Renée Wagener einen neuen Blick auf das umstrittene Entschädigungsgesetz von 1950 werfen. (c2dh.lu) ps

Exposition

Dévotions et émotions

Lucien Kayser

Ne vous y méprenez pas, les radiographies qui attirent d'emblée le regard, ce n'est pas du Wim Delvoye, non, le Musée national d'histoire et d'art n'a pas pris la relève du Mudam qui a remis l'artiste belge. Les deux bras qui sortent du mur, l'une des mains d'un brillant poli, l'autre mate, ce n'est pas non plus du Robert Gober, plasticien américain contemporain. Hypothèses pas si déplacées que ça, là où il s'agit d'hyperréalisme. Et ni Delvoye ni Gober ne lésinent sur les motifs religieux. Seulement, leur baroque moderne se limite à l'ici-bas, à l'existence (humaine) dans sa condition passagère, à notre pauvre précarité. Pas besoin de lever les yeux au ciel, rien à attendre d'une quelconque transcendance.

Bien sûr, c'est tout le contraire pour les peintures et les sculptures réunies dans les deux salles Kutter du MNHA, à gauche et à droite d'un sens didactique dont on ne félicitera pas assez les responsables. Là, dans les œuvres du Siglo de Oro, siècle d'or espagnol, on reste bien dans la vanité du genre humain (dans ce qui s'avère vide et vain), témoin les nombreux crânes à la signification allégorique trop évidente. Mais il faut après regarder ailleurs, ah, vers ces yeux grands ouverts, ces regards quasi illuminés, levés cette fois-ci vers un ciel dont on attend rémission et salut. Et il n'est pas rare que le ciel s'ouvre en effet et qu'un rai de lumière vienne sinon réchauffer la créature, du moins donner tant soit peu d'espoir au croyant.

C'est tout l'effet recherché par l'art de ce siècle d'or, un art emphatique, un art de propagande, dira-t-on, dans un temps où l'église catholique s'efforçait de regagner la faveur des fidèles. Temps de la Contre-Réforme pour répondre aux calvinistes et luthériens. Et en plus, dans un temps de guerres, de luttes de pouvoir entre l'empereur, les rois et les princes, pour apporter du réconfort, et de l'espoir même s'il était renvoyé à l'au-delà, à une population éprouvée.

Murillo, Zurbaran, voilà des noms de peintres connus, maîtres de l'imagerie spirituelle espagnole. L'exposition du MNHA, dès son titre, y joint celui de Pedro de Mena, le sculpteur, mettant de la sorte cette technique à égalité avec la peinture. En même temps, dans son face-à-face des œuvres de l'une et de l'autre, elle donne au visiteur une belle occasion de dialogue, de confrontation. Où des fois il semble alors que tout simplement le sujet soit sorti de la



In hoc signo...

Un sas didactique, bienvenu, pour passer au déploiement du Siglo de Oro espagnol au MNHA

toile pour gagner la dimension supplémentaire, tellement peintures et sculptures se répondent, et c'est aussi l'affaire de l'exquise polychromie des dernières. Le musée au Marché-aux-poissons de s'enorgueillir d'ailleurs d'être généreusement pourvu grâce à un donateur privé, détenant probablement, à en croire son directeur, le plus grand nombre de sculptures de de Mena en dehors de l'Espagne.

Une douzaine de peintures, une dizaine de sculpteurs, cela suffit à faire le tour, au plus haut niveau, de cet art, côté sujets et motifs, côté maîtrise et virtuosité. Priorité soit donnée à l'enfant Jésus, au garçonnet, mais il est très vite opposé au crucifié, et rien de plus propre à toucher, à émouvoir, à l'identification du croyant, que les souffrances du Christ. Parallèlement, on passe de l'Immaculée Conception, réaffirmée comme dogme catholique, à la

Mère des douleurs, de l'aménité jubilante de l'une à l'expression désolante de l'autre. Suit un cortège de saints, martyrs ou autres, et sorte d'apothéose, dans la mise en scène du moins, la tourbillonnante chute de Satan sous les coups de l'archange.

On s'en sera rendu compte, il est plusieurs façons de considérer l'exposition. S'attachant à la peinture pure, on privilégiera la crucifixion d'Alonso Cano, pour sa sobriété, pour cette face penchée légèrement, les yeux fermés, ce corps quasi lumineux se détachant sur le ciel et le paysage montagneux. Et après de longs et enrichissants moments dans le sas didactique, c'est le moment de retourner aux sculptures. On aura appris, avec les radiographies réalisées au Centre hospitalier du Nord, comment elles sont assemblées autour d'un noyau creux. Aucun détail ne vous échappera plus, avec les explications de Muriel Prieur, cheffe de la restauration au MNHA, sur les techniques d'exécution, les matières telles les carnations ou les imitations de textile, voire les postiches, avec les ongles incrustés en corne par exemple. Tout cela, pour faire le plus vrai possible, pour l'impact le plus fort.

L'exposition *De Mena, Murillo, Zurbarán – Maîtres du baroque espagnol* dure jusqu'au 7 juin au Musée national d'histoire et d'art, Marché-aux-Poissons, Luxembourg ; informations et programmation : www.mnha.lu.

Théâtre

Troublant portrait de femme

Karine Sitarz

Actuellement à l'affiche du Théâtre National du Luxembourg (qui en ce début d'année a troqué ses traditionnels bancs pour de confortables fauteuils), le spectacle *La vieille qui marchait dans la mer* part du roman de Frédéric Dard alias San-Antonio, auteur prolifique et à succès. Écrit en 1988, ce roman, revisité en 1991 pour le cinéma, n'avait jamais été adapté pour la scène. C'est chose faite grâce à Katia Scarton-Kim (familière du Théâtre du Centaure), qui en signe aussi la mise en scène.

Avec une écriture raffinée (parfois un peu vieillotte) et rude, un humour incisif et des mots très crus et très directs, *La vieille qui marchait dans la mer* mêle une histoire rocambolesque et un conte cruel liant comédie et drame, ridicule et tendresse, légèreté et profondeur. Tout en racontant les aventures déroutantes d'un « trio amoureux », aussi improbable que déliant, Frédéric Dard se frotte, sans s'encombrer du politiquement correct, à des thèmes existentiels comme la vieillesse et la mort, le désir et la sexualité, le temps qui passe et la



L'étonnante et rayonnante Marja-Leena Junker en Lady M.

Dans une mise en scène délicate et suggestive, Katia Scarton-Kim réussit à trouver un bel équilibre entre excès et économie de moyens pour *La vieille qui marchait dans la mer*

fragilité de l'être, l'enfance et les traumatismes, tout en balayant des sujets de société comme la religion, l'argent ou la morale.

Lady M. (étonnante et rayonnante Marja-Leena Junker dans ce rôle de vieille femme à la fois forte et fragile), escroc hors pair, mène sa barque avec son compagnon de route Pompilius (attachant Jacques Roehrich dans un personnage décalé, à la dégaine de mafioso des seventies). « Il a été mon amant, il est resté mon complice » dit-elle de cet ancien diplomate roumain avec lequel elle partage le quotidien (gestes intimes et paroles obscènes) et parcourt le monde pour déplumer les plus riches. Mais les années filent et la vieillesse a déjà fait ses ravages. À 85 ans, celle qui a mis les hommes à ses pieds, excentrique et resplendissante dans ses robes de diva, doit désormais s'appuyer sur une canne et soulager ses maux avec des bains de mer. Sur une plage de Guadeloupe, elle fait connaissance avec Lambert (convaincant Lionel Liégeois), jeune plagiste de 25 ans, sorte de gigolo assez banal et sans horizon. Cette rencontre éveille en Lady M. les désirs les plus intimes dans une sorte de pied de nez à la mort. Il deviendra son unique amour, l'arnaqueuse trouvant en lui un héritier, au grand désespoir de Pompilius qui, délaissé puis finalement trahi, finira par se suicider. Pour Lambert, c'est une nouvelle vie, faite de voyages, d'escroqueries et de faste, mais aussi d'émotions comme en témoigne son attachement naissant pour cette Lady M. toujours plus déconnectée de la réalité et qui se révélera dans une bouleversante confiance (récit poignant du traumatisme de l'enfance).

Si pendant les premières minutes du spectacle l'on a un peu de mal à entrer dans l'histoire, le trio parviendra avec un bel élan à nous entraîner dans ses aventures romanesques, drôles ou pathétiques, décalées ou émouvantes (comme la scène des roses rouges à Man-

Luxemburgensia

Geschichte zur Deutung der Gegenwart

Romain Hilgert

In den vergangenen Jahren hat sich die Geschichtsschreibung verändert. Wurde sie zuvor als Nebenbeschäftigung von Sekundarlehrern ausgeübt, so nahmen sich nun die Historiker der neu gegründeten Universität ihrer an, auch wenn sie die Geschichte zuerst nur verschieden interpretierten (und digitalisierten). Mit Gilbert Trausch verschwand der letzte Staatshistoriker, ein Nachfolger wurde noch nicht gefunden oder wäre der gesellschaftlichen Verzalzheimerung abträglich.

Unter der liberalen Koalition brachten die barsche Absage der geplanten Ausstellung über den Ersten Weltkrieg und Vincent Artusos Bericht über die Verwaltungskommission im Zweiten Weltkrieg die Geschichtsschreibung in die politische Tagesaktualität. So bot sich Historikern die Gelegenheit, sich als öffentliche, vielleicht sogar organische Intellektuelle zu Wort zu melden.

Zu dieser Zeit begann Denis Scuto, Geschichtsdozent an der Universität, der über die Arbeiterbewegung, die Einwanderung und die Nationbildung geforscht hatte, wöchentliche Beiträge für das *Radio 100,7* und gleichzeitig das *Tageblatt* zu verfassen. Die Geschichtsschreibung sollte dazu dienen, die gesellschaftliche und politische Gegenwart zu deuten, beziehungsweise das Luxemburg von heute und seine Herausforderungen besser verstehen zu helfen, wie Denis Scuto im Vorwort zur aufwändig gestalteten und entsprechend kostspieligen Sammlung *Une histoire contemporaine du Luxembourg en 70 chroniques* schreibt (S. 18).

Die im *Tageblatt* erstveröffentlichten Beiträge erzählen vom Entstehen des Nationalstaats, der europäischen Integration, den internationalen Beziehungen, Volksbefragungen und dem Wahlrecht, aber auch vom Leben im Erzbecken, den Auswanderern und Einwanderern und dem Maulkorbgesetz. Die Brücke zur Gegenwart schlagen Beiträge über die Umweltschutzbewegung oder die Vertuschung von Sexualstraftaten im Bistum, wenn die Themen nicht gleich der Tagesaktualität entnommen sind, wie der Aufstieg Donald Trumps und Matteo Salvinis und der Terrorismus. Die Entwicklung des Steuerwesens und der automatischen Indexanpassungen wird beschrieben, auch wenn Wirtschaftsgeschichte nur am Rande vorkommt. Breiten Raum nehmen der Erste und der Zweite Weltkrieg ein, etwa mit dem erschütternden Schicksal Joseph Springuts (S. 498).

Die Beiträge gehen auf in den Archiven begrabene Dokumente, Zusammenfassungen von Arbeiten anderer Forscher, gegen den Strich gelesene Kapitel der Landesgeschichte bis zu Belletristik, Filmen und Ausstellungen zurück. Tenor vieler Chroniken ist die Überzeugung, dass es hinter der heroischen, patriotischen Geschichte der Schulbücher und Sonntagsreden eine vernachlässigte oder verdrängte Geschichte gibt, die von der Mühsal der einfachen Leute, von den vergessenen Helden und den aus Staatsräson weißgewaschenen Schurken erzählt. Diese Geschichte ans Tageslicht zu zerren, erscheint als mühsamer und manchmal schmerzhafter Prozess.

In einer Zeit, da viele wissenschaftliche Veröffentlichungen sich ängstlich auf Methodologie und Faktensammeln beschränken, um vor den erwarteten Schlussfolgerungen abzubauen, verzichtet Denis Scuto auf die Illusion objektiver Wissenschaftlichkeit. Er schreibt feuilletonistisch in der ersten Person und spricht wiederholt die Zuhörer und Leser direkt an. Sein Geschichtsbild zur Deutung der Gegenwart ist aufklärerisch, fortschrittlich, sozialdemokratisch. Von grundsätzlicheren Kritiken distanziert er sich mehrfach, es ist also nicht allzu störend.

Denis Scuto: *Une histoire contemporaine du Luxembourg en 70 chroniques*, C²DH/Fondation Robert Krieps, Luxembourg, 2019, 678 S., 45 Euro

hatten). Marja-Leena Junker confère à Lady M. une belle humanité et nuance ce personnage pris entre moments d'euphorie, moments de solitude où elle interpelle dieu et moments de grande fragilité.

Dans une mise en scène délicate et suggestive, Katia Scarton-Kim réussit à trouver un bel équilibre entre excès (situations cocasses, échanges nourris des personnages, costumes hauts en couleur...) et économie de moyens, en s'appuyant sur l'espace élargi du plateau, les lumières expressives (de Zeljko Sestak) et la scénographie dépouillée (de Christian Klein) : le décor composé de quelques éléments (une jetée, un lit, d'amples rideaux blancs) ne changera pas tout en se transformant pour représenter des lieux multiples (plage, aéroport, palais à Marbella, hôtel à Manhattan...). Musique et sons pluriels (belle création de Samuel Reinard) ont ici toute leur place et donnent vie d'une façon toute cinématographique aux moult atmosphères de ce voyage rythmé par les résonances de la mer qu'on entend dès l'entrée en salle. Avec légèreté et profondeur, *La vieille qui marchait dans la mer* est un spectacle d'une troublante vérité sur le cours de l'existence et les ravages du temps. À voir.

La vieille qui marchait dans la mer, roman de San-Antonio/Frédéric Dard adapté et mis en scène par Katia Scarton-Kim, est un spectacle interprété par Marja-Leena Junker, Lionel Liégeois et Jacques Roehrich. Produit par le Théâtre National du Luxembourg, coréalisé pour la diffusion par Swing ! Compagnie théâtrale Nancy, il a été créé le 23 janvier 2020 au TNL, où il est à voir les 2 (à 17 heures) et 4 février (à 20 heures) avant d'être présenté le 18 juin (à 20h) au Cube 521 à Marnach ; www.tnl.lu.

Denis Scuto ist überzeugt, dass es hinter der heroischen, patriotischen Geschichte der Schulbücher und Sonntagsreden eine vernachlässigte oder verdrängte Geschichte gibt



Antoine, Anne-Marie, Marie, Jacques, Madeleine und Christine Theisen um 1905. Jacques Theisen war Bauer in Wilwerdingen und Bergmann in Algrange bei Thionville



Dimanche de la compagnie belge Chaliwaté (à gauche) et l'exposition *Augmented Books*



Virginie Megepé © Gym Theater / Rotondes

Festival

Les pépites de Fabula Rasa

Karine Sitarz

Jusqu'au 2 février, les Rotondes vivent au rythme du festival *Fabula Rasa*, tradition bien ancrée et toujours pleine de surprises. L'édition 2020 ne déroge pas à la règle et se déploie à travers cinq spectacles dont *Dimanche* (vu les 24 et 25 janvier), un labo et la chouette expo *AB – Augmented Books* qui met à l'honneur les livres jeunesse. Autant d'opus qui lient réel et virtuel, techniques d'hier et d'aujourd'hui, jeux d'optique et réalité augmentée. Bénéficiant d'une belle mise en espace dans la Rotonde 1, cette expo aux multiples ramifications ravit petits et grands, souvent bluffés. Livres animés, papiers découpés, pages en relief, images cachées, mondes invisibles incitent à s'évader au pays de l'enfance et nous emportent dans de nouvelles narrations où ludisme, onirisme, magie et poésie sont au rendez-vous. Au fil de cette promenade dans les mots et les images qui est aussi invitation à toucher, dessiner, manipuler, expérimenter, tantôt muni d'une loupe magique, tantôt d'une tablette, le visiteur, parcourant villes, paysages et océans, croisant personnages et robots, découvre sept beaux projets d'une dizaine de créateurs (auteurs, illustrateurs, designers...) et de collectifs d'artistes comme Maison Tangible & Erratum avec leurs drôles

L'exposition *AB – Augmented Books* met à l'honneur les livres jeunesse, qui lient réel et virtuel, techniques d'hier et d'aujourd'hui, jeux d'optique et réalité augmentée

de Piafs ! Illustrations originales, maquettes, livres-objets et pop-up faits main se suivent sans se ressembler. Sur une table, on se familiarise avec l'ombro-cinéma pour animer le sympathique *New York en Pyjamarama* de Frédérique Bertrand, Michaël Leblond et Frédéric Rey, sur une autre on tourne les pages vivantes du livre en réalité augmentée *Le Monde des Montagnes* de Camille Scherrer qui y partage des souvenirs d'enfance.

Fabula Rasa c'est aussi et surtout des spectacles. On a ainsi eu la chance de découvrir le magnifique *Dimanche* des Compagnies belges Chaliwaté (Sicaire Durieux et Sandrine Heyraud récompensés en 2018 du Prix SACD Théâtre gestuel) et *Focus* (Julie Tenret), qui partagent une même envie de théâtre pluriel et insolite et avaient déjà travaillé ensemble sur *Backup*, forme courte préfigurant ce *Dimanche* créé en novembre 2019. Les trois artistes multidisciplinaires ont écrit, mis en scène et jouent dans ce spectacle d'une grande intelligence et de toute beauté, qui fait se rencontrer théâtre gestuel, théâtre d'objets, marionnettes, jeu d'acteurs et vidéo. Sans paroles, *Dimanche* dit tout et bien plus encore. Il en va d'un sujet d'une brûlante actualité, l'urgence climatique, et d'une effroyable vision, le naufrage du monde. À travers un récit qui emprunte tant au conte qu'à l'anticipation, mêlant réel (images vidéo de paysages et sons de la nature) et fiction, les artistes portent un regard lucide sur notre planète à la dérive en figurant une humanité totalement dépassée par les événements.

Dimanche met en scène deux histoires parallèles qui alternent leurs chapitres avant de se rejoindre. La fin du monde est proche. Les catastrophes s'intensifient aux quatre coins de la planète : fonte des glaciers, cyclones, séismes, tempêtes de sable, tsunamis... Personne n'est à l'abri. Trois reporters embarquent à bord d'un camion pour une grande

traversée (des pôles aux tropiques, des espaces désertiques aux rivages océaniques), qui devrait leur permettre de documenter la vie des dernières espèces. Mais la réalité les rattrape... L'on apprend la mort tragique d'un premier reporter à travers le petit écran installé dans un foyer à l'autre bout du monde. C'est dimanche, la petite famille suffoque mais s'apprête à passer une journée ordinaire. Sauf que, dans la maison, tout commence à se dérégler, à vaciller, à chavirer...

Sur un sujet aussi grave que le changement climatique, *Dimanche* réussit à nous émerveiller en nous racontant une histoire drôle, sensible, absurde, fantastique et poétique. Sur scène, où tout semble naître et se défaire si naturellement, le visuel et le sonore tissent leurs fils, le très grand le dispute au tout petit et le spectaculaire surgit des petites choses du quotidien. *Dimanche* fourmille de trouvailles ingénieuses qui font qu'une table devient banquise ou camion et qu'elle peut se plier en un clin d'œil. Belle performance des trois artistes qui jouent, miment, manipulent des marionnettes grandeur nature (une grand-mère, un ours blanc, un flamand rose), manient des maquettes de toutes tailles... pour nous emporter dans un monde aux mille et une dimensions et dans un tourbillon d'émotions. *Dimanche*, une pépite pleine de poésie. Un vrai bonheur ! Ne ratez pas ce week-end les dernières histoires de *Fabula Rasa*...

À découvrir l'expo *AB – Augmented Books* (entrée libre, vendredi et samedi de 15 à 19 heures, dimanche de midi à 18 heures) et *Library of sounds & noises* (à partir de six ans), performance théâtrale et sonore de José Antonio Portillo et Enric Monfort, le 31 janvier à 19 heures, le 1^{er} février à 11 et 19 heures et le 2 février à 11 et 18 heures. Toutes les infos sur rotondes.lu

Installation

L'espace-son

Entretien : Marianne Brausch

d'Lëtzebuurger Land : *Commençons par un autre événement que Sitting for decades : vous faites partie du groupe d'artistes qui représenteront le Luxembourg à l'Exposition universelle à Dubaï. Comme votre musique n'est pas « classique », comment cela va-t-il pouvoir être perçu ?*

Patrick Muller : Le comité de sélection s'est posé la question de comment représenter les arts plastiques luxembourgeois et la réponse a été « nous allons présenter un travail collectif » et j'ai été sélectionné comme *sound designer* parce que mon travail sera un aller-retour interactif entre et avec d'autres formes d'expressions artistiques.

Revenons à Sitting for decades, votre installation au Casino Luxembourg, qui fait directement référence à I am sitting in a room d'Alvin Lucier.

Alvin Lucier, qui est un pionnier de l'art sonore est une icône pour moi. C'était un rêve pour moi de le rencontrer, et Kevin Muhlen, le directeur du Casino, m'a donné cette chance. Car Alvin Lucier est tout de même un vieux monsieur de 89 ans et il vit aux États-Unis ! Ceci dit, cela s'est fait très simplement :



Progression, qui accueillera Guy Frisch

il a dit « oui » ! Mais je ne dirais pas que cette exposition au Casino est un hommage au sens strict : ce serait contraire à l'idée même de son travail.

C'est devenu l'œuvre qui occupe actuellement l'espace principal du Casino...

Absolument. *I am sitting in a room* de Lucier date de 1969. D'où les cinq sets de baffles et micros qui représentent chacun une décennie, au cours de laquelle Lucier a collaboré avec et influencé des artistes comme John Cage, Merce Cunningham et plus près de nous Sonic Youth, Pan Sonic, Eric Létourneau.

Tout comme Lucier s'était enregistré lui-même et avait transformé ses paroles en musique électroacoustique, je prends des extraits de l'entretien que j'ai fait avec lui aux USA et je « copie-colle » chaque version qui succède à la précédente et ainsi de suite, de série micro-baffles en série micro-baffles, c'est-à-dire une superposition d'avec la précédente – disons comme empilées en sandwich. Quand vous traversez l'espace et que vous arrivez à la fin, vous avez entendu les différentes couches. Mary Lucier, à l'époque, avait fait la même chose avec une photographie d'Alvin au travail. En photographiant la première photographie, etc. Les deux œuvres avaient été présentées au Guggenheim à l'époque. Ici, les voix, les pas des visiteurs sont enregistrés et seront surimprimés à ce que vous entendez, ce qui donnera une nouvelle création ou re-création.

C'est également le principe de Progression, que l'on voit en premier en montant le grand escalier. Est-ce que vous diriez que le hasard fait bien les choses ?

Si vous entendez par là qu'Olivier Pestiaux dessine et peint les yeux bandés, on pourrait dire ça. Mais c'est bien sûr pour être plus réceptif à l'improvisation sur les instruments à percussion par le musicien Guy Frisch.

« Sitting for decades est ma manière de rendre hommage à un des musiciens acoustique contemporains les plus influents : Alvin Lucier » – Une rencontre avec Patrick Muller

On en revient au travail collaboratif entre disciplines artistiques pour Dubaï...

Et à la création continue. Parce que les deux disciplines, musicale et picturale, créent un « répond » en alternance : si Olivier Pestiaux, certes a créé son premier dessin sur l'improvisation musicale de Guy Frisch que vous pouvez écouter au casque à côté du résultat dessiné, la fois d'après, c'est le musicien qui interprète la « partition » graphique.

D'où la série de panneaux que l'on voit au mur, en attente, et qui seront donc complets, alternant dessins et casques audio à la fin de l'exposition et ce sera l'œuvre *Progression*.



Patrick Muller dans son installation au Casino

C'est ça.

Il y a une troisième œuvre, qui paraît plus pastiche, avec son micro et ses deux baffles. Two balanced lines of music.

Vous voulez dire un hommage littéral à la manière de travailler d'Alvin Lucier ou parce que vous n'entendez rien ? C'est dû à la distance exacte entre les baffles et les baffles et le micro. Mais si vous passez entre, votre corps, vos mouvements, vont générer le fameux effet Larsen, des sons différents selon votre position et vos mouvements.

Ce week-end, qui est la mi-temps de l'exposition, sera très interactif, collaboratif. Vous allez faire œuvre commune avec d'autres artistes durant trois jours.

Oui, ce symposium regroupera un panel d'artistes internationaux et il y aura des conférences, des concerts, des performances, des ateliers pour adultes et pour les enfants. Et ce sera aussi ludique. Le métier de *sound designer* et mes créations peuvent paraître mystérieux, mais tout est question d'approche : moi-même, je ferai plusieurs ateliers avec des enfants, l'exposition sortira hors les murs. Le public sera invité à participer à la promenade sonore de l'artiste katrinem, au pas précis et régulier de chaussures sonores qui, je parie, incitera ses accompagnateurs à marcher de la même manière !

L'installation *Sitting for decades* de Patrick Muller est à voir au Casino Luxembourg jusqu'au 9 février. Le programme complet du Symposium qui a lieu ce week-end, les 31 janvier, et 1^{er} et 2 février est à consulter sur www.casino-luxembourg.lu

Musique live

Coups d’éclat et frustrations

Kévin KroczeK

En mai dernier, à l’occasion du festival *Like a Jazz Machine*, le public d’Opderschmelz découvrait une formation détonante. Tele-Port!, comprendre Jérôme Klein au clavier, Pol Belardi à la basse, Jeff Herr à la batterie et Zhenya Strigalev au saxophone. Le public connaissait évidemment les trois premiers, incontournables représentants du jeune jazz *made in Luxembourg*. Omniprésents et routiniers, on aurait pu craindre qu’ils ne se reposent sur leurs acquis, mais leur prestation fut une gifle. Quant au quatrième luron, musicien russe, outsider lunaire, faussement cynique et diablement attachant, il fut une incontestable révélation pour l’audience présente ce soir-là. Son accoutrement, une sorte de chemise vert pomme, rendait sceptique autant que son jeu et ses interventions faisaient mouche. C’est qu’on attendait avec une impatience enfantine leur retour. Leur set faisait suite à une résidence artistique. Et justement, le fruit de cette résidence, un album sympathique à défaut d’être réellement surprenant, a été présenté le jeudi 23 janvier, toujours au centre culturel de Dudelange. Retour sur un concert en dents de scie, entre coups d’éclat et frustrations.

À vue d’œil, 70 personnes ont répondu à l’appel de Tele-Port!, un chiffre honorable. Les rangées sont quelque peu parsemées, mais les irrédutibles habitués de l’institution sont là et comptent bien en avoir pour leur argent. Une arrivée sur scène timide, sous des spots de lumière fuchsia, précède une entrée en matière qui l’est tout autant. L’ambiance est nébuleuse. Klein brise la glace avec un solo plus qu’efficace. Le saxophoniste est piqué au vif et entre dans la danse. S’ensuit un titre marqué par une ligne de basse satu-

rée, des percussions solides et un duo clavier/saxophone jouant à l’unisson. « Le calme avant la tempête » espère-t-on. Mais le temps passe et la tempête ne se manifeste pas. Quelques morceaux retiennent l’attention, *Epiphany* et *Halls* en tête. À 20h36, Strigalev prend enfin le micro. Lunaire, il l’est toujours autant. Un peu moins inspiré peut-être. Il invite le public à se procurer leur album. Ce disque, paru chez Double Moon

Records, est un sept titres de quarante minutes, à la pochette faussement futuriste et désuète, mais au contenu qui vaut le coup d’oreille.

Le texte accompagnant la sortie du disque nous promettait un « distillant d’ingrédients provenant autant du cœur d’Europe, des États-Unis et de l’Orient ». On a beau gratter les multiples couches de vernis, on ne trouve pas d’Orient dans cette



Tele-Port! à Opderschmelz

« Le calme avant la tempête » espèrent-on. Mais le temps passe et la tempête ne se manifeste pas

musique-là. Résolument européenne et moderne, elle est inévitablement ponctuée par des grésillements dispensables provoqués par Pol Belardi, à genoux qui traficote ses petites machines. Pourtant, c’est debout, sa basse à la main qu’il est à son meilleur. Si la synergie de la troupe se fait toujours autant ressentir et que certains moments font écho aux émotions ressenties lors de la performance du *Like a Jazz Machine*, ce concert n’égale jamais son prédécesseur, qui aurait peut-être gagné à n’être qu’un *one shot*.

Lorsque la formation conclut le set en interprétant *Flight With Only One Wing*, on se met à espérer. Le meilleur morceau du projet contient un excellent *leitmotiv*, mais le saxophone, strident et totalement déchainé à l’origine fait l’effet d’un pétard mouillé. Il a manqué de ce petit quelque chose en plus à ce concert. Puis après tout, on a le droit, voire le devoir peut-être, d’être exigeant avec de tels musiciens.

Kino

Kunst und Isolation

Regisseur Jan-Ole Gerster présenta mit *O Boy* (2012), seinem ersten Film, eine Erzählung um einen umherschweifenden Berliner Ex-Studenten, der sich ganz an einem Tag abspielte. Mit *Lara* hält er nun an dieser narrativen Strategie fest und schildert den Geburtstag der titelgebenden Frau an ihrem Lebensabend. Wir sehen Lara (Corinna Harfouch), wie sie allein in ihrer kleinen Wohnung im Berliner Hansaviertel aufwacht: Ihr Blick scheint abwesend, leer und sogar deprimiert. Nichts scheint sie anzutreiben, das Bett zu verlassen. Und ohne Zigarette kann diese Frau womöglich nicht durch den Tag kommen, auch an ihrem 60. Geburtstag ist das nicht anders. Wir begleiten sie auf ihren Wegen zur Stadtverwaltung, wo sie ehemals angestellt war, zum Elternhaus, zum Konzert.

Obschon man meinen möchte, gleich zu Beginn bereits ganz viel über sie zu wissen, erschließt sich einem erst allmählich das Porträt einer Person, die im Leben alles verloren hat. Jan-Ole Gerster unterlässt es, die Ursachen dieses Umstandes vollends transparent zu machen und belässt es bei einem Zustand der vorerst ganz ausgewogenen Unbestimmtheit. An diesem Tag gibt ihr Sohn Viktor (Tom Schilling) sein erstes Klavierkonzert. Lara hat ihn als Klavierlehrerin von Beginn an gefördert und sieht seinen Erfolg auch ein Stück weit als ihren Verdienst. Aber Viktor ist seit Wochen nicht erreichbar und Lara scheint im Gegensatz zu ihrem Ex-Mann Paul (Rainer Bock) und dessen neuer Partnerin nicht zu diesem Ereignis eingeladen zu sein. Der Tag wird dann plötzlich eine unerwartete Wendung nehmen...

Lara erzählt von einem Leben in kompletter Isolation

Die Konfliktlinien, die uns in der Mutter-Sohn-Beziehung angeboten werden, sind klar gezeichnet: Lara hat ihren Sohn von sich getrieben. Die Kritik am Geniekult und dessen Isolation sind gewiss einer filmischen Tradition verschrieben und entsprechend läuft der Spannungsbogen zielgerichtet und mit unmittelbarer Stringenz auf diesen Konzertabend zu, den Gerster allerdings nicht als dramatischen Höhepunkt inszeniert. Dafür bringt er Laras ehemaligen Klavierlehrer (Volkmar Kleinert) ins Spiel, über den er die etwas simple und gefällige Botschaft des Films transportiert: Gehe selbstbestimmt deinen Weg.

Lara erzählt von einem Leben in kompletter Isolation, das durch zu hohe Ansprüche und durch maßlosen Ehrgeiz an der Grenze zum Wahn verschuldet wurde. Corinna Harfouch erinnert fern an Isabelle Huppert, die in Michael Hanekes *Die Klavierspielerin* (2002) eine ähnlich gelagerte Rolle innehatte. In ihrem Gesicht lassen sich längst begrabene Träume und die Leere eines verlebten Lebens ablesen, dabei gleiten ihre Blicke teilweise ins Zynisch-Gleichgültige. Sie spielt diese Frau fast apathisch; sie gibt einen fast leeren Menschen. Auch erahnen wir, dass da eine große Selbsttäuschung über ihr liegt. Tom Schilling, der bereits in der Hauptrolle in Gersters *O Boy* überzeugte, spielt den zweifelnden und sensiblen Künstler mit Zurückhaltung und Konzentration. Das Darstellerverpaar vermittelt über die papierhaften Musiker-Dialoge hinweg, dass beide doch noch miteinander über die Kunst verbunden sind, aber auch wie viel Obsession in dieser mütterlichen Liebe steckt.

In alledem gibt der luxemburgische Schauspieler André Jung den alternden Herrn Czerny; eine Figur, die als Funktionsträger in diesem Beziehungsgeflecht agiert. Jung vermag es indes – bei aller Funktionalität und Schemata seiner Auftritte – eine emotionale Wahrhaftigkeit zu erzeugen, die seine Figur anziehend macht. Es ist zuvorderst sein Zusammenspiel mit Harfouch, der den Kern dieses Zustandes emotionaler Entfremdung erschichtlich macht: Die Menschen sind isoliert, allein gelassen und zugleich doch miteinander eingeschlossen. Auch wenn Lara sich der Erkenntnis in dieser Situation des furchtbaren Ausschlusses gegen Ende gewahr wird, so strebt Gerster doch keine Entschuldigungs-Narration an. Stattdessen registriert sein Blick konzentriert und still den Zustand einer desolaten Absonderung und zeigt, wie Kunstkritik die Einsamkeit hervorruft. Dass Jan-Ole Gerster bemüht ist, neue Wege im gegenwärtigen deutschen Film zu gehen, liegt auf der Hand – und Lara wird vermutlich sein Publikum finden. Marc Trappendreher

Musique classique

Éloge de l’excentricité

Dominique Moons-Escande

Au temps où Frédéric Le Grand était flûtiste et compositeur amateur à ses heures, la notoriété de Carl Philipp Emanuel Bach, habile diplomate très à l’aise en société, écliprait celle de son père, Johann Sebastian. C’est d’ailleurs en rendant visite à son fils, alors claveciniste au Château de Postdam, que Bach père composa l’Offrande musicale sur un thème suggéré par le souverain. Si les deux frères Wilhelm Friedmann (1710-1784) et Carl Philipp Emanuel (1714-1788 ; fils de Maria Barbara, la première épouse de Bach), furent tous deux formés en clavecin et composition par leur illustre père, leur musique et leurs carrières respectives évoluèrent dans des voies radicalement différentes.

Le succès de cette formation repose sur un savant équilibre entre la réalisation harmonique du clavecin, la conduite mélodique partagée entre la flûte et le violoncelle, et de subtils choix d’ornementation

Pour sonder les différences stylistiques entre les deux fils et leur père, le trio suisse, luxembourgeois et néerlandais de Markus Brönnimann (flûte), Jean Halsdorf (violoncelle) et Léon Berben (clavecin) a élaboré un programme de concert autour de trois de leurs sonates respectives, composées dans la même tonalité de mi mineur. Cette dernière permettrait, selon le théoricien Johann Johann Mattheson (*Das Neu-eröffnete Orchestre*, Hambourg, 1713), d’exprimer une « pensée profonde », le « trouble », la « tristesse, mais de telle manière qu’on espère la consolation : quelque chose d’allègre mais non pas gai ».

Contrairement aux passages unifiés de la musique de Jean-Sébastien Bach, la *Sonate en mi mineur (BR WFB B 17)* de Wilhelm Friedmann, très virtuose et technique (grands sauts d’intervalles, etc.), retrouvée en 2002 à la Staatsbibliothek de Berlin, juxtapose des écritures très différentes sur des passages très courts. Au point qu’il est parfois périlleux d’y placer des respirations ! Cette excentricité rejoint par moment, sur des registres différents, l’exigence de deux pièces contemporaines au programme du concert. La *Chaconne* (création) de Jean Halsdorf, inspirée de la célèbre *Chaconne pour violon* de J.S. Bach et *Nomos* (2016) de Markus Brönnimann illustrent à tel point, comme au XVIII^e siècle, l’œuvre contemporaine s’imprègne et se distingue de modèles existants.

La musique de Carl Philipp Emanuel Bach, par sa nouvelle expressivité, s’inscrit dans le courant artistique du *Sturm und Drang*, auquel il a particulièrement contribué. Ainsi, émancipé des leçons de son père, Carl Philipp Emanuel revendique de « jouer avec toute son âme et non comme un oiseau bien dressé ». Sa *Sonate en mi mineur wq* a été composée à Potsdam, après qu’il ait achevé ses études de droit. Il y fréquentait alors le théoricien Johann Joachim Quantz, auteur d’un célèbre traité sur la musique et sur la flûte (*Versuch eine Erwählung*).

La *Sonate en trio pour flûte, violoncelle et clavecin* explore différentes manières de produire un

son : cordes pincées, cordes frottées et vent. Le succès de cette formation repose sur un savant équilibre entre la réalisation harmonique du clavecin, la conduite mélodique partagée entre la flûte et le violoncelle, et de subtils choix d’ornementation. S’il est possible de se raccrocher à quelques écrits de Bach père (notamment les reprises ornementées des sonates pour clavecin), une grande liberté est laissée aux interprètes. Le choix et l’interprétation des nuances, peu indiquées, sont tout aussi cruciaux. Ainsi, le claveciniste peut-il, pour suggérer un piano ou un forte, « augmenter le nombre de notes jouées » et gagner en densité.

Bach-père a sans aucun doute transmis à ses fils, dans leur foyer, qui « ressemblait tout à fait à un pigeonier » (*C.P.E. Bach*), ces bases musicales essentielles pour développer leur créativité singulière. À l’époque, il pouvait être

Lrre d’entendre au sein d’un même concert leurs répertoires distincts, ainsi que le déplore Friedrich Zelter au sujet de Wilhelm Friedrich : « Je l’ai souvent admiré au clavecin, au piano-forte, au clavier, mais je ne l’ai jamais entendu jouer une note de son père, ce que tout le monde souhaitait » (Lettre à Goethe). Merci au trio Brönnimann/Halsdorf/Berben, de nous offrir ce privilège en conviant père et fils dans l’exceptionnelle acoustique de la salle de musique de chambre de la Philharmonie, avec, en guise de bouquet final, la *Sonate en ut mineur BWV1034* de Bach père, un pur chef-d’œuvre composé en 1747, trois ans avant sa mort.

Markus Brönnimann (flûte), Jean Halsdorf (violoncelle) et Léon Berben (clavecin) en concert à la Philharmonie Luxembourg, samedi 1^{er} février à 20 heures à la Philharmonie Luxembourg. Plus d’infos et tickets : philharmonie.lu.



Le trio Léon Berben, Markus Brönnimann et Jean Halsdorf

Luxemburgensia

“Listen, I don’t want to turn this into a novel”

Claire Schmartz

A sengem extensiven, zweesproochege De-bütroman *Magnetosaurus. Nostalgodon* verzielt de Jean-Marc Lantz vun der Jugend vu sengem Alter-Ego Joé an de 1970-er an 80-er-Joren am Minett. De Joé ass an enger cooler Band, där hir Musek di jonk flott Nopesch mat de schéine laangen Trëtzen an dem Bandana päift, wann si mat Eemeren an de Stall geet, fir d'Déieren ze fidderen, an him dobäi en Aen zoupëtzt – hiren éischten Hit also! Seng Jugend zu Péiteng ass vun der mëttelmëssiger Rou am Nokrichslëtzebuerg gezeechent, wou d'Leit Jonge mat laangen Hoer net trauen, Musek op Englesch an Hippie-Attitüden esou lues a Moud geroden, awer den Elteren net gefalen; an de Meedercher nozelafen ass scho schwéier genuch, wann hir Pappen net och nach en Hond hunn oder eng Flënt. De Joé mécht e *road trip* op d'Belsch Küst, vum Lampertsbierg geet et fir hie fir de Studium op Wales, wou hie méi oder manner laang a méi oder manner wichteg Léifschafte huet, déi den haaptsächleche roude Fue dem an der Chronologie vum Roman bilden.

Wat fir eng Sproch an typesch Plazen als Bün fir des Geschichte gewielt ginn! Alles ass bal fantastesch ur-typesch Lëtzebuergesch, vun de Spëtznimm iwwert d'Manéier, wéi geschwat gëtt: Lass geet et op der Fouer als Flanéier-Meil, als *place to be* fir ze gesinn a gesinn ze ginn – do spadséiert di ganz Lëtzebuurger Gesellschaft laanscht! Als Heeschert à la Gantenbein kuckt de Verzieler, wat aus dem engen oder anere vu sengen eemolege Bekannte ginn ass. Déi réckbléckend, evaluéierend Perspektiv ass scho vun Ufank un an dem nostalgischen Tounfall spierbar, och an den noerzielte Réckblécker oder Szenen, wou d'Vergaangenheet operstoe gelooss gëtt.

Dobäi vermëscht sech spéider Asiicht mat jugendlechem Elan, ouni eng Vue kloer erauszuschaffen, wat matverantwortlech ass fir d'Distanz zum Text, déi ee geleeëntlech méi oder manner staark spiert. D'Parallel zum grouse literaresche Virbild James Joyce a sengen *Dubliners* ass staark präsent, wann de Kuriositéitenkabinett vu Lëtze-



Jean Marc Lantz

buurger Schattengestalten, Jugendlechen, Stieter an der Vergaangenheet eng Stemm gi gëtt; enger Vergaangenheet, senger Jugend, fir déi sech den Erzieler schummt, wéi hien am Text zougëtt. Mee dat Schummen schéngt vrun allem en mal-être mat der Jugend am Allgemengen ze sinn an hirer Wellheet, de Meedercher, dem Chaos – éischter wéi eng Spiegelung vun de vagen, awer omnipresenten Undeutungen an Erënnerungen un de Krich, den Erlebnisse vum den Elteren, déi de *Nogebueringen* zougëtt, net verstoen ze kënnen, ebe well him all déi Erfahrung feelen – och wann den Krich präsent ass, versteet den Joé net ganz.

Coming of Age vs. d'hermetesch ofgeschlossen, partikular Perspektiv vun engem individuelle Werdegang. Et ass keen Portrait vun enger Generation an enger Zäit, mee d'fragmentaresch, zesummengestéckelt subjektiv Geschicht vum Joé, déi aus der rebellescher Jugendperspektiv eraus der Gesellschaft e Spiegel virhale wëll; ruppeg an heiansdo betount am Tounfall vun de Caféen, schéngt a kléngt de Floss vum Text dach tëschenduerch beméit, Niewefigure bléiwen anekdotescht-funktionell. Den Tounfall an d'Motiver sinn, wann och gutt beobacht, heiansdo ze punktuell oder fannen sech net am Roman erëm, duerchwues mat Impressiounen,

popkulturellen Elementer, Gedichtsschnéppelen, Auszich aus Liddertexter a mat Zitater aus Bicher a mat typeschen, ur-Lëtzebuergesche Referenzen. Et ass eng Schachtel Erënnerungen aus der Jugend – mee heiansdo esou gewollt, dass déi eeler Elementer net an di gewollten Energie vun der verzielter Jugend passe wëllen: Si evoquéiere schonn den eeleren Alter-Ego hanner der jugendlecher Figur Joé, deen op seng Erënnerungen zrëckbléckt.

Heiansdo déck opgedroen a voller Spréng an enger ausufernder, awer stolzer Sproch, déi net op e Punkt komme wëll a vläicht grad dofir esou vill

Heiansdo déck opgedroen a voller Spréng an enger ausufernder, awer stolzer Sproch, déi net op e Punkt komme wëll a vläicht grad dofir esou vill Säite féllt, gëtt een als Lieser heiansdo midd vun där Perspektiv

Säite féllt, gëtt een als Lieser heiansdo midd vun där Perspektiv. A wann dann nach Passagen op Englesch iwwert den Text erabriechen, wëll dat nu emol de Goût ass, deen des Erënnerungen hunn, dann ass den onvereinbaren Broch mat dem esou iwwerzeegend an detailléiert ausgeschafften Letzebuergertum ze staark, de soss esou demonstrativ an de Fokus gestalt gëtt. Dat léisst d'Nostalgiekarussell ëmkippen, dass d'Päifen am Stépps jippend queesch dinn.

Jean-Marc Lantz: *Magnetosaurus. Nostalgodon*. capybarabooks 374 Säiten 25 Euro.

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 02.03.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :

Travaux de toiture à exécuter dans l'intérêt du Lycée Michel Lucius à Luxembourg – transformation du bloc 6000.

Description succincte du marché :
Travaux de démolition de l'étanchéité existante, pose d'une nouvelle isolation thermique et d'une nouvelle étanchéité y compris pose de nouvelles coupoles en toiture.
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
Durée prévisible du marché : 25 jours ouvrables
Début prévisible des travaux : 2^e trimestre 2020

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
27.01.2020

La version intégrale de l'avis n° 2000142 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 11.03.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de menuiserie métallique extérieure à exécuter dans l'intérêt de la construction de la Maison de soins à Bascharage.

Description succincte du marché :
Le présent marché est un marché de travaux de menuiserie extérieure et protections solaires pour la construction d'une maison de soins à Bascharage.
Les travaux comprennent entre autres des fenêtres avec des grilles de protection et des protections solaires d'env. 2 370 m². Les fenêtres et stores sont à fournir avec un système de gestion.
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible des travaux est de 100 jours ouvrables.
Début prévisionnel des travaux : fin 2020

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires
Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :

27.01.2020

La version intégrale de l'avis n° 2000162 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 02.03.2020
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de plâtrerie et de faux-plafonds à exécuter dans l'intérêt du Lycée Michel Lucius à Luxembourg – transformation du bloc 6000.

Description succincte du marché :
Réalisation d'habillage en plaque de plâtre EI30 de colonnes et poutres, réalisation de plafond coupe-feu EI30 et repose de dalles de plafonds métalliques existantes.
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
Durée prévisible du marché : 40 jours ouvrables
Début prévisible des travaux : 2^e trimestre 2020

Section IV : Procédure

Cinémasteak

Nuit et Brouillard et les usages politiques de la mémoire

Fabrice Montebello

Ce soir, la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg programme le célèbre documentaire d'Alain Resnais, *Nuit et Brouillard*, consacré au système de déportation et d'extermination nazi. Cette séance spéciale est présentée « dans le cadre d'une série de projections et d'activités scolaires qui visent à perpétuer la mémoire de la Shoah et à mettre les jeunes en garde contre les dangers de l'intolérance, de la haine raciale et de l'ignorance ». Depuis sa sortie en France en 1956, le film n'a cessé de faire l'objet d'usages pédagogiques pour informer et alerter les jeunes générations au sujet du nazisme et de son rôle dans le déclenchement du plus meurtrier des conflits de l'humanité et de la destruction des juifs d'Europe. Cependant, si la valeur du film est universelle, son interprétation a varié en fonction des intérêts politiques du moment.

Nuit et Brouillard est le produit d'une commande officielle de l'État français. L'initiative est partie d'Henri Michel, le directeur du Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale (CHGM), suite à l'organisation à Paris, du 10 novembre 1954 au 23 janvier 1955, de l'exposition *Résistance – Libération – Déportation*. Son succès (60 000 visiteurs dont 30 000 scolaires) donne à Henri Michel l'idée de produire un film sur « le système concentrationnaire ». Aidé d'Olga Wormser (proche du parti communiste et auteure en 1944 d'une étude sur les camps de concentration), Michel sollicite le producteur Anatole Dauman. Le choix d'Alain Resnais, alors jeune documentariste associé aux cinéastes engagés de « la rive gauche » ancre la réalisation du film dans le rappel des leçons contemporaines du passé. Prix Jean Vigo pour son documentaire anticolonialiste *Les statues meurent aussi* (1954)



Les enfants rescapés d'Auschwitz montrent leur matricule aux reporters de l'Armée Rouge. La scène est partout présente dans les médias de nos jours, le film dont elle est extraite, *Auschwitz* d'Elizaveta Svilova (1945), est lui complètement oublié.

– interdit de projection pendant onze ans – Alain Resnais n'oublie pas d'associer *Nuit et Brouillard* à la dénonciation du « racisme éternel », tel qu'il peut revivre notamment dans la guerre coloniale que la France mène alors en Algérie. Ce qui lui vaudra l'absense totale de collaboration du Service Cinématographique des Armées, alors que le film est soutenu moralement et financièrement par le ministère des Anciens Combattants. Alain Resnais s'adjoint aussi la collaboration de l'écrivain Jean Cayrol, ancien résistant et déporté à Mauthausen et celle du grand compositeur autrichien, Hanns Eisler, collaborateur de Bertolt Brecht et sympathisant communiste.

Le résultat final est un film de 32 minutes d'une rare efficacité, à la fois réquisitoire implacable et démonstration pédagogique sans dérive moraliste. Il combine habilement des images contemporaines, réalisées en couleurs, avec des documents d'archives en noir et blanc, fixes ou animés, pour mieux exprimer l'écart entre les horreurs du passé et la quiétude du présent. Un accord est passé avec le ministère de l'Éducation nationale

C'est le propre des « commémorations » et des « devoirs de mémoire » que de contribuer paradoxalement à « l'oubli »

pour lui céder les droits non commerciaux et non exclusifs d'exploitation du film dans le réseau scolaire. À partir des années 1960 jusqu'à nos jours, en France, comme en Allemagne, des centaines de milliers de collégiens feront l'expérience d'un film-choc à la fois salutaire et traumatisant. La scène finale des charniers déplacés par un bulldozer est gravée dans toutes les mémoires et symbolise à elle seule la monstrosité du système concentrationnaire conçu par les nazis même si les images sont le résultat d'un contresens comme nous le verrons plus loin.

aucune image d'archives et entièrement centré sur la mémoire orale du massacre des juifs d'Europe. Le nombre d'entrées réalisé est ridicule (un peu plus de 78 000 dont plus de la moitié à Paris) mais son impact sur la critique cinématographique et le public cultivé est énorme. L'expression « Shoah » – « catastrophe » en hébreu – entre immédiatement dans le vocabulaire intellectuel courant. Le mot est utilisé sans interrogation ni recul critique comme un quasi-« concept » par certains historiens et universitaires. Les thèses et les chaires sur « la Shoah » se multiplient.

Paradoxalement, ce mouvement aboutit à une relecture critique de *Nuit et Brouillard*. Dans l'espace public français, la « mémoire » des camps passe de Buchenwald à Auschwitz, de la Résistance et de la déportation politiques, au génocide des Juifs. Les travaux des historiens sur la mémoire du génocide identifient la construction d'une représentation collective du « déporté » à la Libération dans un « tout » français, politique et résistant, où disparaîtrait la particularité de l'expérience des survivants et des morts d'Auschwitz, exterminés parce que Juifs. Cette interprétation est favorisée par la « dépolitisation » rétrospective de la Seconde Guerre mondiale à la suite de la chute du mur. L'assimilation du communisme soviétique au nazisme via le rejet du totalitarisme contribue à focaliser l'attention sur la victime innocente au détriment du militant politique. Dans la valorisation de la spécificité juive du génocide, ce qui disparaît notamment, c'est la figure centrale du juif communiste.

Enrichie par ces travaux d'histoire, la distinction essentielle entre camps de concentration et centres de mises à mort, paraît désormais confondue dans le film de Resnais. Rappelant avec justesse que la scène finale du charnier déplacé par le bulldozer est empruntée à des films tournées à la Libération par les soldats Britanniques à l'ouverture du camp allemand de Bergen-Belsen, l'historienne Annette Wieviorka note que « les seules images de la mort de masse que nous possédions sont précisément celles de Bergen-Belsen dont l'horreur est généralement analysée à contresens » (*Déportation et génocide*, Plon 1992, p. 209). En effet, en tant que camp de concentration Bergen-Belsen ne pouvait témoigner du fonctionnement des centres de mise à mort. Et de la même manière, *Nuit et Brouillard* d'Alain Resnais, en partie composé d'images et de films d'archives récupérés dans la partie occidentale de l'Europe en guerre, ne pouvait rendre matériellement visible la destruction programmée des Juifs d'Europe, car celle-ci avait eu lieu à l'Est. Il est faux cependant de dire que le même film n'a pas contribué à la diffusion de cette vérité. Parce qu'aucune image ne parle d'elle-même, il est vain de chercher en elle, une preuve quelconque. Toute analyse de film est inséparable du contexte dans lequel celui-ci est produit, montré, consommé. Il est faux aussi de dire qu'il n'existe pas d'images des camps d'extermination. Ayant supporté tout le poids de la guerre, l'Armée Rouge a enregistré des documents visuels et témoigné de la barbarie du système concentrationnaire plusieurs mois avant l'ouverture des camps de concentration de Bergen-Belsen, Dachau ou Buchenwald.

Les Soviétiques qui avaient déjà mis en scène dans des films de fiction des années trente, et sans aucune ambiguïté, la nature antisémite du nazisme, contribueront à la réalisation de trois documentaires, d'une trentaine de minutes chacun, sur l'ouverture des camps d'extermination de Majdanek et d'Auschwitz (*Majdanek*, *Death Camp* d'Aleksander Ford, Majdanek d'Irina Setkina, *Auschwitz* d'Elizaveta Svilova, 1944 et 1945). Conçus pour une diffusion internationale, les deux derniers ont été projetés aux États-Unis et en Europe avant la fin de la guerre. Spontanément associés à la « propagande rouge » d'un régime tyrannique et liberticide, ils suscitaient la méfiance des autorités publiques occidentales mais non celle des spectateurs. La guerre froide qui suivit rapidement la fin de la Seconde Guerre mondiale acheva de les faire sombrer dans l'oubli. Les films comportaient des scènes de reconstitution factice évidentes. Mais ils n'éluadaient rien du système de mise à mort industrielle, des exécutions par balles au massacre dans les chambres à gaz, et de son acharnement contre des victimes civiles innocentes, notamment les enfants. Comme dans les films des pays occidentaux, l'appartenance juive de la majorité de ces

Festival

Fantastic Gérardmer



The Room de Christian Volckman est une coproduction luxembourgeoise

Loïc Millot

Du 29 janvier au 2 février, la cité de Gérardmer accueille le 27^e Festival international du Film fantastique. Des festivités qui se déploient chaque année dans le cadre sylvestre des Vosges, entre lac, monts et forêts. Seule la neige manque quelque peu au rendez-vous. Pour cette nouvelle édition, une riche programmation a été concoctée par l'équipe de la manifestation, rassemblant de nombreuses projections de films évidemment, mais aussi des rencontres littéraires, des concerts et des expositions en différents lieux de la ville.

Le jury des longs-métrages, composé de personnalités telles que Arielle Dombasle, la réalisatrice Alice Winocour (*Augustine*, 2012 ; *Maryland*, 2015) ou encore Jean-François Rauger, directeur de la programmation de la Cinémathèque de Paris, est présidé cette année par la cinéaste et actrice italienne Asia Argento. Celui-ci est amené à décerner trois récompenses : le Grand Prix, le Prix du Jury, ainsi que le Prix de la musique originale. Parmi les dix films en compétition officielle, issus majoritairement d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon, figurent *Sea Fever*, premier long-métrage que l'on doit à Neasa Hardiman. Frayeurs en haute-mer garanties, Jules Verne n'avait qu'à bien se tenir ! Autre premier long-métrage, l'hilarant *Snatchers*, du duo de réalisateurs américains Stephan Cedars & Benji Kleiman, a été présenté en ouverture du Festival. Le Canada est représenté avec le glaçant *Répertoire des villes disparues*, septième long-métrage de fiction de Denis Côté. Citons également la présence du film japonais *Howling Village*, du terrifiant *Vivarium* de Lorcan Finnegan, ou encore de l'excellent *Blood Quantum*, de Jeff Barnaby, qui convoque la présence des morts au sein d'une communauté amérindienne. Enfin, on ne manquera pas de voir *The Room*, une co-production franco-belge et luxembourgeoise signée Christian Volckman. De son côté, les membres du jury des courts-métrages, présidé par Benoît Forgeard, qui présentera à cette occasion son dernier film (*Yves*, 2019), passeront à examen cinq films : *Boustifaille*, de Pierre Mazingarbe, *Dibbuk* de Dayan D. Oualid, *Figurant* de Jan Vejnar (avec Denis Lavant dans le rôle principal), *Nouvelle Saveur* de Merryl Roche, et *Tempus Fugit* de Lorenzo Recio. Tous ces courts concourent pour le Grand Prix du court-métrage.

Parmi les autres temps forts du Festival de Gérardmer se tiendra une grande rétrospective de films, dont *La Cité des enfants perdus* (1995) de Jeunet & Caro, *Blueberry* (2004) de Jan Kounen, *Sheitan* (2006) de Kim Chapiron, *La Nuit a dévoré le monde* (2018) de Dominique Rocher, ou encore *Les Particules* (2019) de Blaise Harrison. La section « Rétromania » complète ce panorama avec quelques échantillons rares du cinéma fantastique : le chef-d'œuvre de Benjamin Christensen, *Haxan – The Esoteric Cut –*, puis *Les Lèvres rouges* (1971) de Harry Kümel et *Le Crocodile de la mort* (1977) le vendredi 31 janvier, que l'on doit à Tobe Hooper, cinéaste devenu célèbre depuis Massacre à la tronçonneuse (1974). Le samedi 1er février (11h45-13 heures), à la Maison de la Culture et des Loisirs (MCL) de Gérardmer, sera proposé au public une rencontre sur le thème « Fantastique français : en quête de l'imaginal », à laquelle participeront Olivier Assayas, Jean-François Rauger, Christophe Gans et Jan Kounen. En soirée sera organisé un hommage en présence d'une vingtaine de cinéastes invités dans le cadre de la rétrospective.

La nuit du vendredi 31 janvier sera dédiée au studio britannique de la Hammer Films, avec trois productions où le sexy se mêle à l'effroi : *Dr Jekyll & Sister Hyde* (1971), *La momie sanglante* (1971), ainsi que le dernier film sorti des studios de la Hammer : *Une fille... pour le diable* (1976) de Peter Sykes. Les spectateurs qui aiment veiller tard ne manqueront pas les projections de la section « Nuit décalée », où l'on pourra tantôt rire, tantôt frémir devant le film d'Arielle Dombasle *Alien Crystal Palace* (projection unique le vendredi 31 janvier), sans oublier *Aquaslash* de Renaud Gauthier et *Satanic Panic* de Chelsea Stardust (vendredi 31 & samedi 1er février), dans lequel une livreuse de pizza subit l'emprise d'une secte satanique... Le programme-cadre du festival propose concerts et expositions, pour une programmation qui a de quoi attirer les curieux et amateurs de tous les arts.

Programme complet : <http://festival-gerardmer.com/2020/>

victimies était passée sous silence. Mais, les reportages de la presse écrite, en URSS et en Europe occidentale ou aux États-Unis mentionnaient dès la Libération, la dimension massive et la focalisation antisémite des crimes nazis. Il était donc facile pour les spectateurs de l'époque de relier ces connaissances au contenu des images projetées.

C'est le propre des « commémorations » et des « devoirs de mémoire » que de contribuer paradoxalement à l'oubli ». Dans un article paru en 1993 dans la revue *Esprit* « les pièges du souvenir », l'historien américain d'origine luxembourgeoise, Arno Mayer écrit que « la mémoire d'Auschwitz oublie ». Elle « oublie que cette machine de mort était implacablement animée non seulement par I.G Farben (dont on est en train de changer le nom pour faire oublier le passé) mais aussi par la guerre de conquête et la croisade

anti-bolchevique en Europe orientale conduites par l'Allemagne nazie ». Le but de cette dernière visait moins la destruction des Juifs d'Europe que celle d'un régime issu de la révolution communiste. Cet aspect de la Seconde Guerre mondiale et de la lutte contre le nazisme ne cadre pas avec l'humanisme simpliste qui sert aujourd'hui de justification morale à une Union européenne d'orientation néolibérale, rétive à toute critique sociale et à toute intervention étatique de contrôle du marché. « Intolérance » et « haine raciale » ne sont pas considérées comme des pratiques portées par des rapports de forces économiques, sociaux et politiques mais comme des « mauvaises idées » dont la propagation serait favorisée par l'ignorance » des personnes ordinaires. L'aveuglement total aux causes sociales du racisme et de l'antisémitisme est pourtant le plus sûr moyen de contribuer à leur renaissance.

STIL

Tout le monde sans fil

Cyril B.

Une vieille publicité française pour le téléphone proclamait : « Le bonheur, c'est simple comme un coup de fil ». Depuis ces temps préhistoriques, force est de constater que rien n'a vraiment changé. Certes, les téléphones ont perdu leur cordon en spirale encore plus tôt que leur cadran et leur clavier. Pourtant, revendiquer l'appellation « sans fil » est une allégation qui paraîtra absurde à tous ceux qui conservent dans un tiroir chez eux ou au bureau une belle collection, soigneusement emmêlée, de tous les câbles possibles et imaginables qui sont passés entre leurs mains depuis l'époque de leur premier Ericsson. Ne mentez pas, vous aussi.

La situation infernale semblait s'être un peu améliorée ces derniers temps. Oubliés les chargeurs différents d'une marque à l'autre, voire d'un modèle à l'autre, avec des fiches aussi exotiques que les marques qui existaient à l'époque et qui, même pour un constructeur donné, évoluaient parfois d'un modèle à l'autre, au fil des fantaisies d'ingénieurs démoniaques dont le plaisir sadique consistait à compliquer la vie du reste de l'humanité en concevant des téléphones avec des touches trop petites, des batteries qui se déchargent en vingt minutes et, surtout, des chargeurs dont le seul point commun était d'être lourds, gros et jamais rangés là où on les cherchait.

En effet, depuis quelques années, on pensait être entrés dans un monde toujours aussi absurde, puisque chaque appareil était livré avec un chargeur, mais un peu moins compliqué, puisque tous ces chargeurs étaient interchangeables. Du moment que le fil se terminait par un « micro USB », on pouvait rester chargés. Jusqu'au jour récent où vous avez déballé votre dernier gadget numérique et où vous avez réalisé, horreur, qu'un nouveau connecteur était apparu. Passé la désagréable surprise de devoir remettre une fois de plus une vingtaine de câbles dans votre fameux tiroir, il faut reconnaître que le nouveau « USB Type C » présente un avantage majeur sur ses prédécesseurs. Ce n'est pas qu'il soit plus rapide ou plus puissant, c'est qu'il est réversible ! Une prise qui peut se brancher dans les deux sens, voilà qui va faciliter la vie des six milliards d'êtres humains qui, tous les jours, perdaient trois secondes à connecter les câbles dans le mauvais sens, bousillaient leurs smartphones et, à force d'énervement contre un monde aussi injuste, en arrivaient à battre leurs enfants ou voter pour l'extrême droite.



Les téléphones ont perdu leur cordon en spirale encore plus tôt que leur cadran et leur clavier

Rien ne dit que nous soyons au bout de nos peines. Si l'on veut avoir une idée de ce que peut donner le progrès technique laissé entre les mains du génie humain, il suffit de partir à l'étranger et de regarder à l'autre bout de son chargeur : du côté de la prise électrique, c'est également du grand n'importe quoi ! Type A ou B en Amérique du Nord et au Japon, type C, E ou F pour la plupart des pays d'Europe à part le Royaume-Uni et l'Irlande, type D en Inde et au Népal, type G au Royaume-Uni, en Irlande, à Malte ou en Malaisie, passons sur les détails que n'aurait pas pu imaginer Franz Kafka dans ses pires cauchemars. Il existerait quinze types de prises électriques domestiques à

travers le monde, huit tensions, deux types de fréquences. Tout ça pour pouvoir juste faire marcher des sèche-cheveux ou des aspirateurs ! Quelqu'un peut-il expliquer pourquoi, après deux guerres mondiales et soixante ans de construction européenne, et alors qu'ils réussissent à construire des avions et des fusées ensemble, les Français ont des prises de terre avec un trou en bas et les Allemands avec deux ergots sur le côté ?

On peut raisonnablement espérer que, dans un monde idéal, les appareils électriques, au même titre que les casques audio, la viande, les asperges ou les haricots verts, seraient tous sans fil. Fini

le démêlage des nœuds qui réapparaissent mystérieusement au fond de votre sac à main. Fini le branchement périlleux de l'appareil à raclette en équilibre derrière l'écran de télévision à 2 000 euro. Fini le câble trop court de l'aspirateur qui s'arrête juste avant la fin du tapis. Le pétrole et le charbon sont peut-être des énergies du passé, il n'en demeure pas moins qu'elles vous offrent un degré d'autonomie à peu près incomparable et des modalités de chargement basées sur un principe qui a fait ses preuves : un réservoir qu'on remplit. Pile à combustible ou chargement par induction, on s'en fiche, tant qu'on est débarrassé de ces fils indignes et autres prises de têtes.

Sur la toile



Si la mode déchaîne toujours autant les passions, sa fabrication fait aujourd'hui aussi l'objet de pas mal de critiques, vu le fait que les grandes maisons n'hésitent pas à faire fabriquer dans des pays où le salaire a toujours du mal à nourrir son homme et à utiliser des matières écologiquement douteuses. Il est d'autant plus rafraîchissant de tomber sur un blog comme *thegood-goods.fr*, réputé comme étant le premier média mode et lifestyle éco-responsables. À part y voir des rubriques principales dédiées à la mode, au lifestyle et à la culture, on y trouve un annuaire dans lequel on répertorie de façon bien ordonnée les articles dédiés aux genres, aux fringues, aux accessoires, au dandy, au *gentleman farmer*, plus et encore. Le tout analysé de façon critique et moyennant une belle mise-en-page dans laquelle une typo soignée a encore son importance. Côté vestimentaire, pour ces messieurs, j'apprécie particulièrement le coton biologique utilisé pour les pulls de Laetitia Modeste et aussi les produits de Laines Paysannes. « La petite mort » et « Les Cachotières » sont de jolis noms de griffes féminines. Mais c'est surtout aussi intéressant de jeter un œil sur les articles critiques, que ce soit celui qui annonce la mort du plastic à usage unique ou qui compare les thèmes « éthique et développement durable ». Sur ce site, le slogan « vivre simplement pour que les autres puissent simplement vivre » prend tout son sens. GD

L'endroit

Situé à l'embranchement de l'autoroute sur la route d'Arlon, l'ex Dany Hotel a toujours eu excellente réputation et continue à en bénéficier. Reprise il y a quatre ans par deux jeunes frères sous le nom de **Bivius eat & sleep**, la maison est cotée 9/10 sur divers sites de *booking*, et il faut avouer que ses chambres confortables avec des prix à partir de 75 euros défient pas mal d'endroits de la même catégorie au centre-ville. Côté restauration, l'établissement continue aussi d'afficher souvent « complet ». Si le cadre est un peu stricte, les tables sont bien espacées et le service charmant et souriant. La carte est hyper traditionnelle, pâtes et pizzas d'un côté, gastronomie rustique de l'autre. Mais on y découvre des petites spécialités assez rares, comme la soupe d'haricots rouges et rouget, les beignets de moules ou les gnocchis au ragoût de bar, tomate séchée, petits pois et cèpes. Belle exécution des mets, les *tortellini in brodo* bénéficient d'un bouillon agréablement parfumé, le jarret de porc est nappé d'un jus bien aromatisé. Le choix de vins est subtil et à des prix raisonnables. Seul petit bémol: les desserts qui ne sont pas tous faits maison. Ceci n'étant pas raison suffisante pour boudier cet endroit qui offre un accueil chaleureux. GD

d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzebuerger Land sur leurs iPad et iPhone, ainsi que sur leurs portables et tablettes pourvus du système d'exploitation Android. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple ou dans le Play Store de Google.

www.land.lu

